

IMPORTANT : SI VOUS AVEZ LE MOINDRE DOUTE À PROPOS DU CONTENU DU PRÉSENT PROSPECTUS, VEUILLEZ CONSULTER UN CONSEILLER PROFESSIONNEL.

Henderson Investment Funds Limited, l'administrateur de société agréé (« *Authorised Corporate Director* », ACD), est la personne responsable des informations figurant dans le présent Prospectus. À sa connaissance (ayant pris toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que tel était le cas), les informations figurant dans le présent document ne comportent aucune déclaration fautive ou de nature à induire en erreur et n'omettent aucun élément exigé par le recueil de réglementation générale des organismes de placement collectif (« *Collective Investment Schemes Sourcebook* »). Henderson Investment Funds Limited en assume la responsabilité en conséquence.

PROSPECTUS

DU

JANUS HENDERSON STRATEGIC INVESTMENT FUNDS

**(Une société d'investissement à capital variable
et à responsabilité limitée, immatriculée en Angleterre
et au Pays de Galles sous le numéro IC312 et le numéro de référence du produit
de la FCA 231783)**

Ce document constitue le Prospectus du Janus Henderson Strategic Investment Funds et a été établi en conformité avec le recueil de réglementation générale des organismes de placement collectif (« *Collective Investment Schemes Sourcebook* »).

Le présent Prospectus est daté du 7 août 2019 et entre en vigueur à cette date.

Des exemplaires du présent Prospectus ont été adressés à la FCA et au Dépositaire.

Aucune personne n'a été autorisée par la Société à donner d'autres informations ou à faire d'autres déclarations relatives à l'offre de souscription des Actions que celles figurant dans le Prospectus et, au cas où des informations ou des déclarations tombant sous cette interdiction auraient été communiquées ou faites, il ne faut pas leur accorder la même valeur de fondement que si elles avaient été faites par la Société. La remise du présent Prospectus (accompagné ou non de rapports) ou l'émission d'Actions ne doit en aucun cas faire présumer que depuis cette date, les activités de la Société n'ont pas changé.

La diffusion du présent Prospectus et l'offre d'Actions à la souscription peuvent être soumises à des restrictions dans certains États. La Société requiert que les personnes qui sont en possession du présent Prospectus s'informent sur ces restrictions et les respectent. Le présent Prospectus ne constitue pas une offre de souscription ou un acte de démarchage fait à l'initiative de quiconque dans un État où cette offre de souscription ou cet acte de démarchage n'est pas autorisé(e) ou à destination de quiconque auquel il est interdit de faire cette offre de souscription ou cet acte de démarchage.

Les Actions décrites dans le présent Prospectus n'ont pas donné lieu, et ne donneront pas lieu à l'enregistrement prévu ni par la Loi des États-Unis sur les titres de 1933 (« *United States Securities Act of 1933* ») (telle que modifiée), ni par la Loi des États-Unis sur les sociétés d'investissement de 1940 (« *United States Investment Company Act of 1940* »), ni par les lois sur les valeurs mobilières des États des États-Unis. Les Actions ne peuvent pas être proposées à la souscription, vendues ou attribuées directement ou indirectement aux États-Unis ou pour le compte ou au profit d'un Résident Américain (« *US Person* ») (au sens défini ci-dessous).

L'expression « Résident Américain » (« *US Person* ») désigne tout citoyen des États-Unis, de ses territoires et de ses possessions, y compris l'État et le district de Columbia et toutes les zones relevant de leur souveraineté (y compris le Commonwealth de Porto Rico), les sociétés de capitaux, les trusts, les sociétés de personnes ou associations ou d'autres entités créées aux États-Unis ou de droit américain, ou dans l'un des États des États-Unis, ou une indivision successorale ou un trust dont les revenus sont imposables à l'impôt sur le revenu fédéral aux États-Unis, indépendamment de leur source. L'expression englobe aussi toute personne entrant dans la définition de l'expression « Résident Américain » (« *US Person* ») au titre du Règlement S (« *Regulation S* ») promulgué en application de la Loi des États-Unis sur les valeurs mobilières de 1933 (« *United States Securities Act of 1933* »).

Le Royaume-Uni a adopté une loi qui lui permettra de s'acquitter des obligations que lui imposent les directives de l'Union européenne et les accords en matière de respect des obligations fiscales à l'échelle internationale, y compris les dispositions adoptées par les États-Unis et communément appelées « FATCA ». Par conséquent, le Gestionnaire peut avoir à révéler des informations, y compris le nom, l'adresse, le numéro d'identification de contribuable et des données en matière d'investissement relatives aux investissements et aux paiements effectués par certains investisseurs aux Organismes à l'administration fiscale britannique qui, à son tour, peut échanger (ou échangera) ces informations avec ses homologues étrangers dans les pays concernés.

En signant le bulletin de souscription en vue de souscrire des Actions, chaque Actionnaire potentiel consent à fournir des informations sur demande au Gestionnaire ou à son mandataire afin de permettre aux Organismes de s'acquitter de leurs obligations en vertu de cette loi. Si un Actionnaire ne fournit pas les informations nécessaires, le Gestionnaire sera tenu de le dénoncer à l'administration fiscale britannique.

Les Actions de la Société ne sont cotées sur aucune Bourse.

Les investisseurs potentiels ne doivent pas faire traiter le contenu du présent Prospectus comme une consultation juridique, une consultation fiscale ou des conseils en investissements, ou des conseils ou des consultations sur tout autre sujet ; en outre, il leur est recommandé de consulter leur propre avocat ou conseil juridique en ce qui concerne la souscription/l'acquisition, la détention ou la cession d'Actions.

Les dispositions des Statuts sont imposables à chacun des Actionnaires (qui sont censés en avoir été informés).

Le présent Prospectus a été validé par Henderson Investment Funds Limited, en application de la section 21 de la Loi sur les services financiers et les marchés financiers de 2000 (« *Financial Services and Markets Act 2000* »).

Le présent Prospectus est fondé sur les informations disponibles, les dispositions légales et l'usage en vigueur à la date du présent document. La Société ne peut être liée par un Prospectus qui n'est plus d'actualité lorsqu'il a établi un nouveau Prospectus et les investisseurs doivent vérifier auprès de l'ACD qu'il s'agit du Prospectus le plus récemment publié.

Le présent prospectus, le Bulletin de souscription, le Document d'information clé pour l'investisseur et le Document d'informations supplémentaires pour l'investisseur constituent le contrat conclu entre le Gestionnaire et les Actionnaires. Les dernières versions de chaque document sont disponibles sur la bibliothèque du site Web www.janushenderson.com.

Si vous avez besoin de données ou d'informations supplémentaires concernant les Fonds, veuillez consulter notre site Web www.janushenderson.com pour savoir comment nous contacter.

TABLE DES MATIÈRES

Article	Page
1. DÉFINITIONS	5
2. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR LA SOCIÉTÉ	11
3. SOUSCRIPTION, RACHAT ET ÉCHANGE DES ACTIONS	15
4. ÉVALUATION DE LA SOCIÉTÉ.....	27
5. FACTEURS DE RISQUE.....	31
6. DIRECTION ET ADMINISTRATION.....	40
7. COMMISSIONS ET FRAIS	46
8. ASSEMBLÉES DES ACTIONNAIRES ET DROITS DE VOTE	53
9. FISCALITÉ.....	55
10. LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ OU D'UN FONDS	59
11. INFORMATIONS GÉNÉRALES	61
ANNEXE I.....	66
CARACTÉRISTIQUES DU FONDS.....	66
ANNEXE II.....	87
MARCHÉS DE TITRES ÉLIGIBLES ET MARCHÉS DE DÉRIVÉS ÉLIGIBLES	87
ANNEXE III.....	91
GESTION DES INVESTISSEMENTS ET CAPACITÉ D'EMPRUNT DE LA SOCIÉTÉ	91
ANNEXE IV	123
COMMISSION DE PERFORMANCE	123
ANNEXE V	128
LISTE DES FONDS POUR LESQUELS L'ACD EST AUSSI AUTORISÉ À ÊTRE DIRECTEUR OU GÉRANT DE LA SOCIÉTÉ	128
ANNEXE VI	130
PERFORMANCE PASSÉE.....	130
ANNEXE VII.....	132
liste des dÉlÉguÉs dÉpositaires	132
RÉPERTOIRE.....	136

Le présent document est important et vous devez lire toutes les informations qu'il contient. Si vous avez le moindre doute sur la signification de toute information figurant dans le présent document, vous devez consulter votre conseiller professionnel.

1. DÉFINITIONS

- « **ACD** » Henderson Investment Funds Limited, l'administrateur de société agréé de la Société ;
- « **Actifs** » les actifs de la Société dont le recueil de réglementation générale des organismes de placement collectif (« *COLL Sourcebook* ») requiert qu'ils soient confiés au Dépositaire ;
- « **Action** » ou « **Actions** » une action ou des actions de la Société (y compris les Actions ou fractions de valeur supérieure) ou bien, le cas échéant, une action ou des actions dans toute autre SICAV anglaise (« *OEIC* ») de Janus Henderson ;
- « **Actionnaire** » un porteur d'Actions enregistrées de la Société ou, le cas échéant, un porteur d'Actions enregistrées de toute autre SICAV anglaise (« *OEIC* ») de Janus Henderson ;
- « **Actionnaires éligibles** » au sens de la définition donnée au paragraphe 2.3 ;
- « **Agent de Prêt de Titres** » BNP Paribas Securities Services ;
- « **Banque approuvée** » en ce qui concerne le compte bancaire ouvert par la Société :
- (a) si ce compte est ouvert dans une agence au Royaume-Uni :
 - (i) la Banque d'Angleterre ; ou
 - (ii) la banque centrale d'un État membre de l'OCDE ; ou
 - (iii) une banque ; ou
 - (iv) une caisse d'épargne qui offre, sans restrictions, des services bancaires ; ou
 - (v) une banque qui est supervisée par la banque centrale ou par un autre régulateur bancaire d'un État membre de l'OCDE ; ou
 - (b) si le compte est ouvert ailleurs :
 - (i) une banque dans (a) ;
 - (ii) un établissement de crédit établi dans un État membre de l'EEE autre que le Royaume-Uni et dûment autorisé par le régulateur de l'État d'origine ; ou
 - (iii) une banque réglementée dans l'Île de Man dans les Îles anglo-normandes ;

ou

(c) une banque supervisée par la Banque centrale sud-africaine ;

« **Catégorie** » ou
« **Catégories** »

en ce qui concerne les Actions, signifie (en fonction du contexte) toutes les Actions liées à un même Fonds ou bien une catégorie ou des catégories particulières d'Actions liées à un même Fonds ;

« **Chargé de la garde et de la conservation d'actifs** »

BNP Paribas Securities Services ;

« **COLL Sourcebook** »

le recueil de réglementation générale des organismes de placement collectif, et ses modifications successives ;

« **COLL** »

se rapporte au chapitre ou à la règle pertinente dans le recueil de réglementation générale des organismes de placement collectif (« *Collective Investment Schemes Sourcebook* ») ;

« **Conversion** »

La conversion d'Actions d'une Catégorie d'un Fonds donné en Actions d'une autre Catégorie du même Fonds – et « convertir » est interprété en conséquence ;

« **Date de référence comptable** »

le 31 octobre de chaque année ou toute autre date retenue par l'ACD ou, dans le cas du dernier Exercice comptable d'un Fonds, la date à laquelle celui-ci est liquidé ;

« **DCDT** » (« **SDRT** »)

Droits complétant le droit de timbre (« *Stamp Duty Reserve Tax* ») ;

« **Dépositaire** »

NatWest Trustee and Depositary Services Limited ;

« **Directeur** » ou
« **Directeurs** »

les directeurs de la Société au cours du temps (y compris l'ACD) ;

« **Échange** »

l'échange, si cela est autorisé, d'Actions d'un Fonds contre des Actions d'un autre Fonds ;

« **Établissement éligible** »

l'un des établissements éligibles tels que définis dans le glossaire du Manuel de la FCA ;

« **État membre de l'EEE** »

un État membre de l'Union européenne et tout autre État situé dans l'Espace économique européen ;

« **États-Unis d'Amérique** »

les États-Unis d'Amérique ;

« Exercice comptable »	un exercice qui se termine à une Date de référence comptable et inclut cette date, et qui commence à la date de lancement de la Société, ou dans le cas d'un lancement ultérieur d'un Fonds, à la date de ce lancement ou au jour suivant la Date de référence comptable précédente (si le cas le requiert) ;
« Fonds d'actions »	en ce qui concerne la Société, soit le Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund, le Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund, le Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund et le Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund et, en ce qui concerne toute autre Janus Henderson Managed OEIC, les fonds d'actions décrits à l'Annexe V de ce Prospectus ;
« Fonds obligataire »	en ce qui concerne la Société, le Janus Henderson Credit Alpha Fund et le Janus Henderson Interest Rate Alpha Fund et, en ce qui concerne toute autre Janus Henderson Managed OEIC, les fonds obligataires décrits à l'Annexe V de ce Prospectus ;
« Fraction »	une Action de valeur inférieure (où cent Actions de valeur inférieure font une Action de valeur supérieure) ;
« FCA »	la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni ;
« Gestion efficace du portefeuille » ou « GEP »	le recours à des techniques et instruments dérivés (concernant des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire approuvés) à une ou plusieurs des fins suivantes : réduction des risques, réduction des coûts ou génération de capital ou de revenus supplémentaires conforme au profil de risque d'un Fonds ;
« Gestionnaire des Investissements »	Henderson Global Investors Limited, le gestionnaire des investissements auprès de l'ACD en ce qui concerne la Société ;
« Janus Henderson Managed OEIC »	toute société d'investissement à capital variable constituée et enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles et gérée par l'ACD, définie plus en détail à l'Annexe V de ce Prospectus (et ses modifications successives) ;
« Heure d'évaluation »	l'heure d'évaluation pour chacun des Fonds, telle que définie à l'Annexe I de ce Prospectus ;
« Heure limite de négociation »	l'heure limite de négociation pour chacun des Fonds, telle que définie à l'Annexe I de ce Prospectus ;

« Indicateur »	l'indicateur de référence auquel il est fait référence dans l'objectif et la politique d'investissement de chacun des Fonds, défini à l'Annexe I (ou tout autre indicateur qui pourrait de temps à autre le remplacer) ;
« Jour de Bourse »	du lundi au vendredi pour tous les Fonds (à l'exception (sauf décision contraire de l'ACD) du dernier jour ouvré avant Noël, des jours fériés en Angleterre et au Pays de Galles et de tout autre jour désigné par l'ACD comme étant un jour férié pour la Société) et tout autre jour choisi par l'ACD à sa discrétion ;
« Jour ouvrable »	du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés en Angleterre et au Pays de Galles ;
« le Fonds » ou « les Fonds »	un compartiment de la Société (faisant partie des actifs de la Société et mutualisé séparément), auquel des éléments spécifiques d'actif et de passif de la Société sont affectés et qui est investi conformément à l'objectif d'investissement applicable à ce compartiment, ou bien, le cas échéant, un compartiment de toute autre société d'investissement à capital variable (« <i>Open Ended Investment Company</i> », « <i>OEIC</i> ») gérée de Janus Henderson ;
« Manuel FCA »	le Manuel des Règles et des orientations (« <i>Handbook of Rules and Guidance</i> ») de la FCA, et ses modifications successives ;
« Marchés d'instruments dérivés éligibles »	les marchés dérivés dont l'ACD, après consultation avec le Dépositaire, a décidé qu'ils étaient appropriés pour les besoins d'investissement ou pour négocier les actifs des fonds, en accord avec les critères pertinents définis dans le recueil de réglementation générale des organismes de placement collectif (« <i>COLL Sourcebook</i> »), et dans le cadre des Lignes directrices sur les marchés éligibles publiées par la FCA, et leurs modifications successives, lesquelles sont décrites plus en détail à l'Annexe II et à la section 2 de l'Annexe III ;
« Marchés dérivés éligibles »	les marchés dérivés dont l'ACD, après consultation avec le Dépositaire, a décidé qu'ils étaient appropriés pour les besoins d'investissement ou pour négocier les actifs des fonds, en accord avec les critères pertinents définis dans le recueil de réglementation générale des organismes de placement collectif (« <i>COLL Sourcebook</i> »), et dans le cadre des Lignes directrices sur les marchés éligibles publiées par la FCA, et leurs modifications successives, qui sont décrites plus en détail à l'Annexe II et à la section 2 de l'Annexe III ;

« OCDE »	l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques ; un groupe de pays membres qui débat des et conçoit les politiques économiques et sociales ;
« OPCVM » (« UCITS »)	Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (« <i>Undertakings for Collective Investment in Transferable Securities</i> »)
« Prêt de Titres »	la Société et le Gestionnaire des Investissements ont conclu un contrat de Prêt de Titres avec BNP Paribas Securities Services, agissant en qualité d'Agent de Prêt de Titres. En vertu de ce contrat, les titres d'un Fonds sont transférés temporairement à des emprunteurs approuvés en échange d'une garantie à des fins de gestion efficace du portefeuille. Le Fonds concerné conserve la garantie pour s'assurer du remboursement au cas où l'emprunteur échoue à restituer les titres prêtés ;
« Règlements relatifs aux SICAV »	les Règlements de 2001 relatifs aux SICAV anglaises (« <i>Open-Ended Investment Companies</i> », « <i>OEIC</i> »), et leurs modifications successives ;
« Règlements »	les Règlements relatifs aux SICAV anglaises (« <i>Open-Ended Investment Companies</i> », « <i>OEIC</i> ») et le Manuel de la FCA (y compris le recueil de réglementation générale des organismes de placement collectif, le « <i>COLL Sourcebook</i> ») ;
« Résident Américain » (« US Person »)	tout résident américain ou autre personne spécifiée dans la règle 902 des Réglementations en application de la Loi des États-Unis sur les valeurs mobilières de 1933 (« <i>US Securities Act of 1933</i> »), telle que modifiée ou exclue de la définition d'une « Personne non résidente des États-Unis » telle qu'utilisée dans la règle 4.7 de l'Autorité de tutelle des marchés à terme aux États-Unis (« <i>Commodity Futures Trading Commission</i> ») ;
« Société »	le Janus Henderson Strategic Investment Funds ;
« Statuts »	les statuts qui constituent la Société, et leurs modifications successives ;

« Swap de rendement total » ou « SRT »

un contrat entre deux contreparties prévoyant l'échange de flux de trésorerie. Une contrepartie accepte de payer à l'autre un montant représentant le rendement total d'un actif/marché sous-jacent et, en retour, reçoit de cette autre partie un paiement d'intérêt lié aux taux de liquidités. Les Fonds ayant recours à des SRT sont mentionnés au paragraphe 10.8 de l'Annexe III (Gestion des investissements et capacité d'emprunt de la Société) ;

« TVA »

Taxe sur la valeur ajoutée ;

« Valeur de l'actif brute »

la valeur des actifs de la Société ou de tout autre Fonds (selon les exigences du contexte) avant tous les frais et dépenses ;

« Valeur nette d'inventaire » ou « VNI »

la valeur des actifs de la Société ou de tout autre Fonds (selon les exigences du contexte) moins le passif de la Société (ou du Fonds en question) calculé conformément aux statuts.

2. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR LA SOCIÉTÉ

2.1 Généralités

Janus Henderson Strategic Investment Funds est une société d'investissement à capital variable constituée et enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro IC000312 et agréée par la Financial Conduct Authority depuis le 1^{er} avril 2004. La FCA a certifié que la Société se conforme aux conditions nécessaires pour jouir des droits conférés par la Directive de la CEE sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières. La Société est à durée illimitée.

Les Actionnaires ne sont pas tenus des dettes de la Société.

L'ACD est aussi l'administrateur agréé d'autres sociétés d'investissement à capital variable ainsi que le gestionnaire de différents fonds d'investissements agréés (« *authorised unit trusts* »). De plus amples détails sont présentés à l'Annexe V.

Siège central :

201 Bishopsgate, London EC2M 3AE, Royaume-Uni

Adresse de service :

Le Siège est l'adresse du lieu, au Royaume-Uni, où la Société reçoit les avis ou autres documents qui doivent ou peuvent lui être signifiés.

Devise de base :

La livre sterling (GBP) est la devise de référence de la Société et la Devise de libellé de chacun des Fonds.

Capital social :	Maximum	100 000 000 000 GBP
	Minimum	5 000 000 GBP

Les Actions n'ont pas de valeur nominale. Le capital social de la Société est en permanence égal à la somme des valeurs nettes d'inventaire de chacun des Fonds.

2.2 La structure de la Société

Les Fonds :

La Société est un OPCVM structuré sous forme de fonds à compartiments multiples, c'est-à-dire que différents Fonds peuvent être créés de temps à autre par l'ACD avec l'approbation de la FCA. Lors de l'introduction d'un nouveau Fonds ou d'une nouvelle Catégorie, un Prospectus révisé sera préparé pour définir les détails de chaque Fonds ou Catégorie.

Les actifs de chaque Fonds seront traités séparément de ceux de tous les autres Fonds et seront investis conformément à l'objectif et à la politique d'investissement de ce Fonds. Les Fonds sont les suivants :

- Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund

- Janus Henderson Credit Alpha Fund
- Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund
- Janus Henderson Interest Rate Alpha Fund (pas encore lancé)
- Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund
- Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund.

Une description détaillée de ces Fonds, et de tout autre Fonds qui pourrait être créé de temps à autre, y compris leurs objectifs et politiques d'investissement, est présentée à l'Annexe I. Chacun des Fonds est commercialisable à tous les investisseurs individuels.

Chaque Fonds dispose d'un portefeuille spécifique auquel sont imputables les actifs et passifs de ce Fonds. En ce qui concerne les Actionnaires, chaque Fonds est traité comme une entité distincte.

Les Fonds étant des portefeuilles d'actifs distincts les uns des autres, les actifs d'un Fonds sont la propriété exclusive du Fonds concerné et ne peuvent servir à acquitter (de manière directe ou indirecte) les engagements de ou les réclamations contre toute autre personne ou tout autre organisme, y compris la Société et tout autre Fonds, et ne sauraient être mis à disposition à ces fins.

Sous réserve des dispositions ci-dessus, chaque Fonds assumera les dettes, les coûts et les prélèvements de la Société qui sont imputables à ce Fonds et, à l'intérieur des Fonds, les prélèvements seront distribués entre les Catégories conformément aux conditions d'émission des Actions de ces Catégories. Les éléments de l'actif, du passif, les frais, les coûts ou les prélèvements qui ne sont pas imputables à un Fonds particulier peuvent être imputés par l'ACD d'une manière qu'il juge équitable pour les Actionnaires en général. Ceci se fera d'ordinaire proportionnellement à la valeur nette d'inventaire des Fonds en question.

2.3 **Actions**

Catégories d'Actions dans les Fonds

Plusieurs Catégories d'Actions peuvent être émises dans chaque Fonds. Chaque Fonds dispose actuellement d'un nombre de Catégories, lesquelles se distinguent par leurs critères de souscription et leur barème des commissions. L'ACD peut, à sa discrétion, accepter des souscriptions inférieures aux minimums fixés. De plus amples détails sont présentés à l'Annexe I.

Les actions dans les Catégories Y et Z sont ouvertes aux membres des sociétés du groupe Janus Henderson Group plc, des fonds gérés par le groupe Janus Henderson Group plc et aux autres investisseurs à la discrétion de l'ACD.

Les actions dans la Catégorie S sont ouvertes aux investisseurs à la discrétion de l'ACD.

Les actions de Catégorie G sont exclusivement ouvertes aux Actionnaires éligibles. Les Actionnaires éligibles sont des actionnaires autorisés, à la discrétion de l'ACD, à investir en Actions de catégorie G à condition de conclure un accord avec l'ACD et qui remplissent les conditions d'éligibilité établies à l'occasion par l'ACD. Parmi les conditions d'éligibilité figurent actuellement un montant de

détention minimum au niveau de la Catégorie d'Actions concernée, ainsi qu'un minimum d'actifs sous gestion détenus par l'investisseur dans la gamme de fonds domiciliés au Royaume-Uni gérée par Henderson Investment Funds Limited.

Toutes les autres Catégories d'Actions sont ouvertes à tous les investisseurs.

Certaines Catégories d'Actions peuvent également appliquer une commission de performance indépendamment du Fonds, comme cela est expliqué à la section 7.3. De même, l'ACD peut convenir, avec des investisseurs individuels, d'appliquer des commissions pour la gestion d'investissements extérieurs au Fonds. Veuillez consulter la section 7.3 pour un descriptif des Catégories d'Actions auquel ce cas de figure s'applique.

Les montants minima de souscription et de participation pour chacune des Catégories d'Actions sont définis à l'Annexe I.

Les Catégories d'Actions couvertes en euros et les catégories d'Actions couvertes en dollars sont des catégories d'actions couvertes. Les catégories d'actions couvertes permettent à l'ACD de faire usage d'opérations de couverture de change, afin de réduire l'effet des fluctuations du taux de change entre la devise des Actions de ces catégories (la « Devise de référence ») et la devise de libellé du Fonds en question (la « Devise de libellé »).

L'ACD peut faire usage de contrats de change à terme de gré à gré, de contrats de change à terme normalisés, d'opérations d'options de change, d'opération de swaps de devises, d'opérations de couverture du risque de change avec taux d'intérêt ou swaps d'actions (ou d'autres instruments permis au titre de l'Annexe III (Pouvoirs et limites d'investissement)) afin de préserver la Devise de référence contre la Devise de libellé, et la devise dans laquelle sont libellés les actifs sous-jacents du Fonds en question.

Les coûts et bénéfices de ces opérations de couverture du risque de change seront attribués uniquement aux investisseurs dans les catégories d'Actions couvertes en euros et les catégories d'Actions couvertes en dollars, et en fonction de la valeur respective de leurs actions dans ces catégories. Ceci s'applique aux coûts des opérations de couverture et à la distribution de tous les gains et pertes découlant des opérations de couverture. Ces opérations de change ne renforceront pas l'effet de levier des catégories d'Actions couvertes en euros et des catégories d'Actions couvertes en dollars. Le montant de chaque Catégorie d'Action à couvrir comprendra le capital et les revenus, sachant que l'ACD compte couvrir entre 95 % et 105 % de la valeur de chacune des Catégories d'Actions couvertes. Tout ajustement visant à maintenir la couverture dans cette fourchette cible ne sera effectué que si le changement nécessaire est important. Ainsi, les catégories d'Actions couvertes en euros et les catégories d'Actions couvertes en dollars ne seront pas entièrement protégées contre les fluctuations de change.

En outre, chaque Catégorie peut proposer à la fois des Actions de distribution et des Actions de capitalisation. Les types d'Actions actuellement disponibles pour chaque Fonds sont présentés dans la description détaillée des Fonds en question à l'Annexe I.

Les détenteurs d'Actions de distribution ont droit au versement des revenus attribués à ces Actions aux dates de distribution intermédiaire et annuelle. Les détenteurs d'Actions de capitalisation n'ont pas droit au versement des revenus attribués à ces Actions, mais ces revenus sont automatiquement transférés (et incorporés) dans les actifs du Fonds en question aux dates annuelles et/ou

intermédiaires d'allocation de revenus. Ceci se reflète dans le prix d'une Action de capitalisation.

Dans le cas où un Fonds comprend plusieurs Catégories, chaque Catégorie peut se voir imposer différentes commissions, donc des sommes peuvent être déduites des Catégories dans des proportions inégales. Dans ces circonstances, les intérêts proportionnés des Classes dans un Fonds seront modifiés en conséquence.

Les Actionnaires ont le droit (sous réserve de certaines restrictions) de convertir tout ou partie de leurs Actions d'une Catégorie au sein d'un Fonds en Actions d'une autre Catégorie au sein du même Fonds ou d'échanger des Actions d'un Fonds en Actions de la même ou d'une autre Catégorie dans un Fonds différent de la Société ou d'une autre SICAV (« *OEIC* ») de Janus Henderson. Les conditions de la conversion ou de l'échange et les restrictions y afférentes sont stipulées dans la section « Conversion et échange » du présent Prospectus ou auprès de l'ACD.

3. SOUSCRIPTION, RACHAT ET ÉCHANGE DES ACTIONS

Le service de négociation de l'ACD est ouvert de 09h00 à 17h30 chaque Jour de Bourse afin de recevoir les demandes de souscription, de rachat et d'échange d'Actions par courrier postal, par fax ou par téléphone (à la discrétion de l'ACD, en appelant le +44 (0)84 56 08 87 03), ou par l'intermédiaire de plates-formes de négociation électroniques (comme EMX). En outre, l'ACD peut de temps à autre autoriser la négociation des Actions à travers d'autres moyens de communication. Toutes les souscriptions initiales doivent être accompagnées d'un bulletin de souscription, lequel peut être obtenu auprès de l'ACD. Les heures limites de réception des demandes sont exposées en annexe I pour chaque Fonds.

À l'heure actuelle, l'ACD n'accepte les actes de transfert de titre de propriété par voie électronique qu'à sa discrétion absolue et peut refuser les transferts électroniques.

L'ACD accepte les ordres de transfert ou d'annulation du titre de propriété d'Actions sur la base d'une autorisation communiquée par voie électronique et envoyée par l'Actionnaire, ou remise pour son compte par une personne agréée par la FCA, sous réserve que :

(a) l'ACD et la personne remettant la communication aient convenu au préalable :

- (i) du mode de communication électronique devant être utilisé ; et
- (ii) de la manière dont ces communications peuvent être identifiées comme transmettant l'autorisation nécessaire ;

(b) toute personne remettant cette autorisation pour le compte de l'investisseur atteste avoir obtenu la nomination requise par écrit de la part de l'Actionnaire ; et que

(c) l'ACD soit convaincu que toute communication électronique affirmant être celle d'un Actionnaire ou de son représentant l'est effectivement.

3.1 Achat d'Actions

Procédure :

Les Actions peuvent être achetées directement auprès de l'ACD ou par le biais de votre conseiller professionnel ou autre intermédiaire. Tout intermédiaire qui vous recommande un investissement dans la Société peut être habilité à recevoir une commission de l'ACD.

L'ACD a le droit de rejeter intégralement ou partiellement, pour des motifs raisonnables, toute demande d'Actions, auquel cas l'ACD remboursera toute somme qui a été envoyée, ou le solde desdites sommes, aux risques du souscripteur.

Le solde des règlements de souscription, après émission d'un nombre entier d'Actions, ne sera pas retourné au souscripteur. Ce solde sera remplacé par l'émission d'Actions de valeur inférieure. Une Action de valeur inférieure est équivalente à un centième d'une Action à valeur plus élevée.

Un ordre de souscription d'Actions sera réputé accepté par l'ACD seulement après réception des fonds compensés correspondant à la demande de souscription. Le

règlement est dû en fin de journée du quatrième jour ouvrable suivant l'émission des Actions. Si le règlement n'a pas été effectué dans ce délai, alors l'ACD a le droit d'annuler toutes Actions émises relatives à la demande de souscription.

Un souscripteur a le droit d'annuler sa demande de souscription d'Actions à tout moment au cours des 14 jours suivant la date à laquelle il a reçu un avis d'annulation de l'ACD. Si un souscripteur décide d'annuler le contrat et si la valeur de l'investissement a chuté au moment où l'ACD reçoit l'avis d'annulation complété, le souscripteur ne sera pas intégralement remboursé du fait qu'un montant égal à la perte de valeur sera déduit de la somme initialement investie. Depuis le 6 avril 2010, seuls les souscripteurs ayant reçu un préavis ont le droit d'annuler leur demande de souscription d'Actions comme décrit ci-dessus.

Afin de se conformer à la législation transposant en droit les directives de l'Union européenne et les obligations du Royaume-Uni en vertu des divers accords intergouvernementaux relatifs à l'échange automatique d'informations visant à améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale (y compris les dispositions adoptées par les États-Unis et communément appelées « FATCA »), l'ACD (ou son mandataire) recueillera des informations sur les Actionnaires et leurs investissements, y compris des informations qui permettront de vérifier leur identité et statut fiscal, à cette fin et peut communiquer lesdites informations à l'administration fiscale britannique.

Lorsque l'ACD ou son mandataire leur en fait la demande, les Actionnaires doivent fournir les informations à l'une ou l'autre des entités précitées afin de permettre à la Société de s'acquitter de ses obligations en vertu de cette loi. Si un Actionnaire ne fournit pas les informations nécessaires, l'ACD sera tenu de le dénoncer à l'administration fiscale britannique.

En ce qui concerne les souscriptions, l'ACD se prévaut de la dérogation dite « livraison contre paiement » (LcP) permise par le Manuel de la FCA, qui prévoit un délai d'une journée au cours de laquelle l'argent donné à l'ACD pour acheter des actions n'est pas traité comme de l'argent du client. Si l'ACD n'a pas transmis l'argent de la souscription au Dépositaire à l'issue du délai d'une journée, il devra placer cet argent dans un compte bancaire réservé aux clients de la banque jusqu'à ce qu'il puisse effectuer le transfert.

L'argent qui n'est pas détenu comme de l'argent client ne sera pas protégé en cas d'insolvabilité de l'ACD.

En acceptant de souscrire des Actions dans le Fonds, les Actionnaires consentent à ce que l'ACD ait recours à la dérogation LcP sur les souscriptions comme expliqué ci-dessus. L'ACD est également habilité à se prévaloir d'une dérogation LcP lorsqu'il utilise des systèmes de règlement commerciaux et en souscrivant des Actions, les Actionnaires consentent à ce que l'ACD ait recours à de tels systèmes de cette manière.

Documents à recevoir par le souscripteur :

Un avis d'exécution indiquant le nombre d'Actions achetées et leur prix sera émis au plus tard à la fin du jour ouvrable suivant l'exécution dudit ordre, accompagné le cas échéant d'un avis relatif au droit d'annulation du souscripteur.

Il n'y aura pas d'émission de certificats d'Actions. La preuve de la propriété des Actions résulte de leur inscription dans le Registre des Actionnaires de la Société. Les relevés de distribution périodique des Actions indiqueront le nombre d'Actions détenues par le souscripteur. Les relevés individuels des Actions d'un Actionnaire

seront automatiquement émis au 5 avril et au 5 octobre de chaque année, mais à compter de juin 2010 les relevés individuels seront émis au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Des relevés peuvent aussi être émis à tout moment, à la demande de l'Actionnaire inscrit.

La Société a le pouvoir d'émettre des Actions au porteur mais cela n'est pas prévu pour le moment.

Souscription et détention minimum :

Les montants minimums de souscription initiale, de souscription ultérieure et de détention sont exposés en Annexe I pour chaque Catégorie d'Actions d'un Fonds. L'ACD peut accepter des montants de souscription et de détention inférieurs aux montants minimums, à son entière discrétion et s'il considère que des circonstances spéciales le justifient.

Si à la suite d'un rachat le montant de détention dans une Catégorie d'Actions chutait en-dessous du montant de détention minimum stipulé pour ladite Catégorie, l'ACD aurait toute discrétion pour exiger le rachat de l'entière détention de l'Actionnaire dans cette Catégorie d'Actions.

3.2 Rachat d'Actions

Procédure :

Chaque Actionnaire a le droit d'exiger que la Société rachète ses Actions, tout Jour de Bourse, sauf si la valeur des Actions qu'un Actionnaire désire faire racheter signifie que cet Actionnaire détiendra des Actions ayant une valeur inférieure au montant de détention minimum de la Catégorie correspondante, auquel cas l'Actionnaire pourra être obligé de faire racheter l'intégralité de sa participation dans ladite Catégorie d'Actions du Fonds correspondant.

L'ACD est également habilité à se prévaloir d'une dérogation « Livraison contre Paiement » (LcP) visée ci-dessus lorsqu'il rachète des Actions. L'argent devant être versé aux Actionnaires à l'issue d'un rachat ne doit pas être traité comme de l'argent client, dès lors que les produits du rachat sont versés à l'Actionnaire dans un délai d'une journée. Si pour une quelconque raison, l'ACD s'avère incapable de payer un Actionnaire dans ce délai, il devra placer l'argent du rachat dans un compte bancaire réservé aux clients jusqu'à ce qu'il puisse effectuer le paiement.

L'argent qui n'est pas détenu comme de l'argent client ne sera pas protégé en cas d'insolvabilité de l'ACD.

En acceptant de souscrire des Actions dans le Fonds, les Actionnaires consentent à ce que l'ACD ait recours à la dérogation LcP sur les rachats comme expliqué ci-dessus. L'ACD est également habilité à se prévaloir d'une dérogation LcP lorsqu'il utilise des systèmes de règlement commerciaux et en souscrivant des Actions, les Actionnaires consentent à ce que l'ACD ait recours à de tels systèmes de cette manière.

Documents à recevoir par un Actionnaire demandant le rachat :

Un avis d'exécution précisant le nombre et le prix des Actions rachetées sera envoyé à l'Actionnaire demandant le rachat (ou au premier actionnaire nommé, dans le cas d'Actionnaires codétenteurs) accompagné (si des instructions écrites suffisantes n'ont pas déjà été fournies) d'un formulaire de renonciation à compléter et à signer par l'Actionnaire (ou, en cas de codétenteurs d'Actions, par

tous les Actionnaires codétenteurs) au plus tard à la fin du jour ouvrable suivant l'exécution de l'ordre. Les sommes destinées à payer le rachat seront remises dans les quatre jours ouvrables à compter de la plus éloignée des dates suivantes, (a) la réception par l'ACD du formulaire de renonciation (ou de toute instruction écrite suffisante) dûment complété et signé par tous les Actionnaires concernés, ainsi que de toute autre preuve de propriété appropriée, et (b) l'Heure d'Évaluation qui suit la réception de la demande de rachat par l'ACD.

Montant minimum de rachat :

La participation d'un Actionnaire peut être rachetée partiellement mais l'ACD se réserve le droit de refuser une demande de rachat si la valeur des Actions d'un Fonds est inférieure au montant de détention minimum exposé en Annexe I.

3.3 Conversion et échange

Sous réserve des restrictions relatives à l'éligibilité des investisseurs pour une Catégorie d'Actions donnée, tout Actionnaire d'un Fonds peut à tout moment :

- (i) Demander à convertir tout ou partie des Actions qu'il détient dans une Catégorie du Fonds concerné en Actions d'une autre Catégorie du même Fonds ; ou
- (ii) Demander à échanger tout ou partie des Actions qu'il détient dans un Fonds contre des Actions d'un autre Fonds de la Société.

Conversions

Les conversions sont effectuées par l'ACD inscrivant le changement de Catégorie d'Actions dans le Registre de la Société.

Si un Actionnaire souhaite convertir ses Actions, il doit en faire la demande auprès de l'ACD de la même manière que s'il s'agissait d'une vente, comme indiqué ci-dessous.

L'ACD exécute les instructions de conversion d'Actions le plus rapidement possible, mais cela peut n'être possible qu'à l'Heure d'évaluation suivante. Les instructions peuvent être mises en attente puis traitées avec les instructions de conversion d'autres Actionnaires et, dans certains cas, peuvent ne pas être exécutées avant la fin de l'exercice concerné. Les Actionnaires sont priés de contacter l'ACD pour obtenir de plus amples informations concernant le moment auquel une conversion peut être effectuée.

Les conversions ne sont pas généralement traitées comme des cessions aux fins de l'impôt sur les plus-values au Royaume-Uni et (à condition que les contrats de couverture d'anciennes et de nouvelles catégories d'actions soient identiques) n'engendrent aucun droit complétant le droit de timbre.

L'ACD peut procéder à des Conversions obligatoires pour tout ou partie des Actions d'une Catégorie d'Actions dans une autre Catégorie s'il croit raisonnablement que cela est dans l'intérêt des Actionnaires (par exemple pour fusionner deux Catégories d'Actions existantes). L'ACD donnera aux Actionnaires un préavis écrit de 60 jours avant de procéder à toute Conversion obligatoire.

Les conversions sont gratuites.

Le nombre d'Actions devant être émises dans la nouvelle Catégorie est calculé par rapport au prix des Actions de la Catégorie à convertir.

Échanges

Sous réserve des stipulations ci-dessous, tout Actionnaire peut à tout moment échanger tout ou partie des Actions qu'il détient dans une Catégorie du Fonds concerné (« les Actions initiales ») contre des Actions d'un autre Fonds (« les Actions nouvelles »).

Le nombre d'Actions nouvelles émises est déterminé par référence aux prix respectifs des Actions nouvelles et Actions initiales au Point d'évaluation applicable au moment où les Actions initiales sont rachetées et les Actions nouvelles sont émises.

Les instructions d'échange seront irrévocables et l'Actionnaire concerné n'aura pas le droit d'annuler la transaction. Les avis d'exécution précisant les détails de l'échange seront envoyés au plus tard le jour ouvrable qui suit le Point d'évaluation servant de référence au calcul du prix de l'échange.

Ni l'ACD, ni le Dépositaire n'ont l'obligation de donner suite à une demande d'échange ou de conversion d'Actions si la valeur des Actions à échanger ou convertir est inférieure à l'opération minimum autorisée ou si l'opération devait avoir pour conséquence que la participation en Actions détenue par l'Actionnaire dans une catégorie d'Actions est inférieure au montant minimum de participation exigé pour cette Catégorie d'Actions. De plus, l'ACD peut refuser d'autoriser une demande d'échange liée à un Fonds n'ayant pas émis d'Actions ou, dans tous les cas, à un Fonds pour lequel le COLL autoriserait l'ACD à refuser de donner suite à une demande de l'Actionnaire visant à faire racheter des Actions de l'ancienne catégorie ou à émettre des Actions de la nouvelle catégorie. Des droits d'échange peuvent être appliqués, n'excédant pas le montant des frais initiaux en vigueur pour les Actions nouvelles.

Veillez noter que l'échange d'Actions d'un Fonds en Actions d'un autre Fonds est traité comme le rachat des Actions initiales et la souscription des Actions nouvelles et constituera, pour les personnes soumises à la fiscalité du Royaume-Uni, une réalisation aux fins de l'imposition sur les plus-values.

Un Actionnaire qui convertit des Actions d'un Fonds en Actions d'un autre Fonds (ou qui convertit entre elles des Catégories d'Actions) ne sera pas autorisé par la loi à se retirer de, ou à annuler l'opération.

Pour toute information sur l'échange dans d'autres organismes de placement collectif de Janus Henderson, veuillez contacter l'ACD.

3.4 **Frais de négociation**

Le prix par Action auquel les Actions sont souscrites ou rachetées est la Valeur nette d'inventaire par Action. Toutes commissions de souscription ou de rachat sont dues en sus du prix.

Commission de souscription :

L'ACD peut imposer une commission sur la souscription d'Actions dans chaque catégorie. Les commissions de souscription actuelles, exprimées en pourcentage du montant investi par un Actionnaire potentiel, sont exposées en Annexe I.

La commission de souscription est due par l'Actionnaire à l'ACD.

L'ACD peut procéder à des augmentations de la commission de souscription, conformément au COLL Sourcebook.

Commission de rachat :

L'ACD peut appliquer une commission sur le rachat d'Actions dans chaque Catégorie. Le détail des commissions de rachat actuellement appliquées est exposé en Annexe I. Aucune commission de rachat ne sera prélevée sur les Actions émises pendant la durée d'application du présent Prospectus à l'avenir, lorsqu'il n'y en a pas actuellement.

L'ACD peut introduire une nouvelle commission de rachat, conformément aux Réglementations.

Pour imposer la commission de rachat indiquée ci-dessus, lorsque des Actions de la Catégorie en question du Fonds concerné ont été souscrites à des dates différentes par un Actionnaire qui demande à les faire racheter, les Actions rachetées seront présumées être celles qui ont été souscrites en premier dans l'ordre chronologique par cet Actionnaire.

En cas de changement du taux ou de la méthode de calcul d'une commission de rachat, vous pouvez consulter chez l'ACD des informations détaillées sur le taux antérieur ou sur la méthode antérieure de calcul.

3.5 Commissions sur l'échange et la conversion

Au moment de l'échange d'Actions entre Fonds, les Statuts autorisent l'ACD à imposer une commission d'échange. La commission est l'application de la commission de souscription en vigueur applicable aux Actions nouvelles. Lorsqu'une commission est due sur les Actions initiales, elle peut être exigée à la place, ou en plus de la commission de souscription en vigueur applicable aux Actions nouvelles. La commission d'échange est due à l'ACD par l'Actionnaire. L'ACD peut, par décision discrétionnaire, facturer une commission de souscription inférieure à celle qui est indiquée ci-dessus.

Il n'y a actuellement pas de commissions sur l'échange entre Fonds et les conversions entre Catégories de la Société.

Pour obtenir des renseignements sur l'échange d'Actions dans d'autres organismes de placement collectif de Janus Henderson, veuillez contacter l'ACD.

3.6 Autres informations sur la négociation

Dilution :

Le coût réel de l'achat ou de la vente des investissements d'un Fonds peut s'écarter du cours moyen du marché servant à calculer le prix des Actions relatives à ce Fonds. Lorsque la Société achète ou vend des investissements sous-jacents pour satisfaire une demande d'émission ou de rachat d'Actions d'un Fonds, elle devra généralement supporter un coût correspondant aux frais de transaction (ceux-ci pouvant inclure des impôts et/ou des taxes) et un écart entre les prix d'achat et de vente des investissements concernés appelé « dilution » qui ne se reflète pas dans le prix de souscription ou de rachat payé par l'Actionnaire ou à l'Actionnaire. Dans le but d'éliminer ce coût (qui, s'il est important, peut désavantager les Actionnaires existants ou restants), l'ACD peut, par décision

discrétionnaire, effectuer un ajustement de dilution dans le calcul du prix de l'opération, en faisant donc varier le prix de l'opération des Actions du Fonds concerné.

La nécessité d'effectuer un ajustement de dilution dépendra du volume des souscriptions ou des rachats d'Actions d'un Fonds tel que décrit ci-dessous. L'ACD peut, par décision discrétionnaire, pratiquer un ajustement de dilution si, à son avis, les Actionnaires existants (dans le cas des souscriptions) ou les Actionnaires restants (dans le cas des rachats) pouvaient subir un préjudice important s'il n'appliquait pas cet ajustement de dilution. En particulier, l'ACD se réserve le droit de procéder à un ajustement de dilution dans les circonstances suivantes :

1. lorsque les souscriptions nettes d'Actions d'un Fonds (correspondant aux souscriptions moins les rachats) sont importantes par rapport à sa taille ;
2. lorsque les rachats nets d'Actions d'un Fonds (correspondant aux rachats moins les souscriptions) sont importants par rapport à sa taille ;
3. dans tous les autres cas où l'ACD est d'avis que les intérêts des Actionnaires existants/restants et des Actionnaires potentiels nécessitent d'imposer un ajustement de dilution.

La politique de variation du prix de l'opération de souscription ou de rachat sera soumise à des révisions régulières et peut changer. La décision de l'ACD de pratiquer ou non un ajustement de dilution et le niveau de cet ajustement peuvent dépendre de circonstances particulières ou, de manière générale, ne l'empêcheront pas de prendre une décision différente dans des circonstances similaires à l'avenir.

Lorsqu'un ajustement de dilution est appliqué, cet ajustement augmentera le prix de l'opération lorsqu'il existe des flux entrants nets dans le Fonds concerné et réduira le prix de l'opération lorsqu'il existe des flux sortants nets. Le prix de l'opération de chaque catégorie d'Actions d'un Fonds sera calculé séparément mais un ajustement de dilution affectera identiquement, en termes de pourcentage, le prix de l'opération de chaque catégorie d'Actions d'un Fonds.

Comme la dilution est directement liée aux flux des paiements entrants et sortants du Fonds concerné, il est impossible de prévoir avec exactitude s'il existera ou non une dilution à un moment quelconque à l'avenir. Par conséquent, il est également impossible de prévoir avec exactitude la fréquence à laquelle l'ACD devra procéder à un ajustement de dilution.

Dans certains cas, si aucun ajustement de dilution n'est effectué, il peut y avoir des conséquences négatives sur l'actif total du Fonds concerné.

Les ajustements de dilution peuvent varier dans le temps et dépendent des actifs en portefeuille dans le Fonds concerné. Pour décider s'il faut pratiquer un ajustement de dilution, l'ACD doit utiliser les bases d'évaluation suivantes :

- (a) si, en prenant pour référence une Heure d'Évaluation déterminée, la valeur totale des Actions de toutes les catégories d'Actions d'un Fonds est supérieure à la valeur agrégée des Actions annulées de toutes les catégories :
 - (i) l'ajustement doit être à la hausse ; et

- (ii) l'ajustement de dilution ne doit pas excéder l'estimation raisonnable, faite par l'ACD, de la différence entre le prix que l'on aurait obtenu si l'on n'avait pas pris en compte l'ajustement de dilution et le prix que l'on aurait obtenu si les actifs avaient été évalués au meilleur cours acheteur disponible sur le marché, majoré des frais de transaction ; ou
- (b) si, en prenant pour référence une Heure d'Évaluation déterminée, la valeur totale des Actions de toutes les catégories d'Actions d'un Fonds est supérieure à la valeur des Actions émises de toutes les catégories :
 - (i) l'ajustement doit être à la baisse ; et
 - (ii) l'ajustement de dilution ne doit pas excéder l'estimation raisonnable, faite par l'ACD, de la différence entre le prix que l'on aurait obtenu si l'on n'avait pas pris en compte l'ajustement de dilution et le prix que l'on aurait obtenu si les actifs avaient été évalués au meilleur cours disponible sur le marché, diminué des frais de transaction.

Au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, un ajustement de dilution a été appliqué à plusieurs reprises, comme suit :

Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund	207
Janus Henderson Credit Alpha Fund	4
Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund	228
Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund	247
Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund	248

3.7 **Market timing**

L'ACD peut refuser une nouvelle souscription ou un échange depuis un autre Fonds, si à son avis il existe des motifs raisonnables de refuser d'accepter ladite souscription ou ledit échange. En particulier, l'ACD peut exercer cette faculté discrétionnaire d'appréciation s'il pense raisonnablement que l'Actionnaire a eu ou a l'intention de faire des activités de « market timing » (arbitrage sur la valeur nette d'inventaire).

Pour l'application de cette disposition, les activités de « market timing » recouvrent des techniques d'investissement consistant à faire des opérations de souscription et de rachat à court terme d'Actions, généralement pour tirer parti des variations de prix des Actions entre les Heures d'Évaluation de la Société. Les opérations à court terme de cette nature peuvent souvent être préjudiciables aux Actionnaires à long terme, et en particulier, des opérations fréquentes peuvent entraîner des frais de transactions supplémentaires qui peuvent affecter la performance à long terme.

3.8 **Blanchiment d'argent**

En conséquence de la législation en vigueur au Royaume-Uni sur la prévention du blanchiment d'argent, l'ACD est responsable de la conformité aux réglementations anti blanchiment. Dans le cadre de la mise en application desdites procédures, il peut être demandé aux investisseurs de fournir une preuve d'identité lors de la souscription ou du rachat d'Actions. Tant qu'une preuve d'identité satisfaisante n'a pas été fournie, l'ACD se réserve le droit de refuser d'émettre des Actions, de régler le produit du rachat des Actions ou de payer le revenu des Actions à l'investisseur.

3.9 **Règlement Général sur la Protection des Données**

Il est signalé aux investisseurs intéressés qu'en complétant le Bulletin de souscription, ils fournissent des informations pouvant constituer des données à caractère personnel au sens du Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 (RGPD). L'ACD (Henderson Investment Funds Limited) est responsable du traitement des données à caractère personnel que vous fournissez (« Responsable du traitement des données »). L'utilisation des données à caractère personnel des investisseurs fournies à l'ACD via le Bulletin de souscription est régie par le RGPD et la Politique de confidentialité du Responsable du traitement des données.

Lorsqu'un investisseur donne son consentement préalable, le Responsable du traitement des données peut lui envoyer des informations concernant les produits et les services ou le contacter à des fins d'analyse de marché. Dans cet objectif, les coordonnées de l'investisseur peuvent être transmises à des sociétés internes au Janus Henderson Group. Le Responsable du traitement des données traitera toujours les coordonnées de l'investisseur conformément à sa Politique de confidentialité et les investisseurs peuvent à tout moment demander leur désinscription.

La Politique de confidentialité du Responsable du traitement des données se trouve à la section Politique de confidentialité de notre site internet www.janushenderson.com et peut être ponctuellement mise à jour. En cas de mise à jour importante, le Responsable du traitement des données vous préviendra de manière appropriée.

3.10 **Échange automatique d'informations à des fins de conformité fiscale internationale**

Afin de se conformer à la législation transposant en droit les obligations du Royaume-Uni en vertu des divers accords intergouvernementaux relatifs à l'échange automatique d'informations visant à améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale (y compris la norme commune de communication internationale et les dispositions adoptées par les États-Unis communément appelées « FATCA »), la Société (ou son mandataire) recueillera des informations sur les investisseurs, y compris des informations qui permettront de vérifier leur identité et statut fiscal à cette fin et pourra communiquer lesdites informations à l'administration fiscale britannique.

À la demande de la Société ou de son mandataire, les investisseurs devront fournir des renseignements qui seront transmis aux autorités fiscales britanniques, et par elles, aux autorités fiscales étrangères concernées.

3.11 **Cessions**

Les Actionnaires ont le droit de céder leurs Actions à une autre personne ou à une autre entité. Toute demande de cession doit être effectuée par écrit et par l'intermédiaire d'un acte de cession validé par l'ACD à cette fin. Les actes de cession complétés doivent être renvoyés à l'ACD de manière à ce que la cession soit inscrite par l'ACD. Pour le moment, la cession de propriété par communication électronique est acceptée à la discrétion de l'ACD.

3.12 **Restrictions et cession et rachat obligatoire**

L'ACD peut périodiquement imposer les restrictions qu'il juge nécessaires afin d'assurer que la souscription ou la détention d'Actions par qui que ce soit ne

constitue pas une infraction à la législation ou à la réglementation nationale (ou une infraction à l'interprétation de la loi et de la réglementation par une autorité compétente) de n'importe quel pays ou territoire, ou qu'aucune opération ne puisse avoir pour conséquence de rendre la Société imposable à un impôt qu'elle ne pourrait pas récupérer elle-même ou de lui causer d'autres conséquences négatives. Dans ce contexte, l'ACD peut notamment rejeter, par décision discrétionnaire, toute demande de souscription, de rachat, de cession de conversion ou d'échange d'Actions.

Si l'ACD apprend qu'une Action ou que des Actions (les « Actions affectées ») :

- (a) sont détenues directement ou à titre de propriétaire réel en infraction à des lois ou à des règlements nationaux (ou à l'interprétation d'une loi ou d'un règlement par une autorité compétente) de n'importe quel pays ou territoire ; ou
- (b) auraient pour conséquence de rendre la Société imposable à un impôt qu'elle ne pourrait pas récupérer elle-même ou de lui causer d'autres conséquences négatives (y compris une obligation d'enregistrement par application de lois ou de règlements nationaux sur les titres ou les investissements ou de règlements nationaux similaires ou de toute loi gouvernementale de n'importe quel pays ou territoire) ; ou
- (c) sont détenues selon des modalités empêchant l'Actionnaire ou les Actionnaires en question d'être qualifié(s) pour détenir ces Actions ou s'il pense raisonnablement que tel est le cas ;

l'ACD peut informer l'Actionnaire ou les Actionnaires des Actions affectées de l'obligation de céder ces Actions à une personne qualifiée ou autorisée à les détenir ou notifier l'obligation de demander par écrit le rachat de ces Actions conformément au COLL Sourcebook. À défaut pour l'Actionnaire qui reçoit cette notification de céder ses Actions affectées, dans le délai de 30 jours suivant la date de cette notification, à une personne qualifiée pour les détenir, ou d'établir de manière satisfaisante pour l'ACD (dont le jugement a valeur définitive et obligatoire) que lui-même ou le propriétaire réel est qualifié ou autorisé à détenir les Actions affectées, il sera réputé, à l'expiration de ce délai de 30 jours, avoir donné une demande écrite de rachat ou d'annulation (au choix discrétionnaire de l'ACD) portant sur la totalité des Actions affectées.

À moins d'avoir déjà reçu la notification susvisée, l'Actionnaire qui apprend qu'il détient ou qu'il est propriétaire d'Actions affectées doit soit transférer immédiatement toutes ses Actions affectées à une personne qualifiée ou autorisée à les détenir, soit faire immédiatement à l'ACD une demande écrite de rachat portant sur la totalité de ses Actions affectées.

Si une demande écrite est réalisée ou réputée réalisée pour le rachat des Actions affectées, ledit rachat (le cas échéant) sera effectué conformément aux dispositions du COLL Sourcebook.

3.13 **Émission d'Actions en échange d'actifs en nature**

L'ACD pourra faire émettre des Actions de la Société en échange d'actifs autres que des actifs numéraires. Toutefois, l'ACD ne le fera que si le Dépositaire a pris soin de déterminer que l'acquisition de ces actifs par la Société, en échange des Actions concernées, ne devrait normalement pas causer de préjudice important aux intérêts des Actionnaires.

L'ACD s'assurera que la propriété réelle des actifs est cédée à la Société à partir du moment de l'émission des Actions.

L'ACD n'émettra pas d'Actions d'un Fonds en échange d'actifs dont la détention ne serait pas conforme à l'objectif d'investissement de ce Fonds.

3.14 **Paiement en nature des rachats**

Si un Actionnaire demande le rachat de ses Actions, l'ACD peut, par décision discrétionnaire, s'il considère que l'opération est importante par rapport à la taille totale du Fonds concerné ou apporte un quelconque profit ou préjudice au Fonds, donner une notification écrite à l'Actionnaire, en l'informant qu'au lieu de payer ces sommes en numéraire, la Société transférera à l'Actionnaire les actifs ou, si demandé par l'Actionnaire, les produits nets de la vente des actifs correspondants. Avant que les produits du rachat des Actions ne deviennent dus, l'ACD doit aviser l'Actionnaire par écrit que les actifs correspondants ou les produits de la vente des actifs correspondants seront transférés audit Actionnaire, de sorte que l'Actionnaire peut, s'il le souhaite, recevoir les produits nets du rachat plutôt que la propriété correspondante.

L'ACD sélectionnera les actifs à remettre à l'Actionnaire en concertation avec le Dépositaire, mais ne le fera que si le Dépositaire a pris toutes les précautions raisonnables pour s'assurer que les actifs concernés ne sont pas susceptibles de causer un préjudice important aux intérêts des Actionnaires.

3.15 **Suspension des opérations de la Société**

L'ACD peut, avec l'accord préalable du Dépositaire, et doit sans délai, si le Dépositaire l'exige, suspendre temporairement l'émission, l'annulation, la vente et le rachat d'Actions dans un Fonds ou dans tous les Fonds, si, en raison de circonstances exceptionnelles, cette suspension est dans l'intérêt de tous les Actionnaires du ou des Fonds concernés.

L'ACD et le Dépositaire doivent s'assurer que la suspension n'est autorisée à se poursuivre qu'aussi longtemps que l'intérêt des Actionnaires le justifie.

L'ACD ou le Dépositaire (selon le cas) informera immédiatement la FCA de la suspension et des motifs de la suspension, en faisant suivre cette information, dès que possible, d'une confirmation écrite de la suspension et des motifs de la suspension à la FCA et du régulateur de chaque État membre de l'EEE où le Fonds propose ses Actions à la souscription.

L'ACD donnera des informations aux Actionnaires dès que possible, après le début de la suspension, y compris notamment sur les détails des circonstances exceptionnelles qui ont entraîné la suspension, d'une façon claire, juste et non susceptible d'induire en erreur en donnant aux Actionnaires des renseignements détaillés sur les moyens d'obtenir davantage d'informations sur la suspension.

En cas de suspension, l'ACD publiera les informations correspondantes sur son site Internet ou par d'autres moyens généraux, qui seront des informations suffisantes pour permettre aux Actionnaires d'être informés de façon appropriée sur la suspension, y compris notamment sur la durée qu'elle peut avoir, si elle est connue.

Au cours de la suspension, aucune des obligations du COLL 6.2 ([Négociation], « *Dealing* ») ne s'appliquera mais l'ACD devra respecter les dispositions du

COLL 6.3 ([Évaluation et formation des cours/prix], « *Valuation and Pricing* ») au cours de la période de suspension, tant que possible par rapport à la suspension.

La suspension cessera dès que possible après la fin des circonstances exceptionnelles ayant entraîné la suspension, mais l'ACD et le Dépositaire feront un examen formel de la suspension tous les 28 jours au moins et informeront la FCA de cet examen et de tout changement des informations données aux Actionnaires.

L'ACD peut accepter pendant la suspension, de faire des opérations portant sur les Actions. Dans ce cas, toutes les opérations acceptées pendant la suspension et toutes opérations en cours avant la suspension, seront réalisées à un prix calculé à la première Heure d'Évaluation après la reprise des opérations portant sur les Actions.

3.16 **Report des rachats**

En cas de rachats massifs, afin de protéger les intérêts des Actionnaires restants, l'ACD pourra reporter les rachats correspondant à une Heure d'Évaluation à une autre Heure d'Évaluation lorsque les demandes de rachat dépassent 10 pour cent de la valeur d'un Fonds. Cela permettra à l'ACD de faire coïncider le niveau des ventes des Actifs du Fonds avec le niveau des rachats, ce qui diminuera l'impact de la dilution du Fonds correspondant. À la prochaine Heure d'Évaluation, toutes les opérations correspondant à l'Heure d'Évaluation précédente seront traitées avant d'examiner celles portant sur une Heure d'Évaluation ultérieure.

3.17 **Droit applicable**

Toutes les opérations portant sur les Actions sont régies par le droit anglais.

3.18 **Déménagement aux États-Unis**

Veillez noter que si vous êtes un investisseur existant détenant des Actions de la Société et que vous déménagez aux États-Unis, il sera demandé à la Société de vous considérer comme un « Résident Américain (« *US Person* »), selon la définition de ce terme dans le Glossaire.

Étant donné que la Société n'a pas été enregistrée en vertu de la Loi des États-Unis sur les sociétés d'investissement de 1940 (« *United States Investment Company Act of 1940* ») et que les Actions n'ont pas été enregistrées en vertu de la Loi des États-Unis sur les titres de 1933 (« *United States Securities Act of 1933* »), la Société ne pourra pas accepter les souscriptions que vous effectuerez (notamment les transferts et conversions entre Fonds), afin de respecter les réglementations américaines. Toutes les souscriptions effectuées mensuellement par le biais d'un prélèvement automatique seront également annulées. Cependant, les Actionnaires existants auront, bien entendu, toujours la possibilité de demander le rachat de leurs actions à tout moment.

4. **ÉVALUATION DE LA SOCIÉTÉ**

Il y a seulement un prix unique pour les Actions. Le prix d'une Action est calculé par référence à la Valeur nette d'inventaire du Fonds auquel il se rapporte. La Valeur nette d'inventaire d'un Fonds est actuellement calculée aux heures exposées en Annexe I, chaque Jour de transaction.

L'ACD peut à tout moment d'un jour ouvrable effectuer une évaluation supplémentaire, s'il considère que cela est souhaitable. L'ACD informera le Dépositaire de toute décision relative à la réalisation de ladite évaluation supplémentaire.

Après la réalisation de chaque évaluation, l'ACD informera le Dépositaire du prix des Actions de chaque catégorie de chaque Fonds, incluant le montant de tout ajustement de dilution réalisé en rapport avec un Fonds.

Lorsque cela est autorisé et sous réserve des réglementations en vigueur, l'ACD peut dans certaines circonstances (par exemple si un événement important est survenu depuis la fermeture d'un marché) remplacer un prix par un prix plus approprié qui dans son opinion représente un prix juste et raisonnable pour cet investissement.

Chaque Fonds est évalué sur la base du cours inconnu.

4.1 **Calcul de la Valeur nette d'inventaire**

La valeur des actifs de la Société ou d'un Fonds (selon le cas) sera la valeur de son actif moins la valeur de son passif, et s'obtient conformément aux dispositions suivantes :

4.1.1 Tous les actifs (y compris les créances) doivent être pris en compte en appliquant les dispositions suivantes.

4.1.2 Les actifs autres que des liquidités (ou autres actifs traités au paragraphe 4.1.3 ci-dessous) seront évalués comme suit et les prix utilisés seront (sous réserve des dispositions suivantes) les prix les plus récents qu'il est possible d'obtenir :

4.1.2.1 parts ou actions d'un organisme de placement collectif :

(a) s'il existe un prix unique de souscription ou de rachat de parts ou d'actions, il faut retenir ce prix ; ou

(b) s'il existe un prix différent de souscription et de rachat, il faut retenir le prix moyen des deux prix, étant précisé que le prix de souscription doit être réduit de la commission de souscription qu'il inclut et que le prix de rachat doit être majoré de tous les frais de sortie ou de toutes les commissions de rachat qui lui reviennent ; ou

(c) si l'ACD est d'avis que le prix obtenu n'est pas fiable ou qu'il n'existe pas de prix de transaction/de prix boursier ou de prix récent disponible, il faut retenir une valeur qui, de l'avis de l'ACD est juste et raisonnable ;

- 4.1.2.2 contrats de dérivés cotés en Bourse :
- (a) s'il existe un prix unique d'achat et de vente des contrats de dérivés cotés en Bourse, il faut retenir ce prix ; ou
 - (b) s'il existe un cours différent d'achat et de vente, il faut retenir le prix moyen des deux cours ;
- 4.1.2.3 les contrats de dérivés négociés de gré à gré seront évalués suivant la méthode d'évaluation convenue entre l'ACD et le dépositaire ;
- 4.1.2.4 tous les autres investissements :
- (a) s'il existe un prix unique de souscription/d'achat et de rachat du titre, il faut retenir ce prix ; ou
 - (b) s'il existe un prix différent de souscription/d'achat et de rachat, il faut retenir le prix moyen des deux prix ; ou
 - (c) si l'ACD est d'avis que le prix obtenu n'est pas fiable ou qu'il n'existe pas de prix de transaction/de prix boursier ou de prix récent disponible, il faut retenir une valeur qui, de l'avis de l'ACD est juste et raisonnable ;
 - (d) pour les actifs autres que ceux qui sont décrits aux rubriques 4.1.2.1 à 4.1.2.4 ci-dessus, il faut retenir une valeur qui, de l'avis de l'ACD, représente un cours moyen raisonnable du marché.
- 4.1.3 Les liquidités et les montants détenus par le Fonds sur des comptes courants, des comptes de dépôt et des comptes de marge seront évalués à leur valeur nominale.
- 4.1.4 Pour déterminer la valeur des actifs, toutes les instructions données d'émission ou d'annulation d'Actions seront présumées (sauf preuve contraire) avoir été effectuées et tous les paiements en liquidités seront présumés avoir été payés ou encaissés et toutes les mesures d'exécution imposées par la Réglementation ou les Statuts seront présumées (sauf preuve contraire) avoir été prises.
- 4.1.5 Sous réserve des dispositions des paragraphes 4.1.6 et 4.1.7 ci-dessous, les contrats de vente inconditionnelle ou d'achat inconditionnel d'actifs qui sont des contrats existants mais non finalisés seront considérés avoir été finalisés et toutes les mesures d'exécution seront considérées avoir été prises. Ces contrats inconditionnels ne doivent pas être pris en compte s'ils ont été conclus juste avant la réalisation de l'évaluation si, de l'opinion de l'ACD, leur non prise en compte n'affecte pas de manière importante le montant définitif des actifs.
- 4.1.6 Le paragraphe 4.1.5 n'englobe pas les contrats à terme standardisés (appelés « *future* ») ou les contrats pour différence (appelés « *contract for difference* ») qui ne doivent pas encore être exécutés et les options de vente ou d'achat non exercées.

- 4.1.7 Le paragraphe 4.1.5 doit englober tous les contrats qui sont ou devraient raisonnablement avoir été connus de la personne qui procède à l'évaluation des actifs.
- 4.1.8 Déduire un montant estimatif des impôts à payer prévisionnels (sur les plus-values latentes pour lesquelles l'impôt est dû et doivent être payées par prélèvement sur les actifs de l'organisme de placement collectif ; sur les plus-values réalisées des exercices comptables clos et de l'exercice comptable actuel ; et sur les revenus pour lesquels l'impôt est dû), y compris (selon les modalités applicables et sans limitation), l'impôt sur les plus-values, l'impôt sur les sociétés, la TVA, l'impôt sur les transactions et tous les impôts, droits et taxes nationaux ou étrangers.
- 4.1.9 Déduire un montant estimatif des dettes à payer par prélèvement sur les actifs et de tous les impôts dus sur ces actifs et qui suivent le régime d'éléments périodiques dont le principe est acquis au jour le jour.
- 4.1.10 Déduire le montant principal de tous emprunts en cours quelle que soit la date de remboursement et de tous intérêts accumulés mais non payés sur des emprunts.
- 4.1.11 Ajouter un montant estimatif des créances de remboursement d'impôt de toute nature pouvant être récupérées.
- 4.1.12 Ajouter tous les autres crédits ou montants qui doivent être payés au titre des actifs.
- 4.1.13 Les devises et les avoirs libellés en devises autres qu'en livres sterling seront convertis à l'Heure d'Évaluation applicable à un taux de change qui, selon toute probabilité raisonnable, n'entraînera pas de préjudice important pour les intérêts des Actionnaires ou des Actionnaires potentiels.
- 4.1.14 Ajouter une somme représentant les intérêts ou les revenus cumulés ou présumés cumulés mais non encaissés.

4.2 **Prix par Action de chaque Fonds et de chaque Catégorie**

Le prix par Action auquel les Actions sont souscrites ou rachetées est la Valeur nette d'inventaire par Action, sous réserve de tout ajustement de dilution applicable. Toutes commissions de souscription ou de rachat sont dues en sus du prix.

4.3 **Base de formation du prix**

L'ACD traite les opérations sur les Actions à cours inconnu. Un prix à cours inconnu est le prix calculé à l'Heure d'Évaluation une fois que la souscription ou le rachat est considéré être accepté par l'ACD.

4.4 **Publication des Prix**

Les prix les plus récents des Actions seront publiés quotidiennement à 09h00 sur le site Internet de Janus Henderson, www.janushenderson.com, le jour ouvrable qui suit chaque heure d'évaluation, ou peuvent être obtenus en appelant l'ACD au +44 (0)800 832 832.

En ce qui concerne le Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund, le Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund, le Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund et le Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund, les prix sont publiés avec quatre décimales.

4.5 **Calcul de l'ajustement de dilution**

Pour décider s'il faut pratiquer un ajustement de dilution, l'ACD doit utiliser les bases d'évaluation suivantes :

4.5.1 si, en prenant pour référence une Heure d'Évaluation déterminée, la valeur totale des Actions de toutes les catégories d'Actions d'un Fonds est supérieure à la valeur agrégée des Actions annulées de toutes les catégories :

4.5.1.1 l'ajustement doit être à la hausse ; et

4.5.1.2 l'ajustement de dilution ne doit pas excéder l'estimation raisonnable, faite par l'ACD, de la différence entre le prix que l'on aurait obtenu si l'on n'avait pas pris en compte l'ajustement de dilution et le prix que l'on aurait obtenu si les actifs avaient été évalués au meilleur cours acheteur disponible sur le marché, majoré des frais de transaction ; ou

4.5.2 Si, en prenant pour référence une Heure d'Évaluation déterminée, la valeur totale des Actions de toutes les catégories d'Actions d'un Fonds est supérieure à la valeur des Actions émises de toutes les catégories :

4.5.2.1 l'ajustement doit être à la baisse ; et

4.5.2.2 l'ajustement de dilution ne doit pas excéder l'estimation raisonnable, faite par l'ACD, de la différence entre le prix que l'on aurait obtenu si l'on n'avait pas pris en compte l'ajustement de dilution et le prix que l'on aurait obtenu si les actifs avaient été évalués au meilleur cours disponible sur le marché, diminué des frais de transaction.

5. **FACTEURS DE RISQUE**

Les investisseurs potentiels doivent prendre en compte les facteurs de risque suivants avant d'investir dans la Société (ou, dans le cas des risques spécifiques s'appliquant à des Fonds spécifiques, dans lesdits Fonds).

5.1 **Informations générales**

Les investissements de la Société sont soumis aux variations normales du marché et à d'autres risques inhérents à l'investissement en titres. L'appréciation de la valeur des investissements n'est aucunement garantie. La valeur des investissements et des revenus qu'ils génèrent peut varier à la hausse comme à la baisse, et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant qu'ils ont initialement investi dans la Société. L'on ne peut garantir que l'objectif d'investissement de l'un quelconque des Fonds soit effectivement atteint et aucune garantie ou déclaration n'est donnée ni formulée sur ce point.

La performance passée ne préjuge pas nécessairement de la performance future.

5.2 **Conséquence de la commission de souscription ou de la commission de rachat**

En cas d'imposition d'une commission de souscription ou de rachat, un investisseur qui vend des Actions après un bref laps de temps peut ne pas (même en l'absence d'une baisse de la valeur des investissements concernés) réaliser le montant qu'il a initialement investi. Notamment, en cas de commission de rachat, les investisseurs doivent prendre note du fait que le taux en pourcentage servant à calculer la commission de rachat prend pour base la valeur de marché plutôt que la valeur initiale des Actions. Si la valeur de marché des Actions a augmenté, la commission de rachat montrera une augmentation correspondante.

Les Actions doivent par conséquent être considérées comme des investissements de moyen à long terme.

5.3 **Commission de dilution**

Les investisseurs doivent noter que dans certaines circonstances un ajustement de dilution peut être réalisé sur la souscription ou le rachat d'Actions (se reporter à la section « Autres informations de négociation » du présent Prospectus). Si un ajustement de dilution n'est pas réalisé, le Fonds en question peut encourir une dilution pouvant affecter la croissance du capital.

5.4 **Commissions sur le capital**

Que l'objectif d'investissement d'un Fonds soit d'accorder une plus grande priorité à la génération de revenus qu'à la croissance du capital, ou que la génération de revenus et la croissance du capital aient la même priorité, les commissions de l'ACD peuvent être entièrement ou partiellement prélevées sur le capital au lieu des revenus. Ce traitement des commissions de l'ACD augmentera le montant du revenu (lequel peut être imposable) disponible pour la distribution aux Actionnaires du Fonds concerné, mais peut affecter la croissance du capital. Actuellement aucun Fonds ne déduit les commissions de l'ACD du capital, mais du revenu.

5.5 **Suspension des opérations sur les Actions**

Il est rappelé aux investisseurs que dans certaines circonstances, leurs droits au rachat de leurs Actions (y compris un rachat par le biais d'un échange) peuvent être suspendus (cf. la section « Suspension des opérations de la Société » du présent Prospectus).

5.6 **Dettes de la Société**

Comme indiqué au paragraphe 2.2 ci-dessus, en vertu de la Réglementation relative aux SICAV, chaque Fonds est un portefeuille d'actifs distinct et ses actifs ne peuvent servir à acquitter que ses propres engagements et réclamations. Bien que les dispositions de la Réglementation sur les SICAV prévoient la séparation des engagements entre les différents Fonds, ce concept de responsabilité distincte est relativement nouveau. En conséquence, s'agissant de toute réclamation déposée par des créanciers locaux devant des tribunaux étrangers ou en vertu de contrats régis par une loi étrangère, il est à l'heure actuelle impossible de savoir si un tribunal étranger tiendrait compte des dispositions de la Réglementation relative aux SICAV concernant la responsabilité distincte et les investissements croisés. Pour cette raison, il est impossible d'assurer que les actifs d'un Fonds seront toujours séparés des dettes des autres Fonds de la Société.

Nonobstant ce qui précède, les Actionnaires ne sont toutefois pas redevables des dettes de la Société. Un Actionnaire n'est tenu de payer aucune autre somme à la Société après avoir libéré le prix de souscription des Actions.

5.7 **Cours de change des devises**

Les fluctuations de devises peuvent avoir des effets négatifs sur la valeur des investissements d'un Fonds et, selon la devise de référence d'un investisseur, les fluctuations de devises peuvent avoir des effets négatifs sur la valeur de ses investissements en Actions.

5.8 **Catégories d'Actions couvertes**

Des opérations de couverture peuvent être souscrites, que la devise de référence d'une Catégorie d'actions décline ou augmente en valeur relative par rapport à la Devise de libellé d'un Fonds, et donc quand ladite couverture est entreprise elle peut substantiellement protéger les investisseurs de la Catégorie correspondante contre ces variations.

Même si l'ACD cherche à couvrir les risques de change, il ne peut exister aucune garantie que cette couverture sera efficace et des écarts peuvent survenir entre la position en devise du Fonds et celle de la Catégorie d'Actions couverte. Dans la mesure où les engagements ne sont pas séparés entre différentes Catégories d'Actions, il est possible que, dans certains cas, les opérations de couverture de devises concernant une Catégorie d'Actions engendrent des passifs affectant la Valeur nette d'inventaire des autres Catégories d'Actions du même Fonds.

Les investisseurs des Catégories d'Actions couvertes doivent noter que l'avertissement relatif au risque de « Cours de change » concerne toujours leur investissement.

5.9 **Marchés émergents**

Les investissements effectués sur des marchés émergents peuvent s'avérer plus volatils que les investissements pratiqués sur des marchés plus développés.

Certains de ces marchés sont susceptibles d'avoir des gouvernements relativement instables, des économies basées sur un petit nombre de secteurs et des marchés boursiers sur lesquels un nombre limité de titres est traité. De nombreux marchés émergents ne possèdent pas de systèmes de réglementation développés, et les normes d'information peuvent être moins strictes que celles des marchés développés.

Les risques d'expropriation, de nationalisation et d'instabilité sociale, politique et économique sont plus importants sur les marchés émergents que sur les marchés des pays plus développés.

Les considérations reprises ci-dessous constituent un bref résumé des risques les plus communément associés à l'investissement sur les marchés émergents :

Titres frauduleux – Étant donné le défaut de structure réglementaire, il est possible que les valeurs dans lesquelles des investissements sont faits se révèlent frauduleuses. Il est dès lors possible que des pertes soient subies.

Manque de liquidité – L'accumulation et la vente de participations peuvent s'avérer plus difficiles en termes de coût et de temps et être de manière générale plus difficiles que sur des marchés plus développés. De même la volatilité peut être accrue du fait d'un manque de liquidité. Bon nombre de marchés émergents sont de petite taille, avec des volumes de transaction moindres et souffrent d'un défaut de liquidité et d'une volatilité des prix significative.

Fluctuations des devises – Il peut se produire des changements importants des devises des pays dans lesquels le Fonds investit concernant la devise de libellé du Fonds considéré, et ceci, postérieurement à l'investissement de la Société dans ces devises. Ces changements peuvent affecter d'une façon importante le rendement d'ensemble du Fonds. En ce qui concerne les devises de certains pays émergents, il est impossible de faire appel à des techniques de couverture des risques de change.

Risques inhérents au règlement et au dépôt des titres – Les systèmes de règlement et de dépôt au sein des pays émergents ne sont pas aussi développés que ceux qui prévalent sur les marchés développés. Les normes peuvent s'avérer moins strictes, et les autorités de surveillance et réglementaires être beaucoup moins développées. Il peut en résulter des risques de voir le règlement souffrir de délais indus et le numéraire ou les valeurs se retrouver désavantagés.

Restrictions d'investissement et de rapatriement – Dans certains cas les marchés émergents peuvent restreindre l'accès des investisseurs étrangers aux titres. Par conséquent, certains titres de capital peuvent ne pas être toujours à la disposition d'un Fonds, car le nombre maximum autorisé d'investisseurs étrangers ou d'investissements a été atteint. De plus, le rapatriement à l'étranger, par des investisseurs étrangers, de leur part des bénéfices nets, de capitaux et de dividendes peut être restreinte ou requérir l'accord du gouvernement concerné. La Société n'investira que sur des marchés sur lesquels elle estime que de telles restrictions sont acceptables. Aucune garantie ne peut cependant être donnée qu'aucune restriction supplémentaire ne sera imposée à l'avenir.

Comptabilité – Les normes de comptabilité, d’audit et d’information financière, et les pratiques et les conditions d’information financière applicables aux sociétés situées dans des pays à marchés émergents sont différentes des normes et des pratiques applicables aux sociétés situées dans des pays à marchés plus développés en termes de nature, de qualité et de délais de communication des informations aux investisseurs. Par conséquent, il peut s’avérer difficile d’évaluer correctement les possibilités d’investissement.

5.10 **Sociétés à petite et moyenne capitalisation**

Les Fonds investissant dans des sociétés à petite et moyenne capitalisation investissent en valeurs mobilières qui peuvent être moins liquides que les titres de sociétés à grande capitalisation, en conséquence d’un volume inadéquat de négociations boursières ou de restrictions de négociation. Les titres de sociétés à petite et moyenne capitalisation peuvent avoir un potentiel plus important d’appréciation du capital, mais comportent également des risques, tels les lignes de produits, des ressources de marchés, financières et managériales limitées et la négociation de ces titres peut être soumise à des variations de prix plus brutales que la négociation de titres de sociétés à grande capitalisation.

5.11 **Obligations et devises étrangères**

Le Janus Henderson Credit Alpha Fund détiendra des obligations et devises étrangères. De temps à autre, tout Fonds obligataire peut investir dans des obligations et devises étrangères. Ces marchés peuvent être influencés par des facteurs différents de ceux qui affectent les fonds sous-jacents et par conséquent comporter un degré de risque plus élevé.

5.12 **Dérivés et volatilité**

Des instruments dérivés peuvent être utilisés par les Fonds à des fins de couverture et de réalisation des objectifs d’investissement du Fonds, incluant la réduction des risques et la mise en application des politiques d’investissement. Il est précisé que l’emploi de dérivés à des fins de couverture ne saurait générer une augmentation du risque pour le Fonds. **Cependant, les dérivés, lorsqu’ils sont utilisés pour mettre en application une politique d’investissement, peuvent augmenter la volatilité du prix des actions d’un Fonds même s’il n’est pas prévu que leur utilisation cause un changement du profil de risque.**

5.13 **Techniques d’instruments dérivés**

Le COLL Sourcebook autorise l’ACD à employer certaines techniques quand il investit dans des instruments dérivés afin de gérer l’exposition d’un Fonds envers des contreparties particulières, et en relation avec l’emploi de collatéral pour réduire l’exposition générale aux dérivés de gré à gré ; par exemple, un Fonds peut prendre un collatéral de contreparties avec lesquelles il a une position en dérivé de gré à gré et utiliser ce collatéral pour compenser l’exposition qu’il a sur la contrepartie en raison de la position de dérivé de gré à gré, aux fins de se conformer aux limites de contrepartie. Le COLL Sourcebook permet aussi à un fonds d’utiliser des instruments dérivés pour réaliser des ventes à découvert (accepter de livrer l’actif correspondant sans le détenir dans le fonds) sous certaines conditions.

5.14 **Gestion efficace du portefeuille**

La gestion efficace du portefeuille est utilisée par les Fonds pour réduire les risques et/ou les coûts des Fonds et pour générer du capital ou des revenus supplémentaires au sein des Fonds. Les Fonds peuvent avoir recours à des instruments dérivés (y compris des Swaps de rendement total, des options, des contrats à terme standardisés, des contrats à terme négociés de gré à gré et des contrats pour différence), à l'emprunt, à la détention de liquidités et au Prêt de Titres à des fins de gestion efficace du portefeuille. Il n'est pas prévu que le recours à des instruments dérivés à des fins de gestion efficace du portefeuille augmentera les volatilités des Fonds, la GEP visant à réduire la volatilité. Dans des situations défavorables, le recours d'un Fonds à des instruments dérivés peut cependant s'avérer inefficace en termes de couverture ou de GEP, et un Fonds peut subir une perte importante en décaissant.

La capacité d'un Fonds à recourir à des stratégies de GEP peut être limitée par des conditions de marché, des réglementations et des considérations fiscales. Tout revenu ou capital généré par les techniques de gestion efficace du portefeuille sera versé aux Fonds.

Le Gestionnaire des Investissements peut recourir à une ou plusieurs contreparties distinctes pour effectuer des opérations au nom de ces Fonds. Le Fonds peut être tenu de mettre en gage ou de transférer la garantie payée au sein des actifs du Fonds concerné pour garantir les contrats conclus à des fins de gestion efficace du portefeuille, notamment concernant des instruments dérivés (y compris des Swaps de rendement total, des options, des contrats à terme standardisés, des contrats à terme négociés de gré à gré et des contrats pour différence) et le Prêt de Titres. Le risque existe qu'une contrepartie échouera totalement ou en partie à honorer ses obligations contractuelles relatives à la restitution de la garantie et à tout autre paiement dû au Fonds concerné.

Normalement, les contreparties seront notées au minimum « A » par au moins une des agences suivantes : Fitch, Moody's et S&P. Les contreparties seront des entités dotées d'une personnalité juridique, généralement situées dans une juridiction de l'OCDE et étant des institutions financières de premier plan de grandes puissances économiques. Elles feront l'objet d'une surveillance continue menée par une autorité publique et seront financièrement saines. Une contrepartie peut être un associé de l'ACD ou du Gestionnaire des Investissements, ce qui peut donner lieu à des conflits d'intérêts. Pour de plus amples informations sur la politique de l'ACD en matière de conflits d'intérêts, veuillez contacter l'ACD.

Les Fonds peuvent conclure des contrats de Prêt et d'emprunt de titres. En vertu de ces contrats, les Fonds seront exposés au risque de crédit associé aux contreparties aux opérations de Prêt et d'emprunt de titres. L'étendue de ce risque de crédit peut être réduite, voire supprimée, par la contribution d'actifs constitués en garantie appropriés et de qualité suffisante.

Les Prêts et emprunts de titres constituent des solutions de gestion efficace du portefeuille visant à améliorer les rendements d'un Fonds tout en gardant le contrôle des risques. L'Agent de Prêt de Titres recevra une commission de la contrepartie qui emprunte et, bien qu'il renonce à ses droits de vote associés aux titres prêtés, il conserve son droit aux dividendes.

Swap de rendement total (SRT)

Un SRT est un contrat entre deux contreparties prévoyant l'échange de flux de trésorerie sur la base d'une formule spécifique. Une contrepartie accepte de payer à l'autre un montant représentant le rendement total d'un actif/marché sous-jacent et, en retour, reçoit de cette autre partie un paiement d'intérêt lié aux taux de liquidités.

Les Fonds pouvant avoir recours à des SRT sont mentionnés au paragraphe 10.8 de l'Annexe III (Gestion des investissements et capacité d'emprunt de la Société).

Les SRT peuvent être utilisés pour couvrir des expositions existantes ou pour ajuster l'exposition du Fonds concerné à une catégorie d'actifs ou à un marché sous-jacent. En particulier, les SRT peuvent offrir au Fonds concerné une couverture plus précise des expositions au marché du crédit que les indices de Credit default swap (« CDS »), parce que l'actif sous-jacent est un indice d'obligations d'entreprises plutôt qu'un panier de contrats CDS. Les rendements au prix du marché des indices d'obligations d'entreprises et de CDS peuvent différer fortement à court terme en raison de différences dans la composition des indices, de déséquilibres entre l'offre et la demande et d'une aversion au risque.

Ces Fonds pouvant recourir à des SRT peuvent investir dans des SRT sur une gamme de titres ou indices comprenant entre autres des obligations d'État, des obligations d'entreprises et des titres de créance garantis.

Prêt de Titres

Les Prêts de Titres peuvent impliquer des risques supplémentaires pour les Fonds. En vertu de ces contrats, les Fonds seront exposés au risque de crédit associé aux contreparties utilisées. L'étendue de ce risque de crédit peut être réduite, voire supprimée, par la contribution d'actifs constitués en garantie appropriés. L'Agent de Prêt de Titres doit s'assurer de la valeur et de la qualité des actifs reçus en garantie, en amont du ou simultanément au transfert des titres prêtés. Elle sera ensuite conservée pendant toute la durée de la transaction de prêt et ne sera rendue qu'une fois que les titres prêtés auront été reçus ou rendus au Fonds concerné.

5.15 Gestion des garanties

En cas de défaut d'une contrepartie ou de difficulté opérationnelle, les titres prêtés peuvent ne pas être restitués ou restitués en temps opportun. Si l'emprunteur de titres échoue à restituer les titres prêtés par un Fonds, il y a un risque que la garantie reçue pour ces transactions ait une valeur de marché inférieure à celle des titres prêtés, que ce soit en raison d'une détermination inexacte du prix de la garantie, de variations de marché défavorables de sa valeur, d'une détérioration de la notation de crédit de l'émetteur de la garantie, ou de l'illiquidité du marché sur lequel la garantie est négociée. Des retards dans la restitution de titres prêtés pourraient restreindre la capacité des Fonds à finaliser la vente des titres ou à honorer les demandes de rachat. Une défaillance de la contrepartie combinée à une chute de la valeur de marché de la garantie en dessous de la valeur des titres prêtés peut se traduire par une diminution de la valeur d'un Fonds.

La garantie reçue au titre des contrats de Prêt et d'emprunt de titres sera détenue sur un dépôt-titres auprès du Dépositaire. Les Fonds seront exposés au risque que le Dépositaire soit dans l'incapacité de remplir complètement son obligation de restituer la garantie si nécessaire en cas de faillite du Dépositaire.

Les accords de commissions relatifs aux opérations de Prêt de Titres peuvent donner lieu à des conflits d'intérêts lorsque les risques sont supportés par le Fonds concerné mais que les commissions sont réparties par le Fonds et son Agent de Prêt de Titres et que l'agent est susceptible de compromettre la qualité de la garantie et de la contrepartie.

Les contrats de Prêts et d'emprunts de titres constituent des solutions de gestion efficace du portefeuille visant à améliorer les rendements d'un Fonds tout en gardant le contrôle des risques. Le prêteur recevra une commission de la contrepartie qui emprunte et, bien qu'il renonce à ses droits de vote associés aux positions prêtées, il conserve son droit aux dividendes.

5.16 **Credit default swaps**

Un credit default swap (« CDS ») est un produit conçu pour transférer le risque de crédit des produits à revenu fixe entre deux contreparties. Les contreparties souscrivent un contrat par lequel une contrepartie (l'acheteur de protection) paie une commission périodique à l'autre contrepartie (le vendeur de protection) en échange d'une assurance sur la solvabilité d'un titre ou indice à revenu fixe spécifique. Si surviennent certains événements de crédit spécifiés, le vendeur de protection est obligé de verser à l'acheteur de protection une somme convenue d'avance. Un CDS peut être utilisé en protection contre un risque de crédit, ou négocié en tant qu'investissement en nom propre comme moyen de générer un revenu. Comme pour tous les fonds d'investissement, chaque partie du contrat est exposée au risque que la contrepartie ne réponde pas à ses obligations.

5.17 **Taxes**

Les lois fiscales actuellement en vigueur peuvent changer dans le futur, ce qui pourrait affecter la valeur de vos investissements. Se reporter à la section du présent Prospectus intitulée « Fiscalité » pour de plus amples informations sur la fiscalité du Fonds.

5.18 **Risque d'inflation**

Les rendements dépendent de la croissance d'un Fonds, des taux d'intérêt et des effets de l'inflation au cours du temps.

5.19 **Risque de performance**

Il peut y avoir une variation de la performance entre Fonds ayant des objectifs semblables, en raison d'une sélection d'investissements différents. Le degré du risque d'investissement dépend du profil de risque du Fonds choisi.

5.20 **Conservation**

Il peut exister un risque de perte lorsque les actifs des Fonds sont déposés en garde, résultant de l'insolvabilité, de la négligence ou d'actes frauduleux d'un chargé de la garde et de la conservation d'actifs ou d'un sous-chargé de la garde et de la conservation d'actifs.

5.21 **Crédit et titre à taux fixe**

Les titres à taux fixe sont particulièrement sensibles aux tendances des taux d'intérêt et de l'inflation. Si les taux d'intérêt montent, la valeur du capital peut chuter, et inversement. L'inflation peut aussi affecter la valeur réelle du capital. La valeur d'un titre à taux fixe chutera dans le cas d'un défaut ou d'une diminution de la note de crédit de l'émission. Généralement, plus haut est le taux d'intérêt, plus haut est le risque de crédit perçu pour l'émetteur. Les obligations à haut rendement ayant une note de crédit inférieure (aussi appelées obligations de sub-investment grade) sont potentiellement plus risquées (risque de crédit plus élevé) que les obligations d'investment grade. Une obligation de sub-investment grade a une note de crédit Standard and Poor's inférieure à BBB ou équivalent.

Le Janus Henderson Credit Alpha Fund et le Janus Henderson Interest Rate Alpha Fund détiendront des obligations de sub-investment grade. De temps à autre, les autres Fonds obligataires peuvent investir dans des obligations de sub-investment grade. Comme il a été indiqué, lesdites obligations ont une note de crédit inférieure à celle des obligations d'investment grade et comportent un degré de risque plus élevé.

5.22 **Portefeuille concentré**

Dans le cadre de sa stratégie d'investissement, un Fonds peut investir dans un portefeuille concentré d'investissements. Plus un Fonds devient concentré, plus il est sensible aux fluctuations de la performance des investissements sous-jacents individuels. Un portefeuille concentré amplifie l'impact des gains enregistrés par les participations individuelles, mais peut s'accompagner de risques plus importants et afficher une moindre résistance aux événements du marché qu'un portefeuille plus diversifié.

5.23 **Fonds de rendement absolu**

Un Fonds peut chercher à obtenir un « rendement absolu », c'est-à-dire que le Fonds vise à fournir une augmentation de la valeur du capital investi sur un horizon d'investissement défini. Il n'existe aucune garantie que cet objectif sera atteint sur cette période de temps donnée ni sur toute autre période et il existe un risque que les investisseurs perdent le capital qu'ils ont investi.

5.24 **EMIR**

Le Règlement N° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux (« Règlement EMIR »), entré en vigueur le 16 août 2012, introduit des critères d'uniformité concernant les produits dérivés de gré à gré en exigeant que certains produits dérivés de gré à gré soient soumis à la compensation par des contreparties centrales réglementées (« CCR »). En outre, le règlement EMIR rend obligatoire la déclaration de certaines informations concernant les produits dérivés de gré à gré et les produits dérivés négociés en Bourse à des référentiels centraux. Il impose également des obligations concernant des procédures et des arrangements appropriés afin de mesurer, surveiller et limiter les risques opérationnels et de crédit liés à la contrepartie au titre des produits dérivés de gré à gré qui ne sont pas soumis à une compensation obligatoire. Parmi ces obligations figurent l'échange et, éventuellement, la séparation, des garanties par les parties, y compris par la Société.

Lorsqu'il conclut des opérations dérivées entrant dans le cadre du règlement EMIR, un Fonds :

- (a) sera soumis aux règles de compensation telles qu'établies par la chambre de compensation concernée s'il conclut des opérations compensées ; et
- (b) sera soumis aux règles de marge initiale et de variation s'il conclut des opérations non compensées.

Alors que certaines obligations dans le cadre du Règlement EMIR sont déjà entrées en vigueur, un certain nombre de ces obligations bénéficient de phases de transition. Il est donc difficile d'évaluer le réel impact du Règlement EMIR sur la Société et les Fonds, lequel pourrait s'accompagner d'une augmentation du coût global lié à la conclusion et au maintien de transactions sur produits dérivés de gré à gré. Les Administrateurs et le Gestionnaire des Investissements surveilleront la situation. Les investisseurs potentiels et les Actionnaires doivent cependant être conscients que les changements réglementaires découlant du Règlement EMIR pourraient, en temps opportun, avoir des répercussions défavorables sur la capacité des Fonds à respecter leurs politiques d'investissement respectives et atteindre leurs objectifs d'investissement.

5.25 **Risques des Fonds Index Opportunities**

Applicable aux Fonds Index Opportunities : les rendements provenant des opportunités d'amélioration des indices peuvent varier dans le temps par rapport à l'indice de référence. Toutefois, les gestionnaires ne cherchent pas à prendre des risques élevés et les investisseurs devraient, donc, s'attendre à ce que le niveau typique d'amélioration des rendements soit faible. La déduction des frais récurrents et des coûts de transaction implique que le fonds peut sous-performer l'indice de référence. Les stratégies visant à améliorer le rendement dépendent de la compétence du gestionnaire et des décisions prises par celui-ci. Cela comporte, donc, un risque de sous-performance si jamais de mauvaises décisions sont prises.

6. DIRECTION ET ADMINISTRATION

6.1 Statut réglementaire

L'ACD, le Gestionnaire des Investissements, le Dépositaire et BNP Paribas Securities Services sont chacun autorisés et régulés par la FCA de 12 Endeavour Square, London, E20 1JN.

6.2 ACD

L'ACD est Henderson Investment Funds, une société de droit anglo-gallois, constituée le 17 janvier 1992 sous forme de société limitant la responsabilité de ses membres à leurs apports.

Siège social et siège central : 201 Bishopsgate, London EC2M 3AE, Royaume-Uni

Capital social : Capital social autorisé de 5 000 000 GBP avec un capital social représenté sous forme d'actions émises et libéré de 1 000 000 GBP

Société holding ultime : Janus Henderson Group Plc, société anonyme immatriculée à Jersey

L'ACD a la responsabilité de gérer et administrer les affaires de la Société conformément au COLL Sourcebook. Les Administrateurs de l'ACD sont les suivants :

A Crooke

G Foggin

G Fogo

S Hillenbrand

H J de Sausmarez

R Thompson F Smith

P Shea

F Smith et P Shea sont des administrateurs non exécutifs. Les administrateurs restants sont des salariés de Henderson Administration Limited, qui est aussi une filiale de Janus Henderson et exerce diverses responsabilités au sein du groupe. À part cela, aucun des administrateurs n'a d'autre activité professionnelle significative que celle liée à l'activité de l'ACD. L'ACD peut déléguer ses fonctions de gestion et d'administration à des tierces personnes, y compris à des parties liées, sous réserve de la conformité aux règles du COLL Sourcebook. La présente section 6 détaille les fonctions actuellement déléguées par l'ACD.

L'ACD agit en tant que gestionnaire de divers « unit trusts » agréés et agit aussi en tant qu'administrateur de société agréé pour plusieurs sociétés d'investissement à capital variable. Se reporter à l'Annexe V pour de plus amples informations.

Conditions de nomination :

La nomination de l'ACD a fait l'objet d'une convention en date du 1^{er} juillet 2005 entre la Société et l'ACD (la « Convention d'ACD »).

La Convention d'ACD stipule que la nomination de l'ACD peut être résiliée avec un préavis écrit de 12 mois notifié par l'ACD ou la Société à l'autre partie, sous réserve que la période de préavis n'expire pas avant le troisième anniversaire de la Convention ACD, ou immédiatement dans certaines circonstances, par avis notifié par écrit par l'ACD à la Société, ou par le Dépositaire ou la Société à l'ACD. La résiliation ne peut pas prendre effet tant que la FCA n'a pas approuvé le changement d'administrateur.

L'ACD a droit au prorata de ses commissions et au remboursement de ses dépenses à la date de la résiliation, et au remboursement de toutes dépenses nécessaires au règlement ou à la réalisation des obligations en cours. La convention ne prévoit pas d'indemnisation pour perte de fonctions. La Convention d'ACD prévoit des indemnisations pour l'ACD sauf en cas de problème survenant en conséquence directe de sa négligence, de fraude ou de manquement délibéré dans l'exercice de ses devoirs et obligations.

L'ACD n'a aucune obligation de rendre compte au Dépositaire ou aux Actionnaires des profits qu'il réalise sur l'émission ou la ré-émission d'Actions ou l'annulation d'Actions qu'il a rachetées. Les commissions auxquelles a droit l'ACD sont exposées dans la section « Commissions dues à l'ACD » du présent Prospectus.

Bien que l'ACD n'ait pas l'intention de le faire, si à l'avenir, il transfère ses activités à un autre administrateur de sociétés agréé, à un gestionnaire ou à un tiers, il peut transférer tout l'argent client qu'il détient à ce moment à l'autre administrateur de sociétés agréé, gestionnaire ou tiers sans le consentement spécifique des Actionnaires au moment considéré, à condition qu'il s'acquitte de ses obligations en vertu des règles sur l'argent client énoncées dans le Manuel de la FCA au moment du transfert.

6.3 Le Dépositaire

NatWest Trustee and Depositary Services Limited est le Dépositaire.

Le Dépositaire est une société privée à responsabilité limitée de droit anglais. Son siège social et son siège central sont sis 250 Bishopsgate, London EC2M 4AA. La société holding ultime du Dépositaire est The Royal Bank of Scotland Group plc, qui est enregistrée en Écosse. Les principales activités professionnelles du Dépositaire sont des services de gérant de trust (« trustee ») et de dépositaire.

Tâches du Dépositaire :

Le Dépositaire est responsable de la conservation des actifs sous gestion ainsi que du suivi des flux de trésorerie du fonds, et doit garantir que certaines opérations effectuées par l'ACD sont conformes aux règles et documents procéduraux en vigueur.

Conditions de nomination :

Le Dépositaire a été nommé en vertu d'une Convention de Dépositaire conclue entre l'ACD, la Société et le Dépositaire (la « Convention de Dépositaire »).

En vertu de la Convention de Dépositaire, le Dépositaire est libre de rendre des services similaires à d'autres entités et le Dépositaire, la Société et l'ACD ont un devoir de confidentialité de certaines informations.

En cas de conflit, les Règles FCA prévaudront sur les pouvoirs, tâches, droits et obligations du Dépositaire, de la Société et de l'ACD en vertu de la Convention de Dépositaire.

En vertu de la Convention de Dépositaire, le Dépositaire sera responsable, vis-à-vis de la Société, de toute perte d'Instruments financiers dont il a la Garde et de toute dette contractée par la Société à la suite du manquement par négligence ou délibéré du Dépositaire à ses obligations.

Toutefois, la Convention de Dépositaire décharge le Dépositaire de toute responsabilité, sauf en cas de fraude, de manquement délibéré, de négligence ou s'il n'a pas fait preuve de due diligence dans l'exécution ou la non-exécution de ses obligations.

Elle prévoit également que la Société indemnifiera le Dépositaire pour toute perte subie dans le cadre de l'exécution ou de la non-exécution de ses obligations, sauf en cas de fraude, de manquement délibéré, de négligence ou s'il n'a pas fait preuve de due diligence de son côté.

La Convention de Dépositaire peut être résiliée avec un préavis écrit de 90 jours notifié par la Société ou le Dépositaire, ou plus tôt en cas d'infraction ou d'insolvabilité d'une partie. Cependant, la résiliation de la Convention de Dépositaire ne prendra pas effet, et le Dépositaire ne pourra pas mettre fin volontairement à ses fonctions, tant qu'un nouveau Dépositaire ne sera pas nommé.

De plus amples informations sur les commissions revenant au Dépositaire sont incluses dans le présent prospectus.

Délégation des fonctions de conservation :

Le Dépositaire est autorisé à déléguer (et à permettre à son délégué de sous-déléguer) la conservation des Actifs sous gestion.

Le Dépositaire a délégué la conservation des Actifs sous gestion à BNP Paribas Securities Services (« le Chargé de la garde et de la conservation d'actifs »). À son tour, le Chargé de la garde et de la conservation d'actifs a délégué à divers sous-délégués (« sous-chargés de la garde et de la conservation d'actifs ») la garde des actifs sur certains marchés où la Société peut investir. Une liste des sous-chargés de la garde et de la conservation d'actifs est fournie à l'Annexe VII. Les investisseurs sont priés de noter que la liste des sous-chargés de la garde et de la conservation d'actifs n'est mise à jour qu'à chaque révision du Prospectus. Une liste mise à jour des Sous-chargés de la garde et de la conservation d'actifs est tenue par l'ACD et est disponible sur demande.

Des informations mises à jour relatives au Dépositaire, à ses tâches, à ses conflits d'intérêts et à la délégation de ses fonctions de conservation seront mises à la disposition des actionnaires qui les demandent.

6.4 Le Gestionnaire des Investissements

L'ACD a nommé le Gestionnaire des Investissements, Henderson Global Investors Limited, pour gérer les investissements et apporter des conseils à l'ACD. De plus, le Gestionnaire des Investissements aura la responsabilité d'assurer la comptabilité des fonds, les services de titres et de trésorerie et autres services d'administration (« Services d'administration des investissements ») envers l'ACD.

Le siège social du Gestionnaire des Investissements est situé au 201 Bishopsgate, London EC2M 3AE, Royaume-Uni. De même que l'ACD, le Gestionnaire des Investissements est membre du groupe de sociétés Janus Henderson Group plc.

La principale activité du Gestionnaire des Investissements est la prestation de service en gestion des investissements.

Conditions de nomination :

Le Gestionnaire des Investissements a été nommé par une convention datée du 1^{er} juillet 2005 entre l'ACD et le Gestionnaire des Investissements (la « Convention de Gestion des investissements »).

Sous réserve des contrôles appropriés imposés par l'ACD, de toute loi et réglementation en vigueur, du présent Prospectus et des Statuts, et autres instructions données par l'ACD, le Gestionnaire des Investissements a toute discrétion pour prendre des décisions quotidiennes d'investissement et négocier des investissements en relation avec la gestion des investissements de la Société, sans en référer auparavant à l'ACD.

Le Gestionnaire des Investissements a le droit de déléguer la prestation de services de gestion et d'administration des investissements à d'autres sociétés du groupe de sociétés Janus Henderson Group plc, ainsi qu'à des parties tierces, sous réserve de l'accord préalable de l'ACD.

En vertu de la Convention de gestion des investissements, l'ACD prévoit des indemnités pour le Gestionnaire des Investissements (sauf dans les cas qui résultent directement de fraude, négligence ou manquement délibéré). L'ACD peut être autorisé, en vertu des exonérations de responsabilité prévues dans la Convention de l'ACD, à recouvrer auprès de la Société les sommes versées par l'ACD en vertu des exonérations prévues dans la Convention de gestion des investissements.

La Convention de gestion des investissements peut être résiliée soit par le Gestionnaire des Investissements, soit par l'ACD, par notification écrite donnée trois mois à l'avance à l'autre partie, après une période initiale de six mois ou immédiatement dans certaines circonstances relevant du meilleur intérêt des Actionnaires.

6.5 Administration et enregistrement

L'ACD a nommé Henderson Administration Limited pour fournir certains services d'administration du Fonds (comprenant la comptabilité du Fonds). Henderson Administration Limited délègue à son tour ces fonctions à BNP Paribas Securities Services. Le siège social de BNP Paribas Securities Services est situé au 55 Moorgate, London EC2R 6PA, Royaume-Uni.

La principale activité de BNP Paribas Securities Services est la prestation de services d'administration et d'enregistrement.

La nomination de BNP Paribas Securities Services comme Agent d'administration et d'enregistrement peut être résiliée immédiatement dans des circonstances relevant du meilleur intérêt des Actionnaires.

La fonction d'administration et d'enregistrement des clients est exercée par DST Financial Services International Limited et DST Financial Services Europe Limited (« DST »). Le siège social de DST est DST House, St Nicholas Lane, Basildon, Essex SS15 5FS, Royaume-Uni.

6.6 **Les commissaires aux comptes**

Les commissaires aux comptes de la Société sont PricewaterhouseCoopers LLP, société sise à Kintyre House, 141 Bothwell Street, Glasgow G2 7EQ.

6.7 **Conseillers juridiques**

La Société est conseillée par Eversheds Sutherland (International) LLP de One Wood Street, London EC2V 7WS, Royaume-Uni.

6.8 **Registre des Actionnaires**

Le Registre des Actionnaires est tenu par DST Financial Services Europe Limited en ses bureaux situés DST House, St Nicholas Lane, Basildon, Essex SS15 5FS, Royaume-Uni, et peut être consulté par tout Actionnaire ou agent d'Actionnaire dûment autorisé, à l'adresse mentionnée ci-dessus, et pendant les horaires de bureaux normaux.

6.9 **Conflits d'intérêts**

L'ACD, le Gestionnaire des Investissements et d'autres sociétés du groupe Janus Henderson Group plc peuvent de temps à autre exercer les fonctions de gestionnaire des investissements ou de conseillers d'autres fonds et compartiments qui suivent des objectifs d'investissement semblables à ceux des Fonds. Il est donc possible que l'ACD et/ou le Gestionnaire des Investissements puissent, dans le cadre de leur activité, se trouver éventuellement en situation de conflit d'intérêts avec la Société ou un Fonds particulier, ou qu'un conflit existe entre la Société et d'autres fonds gérés par l'ACD. Cependant, l'ACD et/ou le Gestionnaire des Investissements tiendront compte dans ce cas des obligations mises à leur charge par la Convention d'ACD et la Convention de gestion des investissements, respectivement, et en particulier de leur obligation d'agir au mieux des intérêts de la Société dans la mesure du possible, en tenant compte de leurs obligations à l'égard d'autres clients, lorsqu'ils font des activités d'investissement pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

En cas de conflit d'intérêts inévitable, l'ACD et le Gestionnaire des Investissements veilleront à traiter équitablement la Société et les autres organismes de placement collectif dont ils assurent la gestion.

L'ACD reconnaît qu'il peut exister des situations dans lesquelles les dispositions organisationnelles ou administratives en place pour la gestion des conflits d'intérêts ne suffisent pas à assurer, avec suffisamment de confiance, que les risques d'atteinte aux intérêts de la Société ou de ses Actionnaires seront évités. Dans le cas où de telles situations devaient survenir, l'ACD les révélera aux Actionnaires sous une forme appropriée.

Le Dépositaire peut exercer les fonctions de dépositaire d'autres organismes de placement collectif, et de gérant de trust ou de chargé de la garde et de la conservation d'actifs d'autres organismes de placement collectif.

Il est possible que le Dépositaire et/ou ses délégués et sous-délégués soient, dans le cadre de leurs activités, impliqués dans d'autres activités professionnelles et financières pouvant à l'occasion être en conflit avec les intérêts de l'OPCVM ou d'un Compartiment spécifique et/ou d'autres fonds gérés par l'ACD ou d'autres fonds pour lesquels le Dépositaire agit en qualité de dépositaire, de gérant de trust ou de chargé de la garde et de la conservation d'actifs. Néanmoins, le Dépositaire devra dans un tel cas prendre en compte ses obligations contractées en vertu de la Convention de Dépositaire et des Règlements et, en particulier, devra faire preuve d'une diligence raisonnable pour garantir que l'exercice de ses tâches ne sera pas affecté par son éventuelle implication dans d'autres activités et que, dans la mesure du possible, les éventuels conflits d'intérêts en découlant seront résolus par une solution équitable, dans l'intérêt des Actionnaires dans leur ensemble et ayant trait à ses obligations envers d'autres clients.

Cependant, les activités du Dépositaire étant indépendantes de celles de la Société, des Actionnaires, du Chargé de la garde et de la conservation d'actifs, de l'ACD et de ses fournisseurs associés, le Dépositaire ne prévoit pas de conflit d'intérêts avec l'une des parties susmentionnées.

Des informations mises à jour telles que (i) le nom du Dépositaire, (ii) la description de ses tâches et des conflits d'intérêts pouvant opposer la Société, les actionnaires ou l'ACD et le dépositaire, et (iii) la description des fonctions de conservation déléguées par le Dépositaire et des conflits d'intérêts pouvant découler de cette délégation, ainsi que la liste des délégués et sous-délégués, seront mises à la disposition des Actionnaires qui les demandent.

7. COMMISSIONS ET FRAIS

7.1 Informations générales

Chaque Fonds créé après que le présent prospectus est remplacé peut prendre directement à sa charge ses propres frais de constitution.

Les commissions ou les frais à payer par un Actionnaire ou par prélèvement sur les actifs de la Société sont tous indiqués dans la présente section 7.

7.2 Commissions dues à l'ACD

En rémunération de ses devoirs et responsabilités, l'ACD est autorisé à prélever une commission de gestion annuelle sur chaque Fonds. Les droits à la commission de gestion annuelle s'acquiescent quotidiennement par référence à la valeur nette d'inventaire calculée pour le Fonds le jour ouvrable précédent et le montant dû chaque mois est exigible le dernier jour ouvrable du mois. Les commissions de gestion en vigueur pour les Fonds (exprimées en pourcentage annuel de la Valeur nette d'inventaire de chaque Fonds) sont exposées en Annexe I.

L'ACD est également en droit de percevoir le montant raisonnable des débours, dûment documentés, dus dans l'exercice de ses fonctions.

La taxe sur la valeur ajoutée est exigible sur ces commissions ou frais, lorsqu'elle est applicable.

Que l'objectif d'investissement d'un Fonds soit d'accorder une plus grande priorité à la génération de revenus qu'à la croissance du capital, ou que la génération de revenus et la croissance du capital aient la même priorité, les commissions de l'ACD peut être entièrement ou partiellement prélevées sur le capital au lieu des revenus comme exposé en Annexe I. Cela ne peut être réalisé qu'avec l'accord du Dépositaire. Ce traitement des commissions de l'ACD augmentera le montant du revenu (lequel peut être imposable) disponible pour la distribution aux Actionnaires du Fonds concerné, mais peut affecter la croissance du capital.

Si les dépenses d'une catégorie sur une certaine période excèdent son revenu, l'ACD peut alors prélever le dépassement correspondant sur les actifs imputables à ladite Catégorie.

Toute augmentation des commissions de gestion, commissions de performance ou charges générales d'administration (comme exposé ci-dessous) doit être réalisée par l'ACD et uniquement en conformité avec les exigences du COLL Sourcebook.

7.3 Commissions pour les détenteurs d'Actions de Catégorie S, de Catégorie Y et de Catégorie Z

Commission de Gestion

Une commission annuelle d'ACD est exigible et prélevée sur les actifs des Fonds pour ce qui est des Actions de Catégorie S et Catégorie Y, comme indiqué en Annexe I. L'ACD peut convenir avec les investisseurs d'une commission séparée, relative à la gestion des Actions de Catégorie S et Catégorie Y, non prélevée sur les actifs du Fonds concerné et soumise à une négociation avec l'ACD.

L'ACD peut convenir avec les investisseurs d'une commission séparée, relative à la gestion des Actions de Catégorie Z de chaque Fonds, non prélevée sur les actifs du Fonds concerné et soumise à une négociation avec l'ACD.

Commission de performance

Si ceci est applicable, l'ACD aura droit à une commission due directement par les Actionnaires de la Catégorie Y et de la Catégorie Z du Fonds, liée à la performance du Fonds, constituant la « Commission de performance ». La commission de performance sera calculée et payée comme convenu entre l'ACD et les investisseurs individuels.

7.4 Frais de l'ACD

La Société paiera aussi à l'ACD, par prélèvement sur les actifs des Fonds, tous les frais dus par l'ACD ou par ses délégués, qui sont des frais du type de ceux figurant ci-dessous dans « Autres paiements à payer par prélèvement sur les actifs des Fonds de l'ACD », y compris le montant des honoraires d'avocat et des frais des professionnels dus par l'ACD et ses délégués dans le bon exercice des obligations mises à la charge de l'ACD par la Convention ACD, ou par des documents modifiant la Convention ACD.

7.5 Frais Administratifs Généraux

Les Frais Administratifs Généraux (« FAG ») remboursent à l'ACD les coûts, les commissions, les rémunérations et les frais ci-dessous, que ce dernier paie pour le compte des Fonds :

- les commissions et frais dus pour la Gestion Administrative des Fonds (y compris les frais de comptabilité des Fonds) et pour leurs délégués respectifs, sauf disposition contraire du présent Prospectus ;
- les commissions et frais dus pour la création et la tenue du Registre des Actionnaires (et tous les sous-registres) et les commissions et les frais prélevés par l'Agent Administratif du Fonds, le Chargé Administratif Clients, le Registre des Actionnaires, leurs délégués respectifs ou d'autres entités pour faire les opérations portant sur les Actions et exercer les fonctions correspondantes ;
- les coûts dus pour la production, la distribution et l'envoi des revenus et d'autres paiements aux Actionnaires ;
- les coûts de préparation et de calcul de l'actif net et des prix des Actions des Fonds, ainsi que les coûts de leur publication et de leur diffusion (y compris les coûts des données électroniques/des sources d'information) et les coûts d'obtention des notations des fonds et des indicateurs de référence ;
- les droits à payer à la FCA par application de la loi intitulée « *Financial Services and Markets Act 2000* » [loi sur les services financiers et les marchés financiers de 2000] et les commissions périodiques correspondantes de tout organisme de réglementation dans un pays ou dans un territoire hors du pays dans lequel les Actions sont ou pourraient être légalement commercialisées ;

- les commissions, les prélèvements, les frais et les débours des commissaires aux comptes et les impôts et taxes, les honoraires d'avocat et frais des professionnels et les frais des autres prestataires professionnels ou conseils de la Société, y compris (pour éviter toute ambiguïté) les frais judiciaires résultant d'une procédure à laquelle un Actionnaire est partie ;
- les coûts des assemblées des actionnaires (y compris les assemblées réunies à la demande d'Actionnaires et non compris l'ACD ou une partie liée de l'ACD) ;
- les coûts de production et de versement des dividendes et d'autres sommes à payer par la Société ;
- les coûts de modification des Statuts, de la Convention de l'ACD, du Prospectus complet et du Prospectus Simplifié, du Document d'information clé pour l'investisseur, ou de toute autre information précontractuelle exigée par la loi ou la réglementation, ou des autres documents applicables exigés par la Réglementation ;
- les coûts de souscription et de conservation des polices d'assurance couvrant la Société et/ou ses Administrateurs (y compris l'ACD) et le Dépositaire ;
- les coûts des fonctions de secrétaire général de la Société, y compris le coût des registres des procès-verbaux et des autres documents à conserver par la Société ;
- les coûts d'établissement, de traduction, de production (y compris d'impression) et de diffusion des rapports annuels, semestriels ou autres rapports ou informations destinés aux Actionnaires, des états financiers, des relevés, des avis d'exécution et autres documents similaires, des prospectus (y compris des prospectus simplifiés (à part les coûts de diffusion de ces prospectus simplifiés), du document d'information clé pour l'investisseur, ou de toute autre information précontractuelle exigée par la loi ou la réglementation (qu'elle se rapporte à la Société ou à un Fonds)) et des Statuts, les coûts encourus dans le cadre de la mise à jour ou de la modification périodique de tout prospectus ou acte constitutif et tous les autres frais administratifs ;
- tout montant dû par la Société par application de dispositions d'indemnisation figurant dans les Statuts ou dans tout contrat signé avec un préposé de la Société ;
- les sommes à payer à un autre titre par application du COLL Sourcebook ;
- tous les coûts de communication avec les investisseurs ;
- la totalité des commissions et des frais dus sur l'ajout et la constitution initiale de nouveaux Fonds, l'admission d'Actions sur n'importe quelle Bourse, l'offre d'Actions (y compris l'établissement, la traduction, l'impression et la diffusion du prospectus (à part les coûts et les frais de diffusion de tout prospectus simplifié ou de tout document d'information clé pour l'investisseur ou de toute autre information précontractuelle exigée par la loi ou la réglementation) et des documents d'admission en Bourse) et la création, l'échange et l'annulation d'Actions d'un Fonds nouveau ou existant ;

- certains montants dus sur la fusion ou la restructuration après la libération d'actions en nature par remise d'actifs à la Société, selon les modalités plus détaillées figurant dans les Règles FCA ;
- les commissions et les frais des agents payeurs, des agents d'information ou d'autres entités qu'une autorité de réglementation impose à la Société de nommer ;
- les redevances, les droits de licence et d'autres paiements similaires portant sur l'utilisation de droits de propriété intellectuelle ; et
- la taxe sur la valeur ajoutée est due sur ces commissions ou ces frais lorsqu'elle est applicable.

Les frais administratifs généraux pour chacune des Catégories d'Actions sont définis à l'Annexe I.

Les FAG sont calculés comme un pourcentage des actifs des fonds et le montant qui sera payé par chaque Catégorie d'Actions de chaque Fonds dépendra des charges imputables à chaque Catégorie d'Actions, selon que la Catégorie est une Catégorie de « Détail » ou une Catégorie « institutionnelle ». Les FAG s'accumulent sur une base quotidienne et sont payables mensuellement à l'ACD par chaque Catégorie d'Actions.

En raison de la manière dont les FAG sont calculés dans le périmètre de l'ACD, les FAG peuvent être supérieurs ou inférieurs aux frais et charges que l'ACD est autorisé à exiger d'un Fonds particulier, selon la méthode de facturation traditionnelle. Il peut ainsi être considéré que certains fonds britanniques agréés et gérés par l'ACD « financeront » ses autres fonds britanniques agréés, en vertu de la méthode des FAG. L'ACD croit cependant que la méthode des FAG est plus efficace, transparente et cohérente que les méthodes de facturation traditionnelles, et que le risque de financement croisé est faible par rapport au gain en efficacité et transparence. De plus, l'ACD assume le risque que la valeur de marché de ses fonds tombe à un niveau auquel les FAG ne le dédommagent pas pleinement au titre des commissions et frais que l'ACD serait par ailleurs en droit de facturer à ces fonds ; l'ACD confère donc aux investisseurs une certaine protection vis-à-vis des coûts.

Pour s'assurer que les FAG sont, au cours du temps, établis à un niveau qui reflète équitablement les commissions et les frais que l'ACD serait en droit d'imputer sur tout l'éventail des fonds agréés du Royaume-Uni selon la méthode de facturation traditionnelle, de temps à autre, au moins une fois par an, l'ACD procédera à un examen formel des activités et du montant des FAG.

L'ACD n'est pas redevable vis-à-vis des Actionnaires au cas où les commissions agrégées générées par les FAG au cours d'une certaine période excèderaient les frais et dépenses que l'ACD serait autorisé à prélever sur tous les fonds de l'ACD en vertu de la méthode de facturation traditionnelle.

Afin d'éviter tout doute, les déductions et revenus résultant du Prêt de Titres ne sont pas inclus dans les FAG.

7.6 **Commission du Gestionnaire des Investissements**

Les commissions dues au Gestionnaire des Investissements, ainsi que les dépenses encourues par lui (majorées de toute TVA applicable) dans le cadre de

la prestation des services de gestion des investissements, sont versées par l'ACD à partir de ses propres commissions.

Le Gestionnaire des Investissements est aussi autorisé à recevoir une commission supplémentaire liée uniquement à la performance du Janus Henderson Credit Alpha Fund (la « Commission de performance »). Le montant de la commission, les circonstances dans lesquelles elle devient exigible, comment elle est calculée et d'autres points importants sont exposés à l'Annexe IV.

7.7 Revenus générés par le Prêt de Titres et les SRT

7.7.1. Prêt de Titres :

Le Prêt de Titres génère des revenus supplémentaires qui bénéficient au Fonds concerné. 85 % de ces revenus reviendront au Fonds correspondant, un maximum de 15 % pouvant être retenu par l'Agent de Prêt de Titres, qui inclut les frais directs et indirects liés à la conclusion de contrat de prêt de titres, à la fourniture des infrastructures opérationnelles et de garanties nécessaires, ainsi qu'à la surveillance de la conformité et des risques.

7.7.2. Swaps de rendement total :

Les SRT génèrent des revenus supplémentaires qui bénéficient au Fonds concerné. 100 % de ces revenus seront retenus par le Fonds concerné.

7.8 Commission du Dépositaire

La rémunération du Dépositaire, qui est payée par prélèvements sur les actifs, est une commission périodique égale à un taux de pourcentage annuel de la valeur des actifs de chaque Fonds, indiqué ci-dessous, sachant que l'évaluation des actifs de chaque Fonds, les droits acquis à cette rémunération et le paiement de cette rémunération sont les mêmes que pour la commission périodique de l'ACD. Actuellement, l'ACD et le Dépositaire ont convenu que la rémunération du Dépositaire exigible pour chaque Fonds serait calculée sur une échelle mobile comme suit :

Principaux honoraires du Dépositaire	
0,0075 % par an	Sur les premiers 300 millions GBP de valeur de chaque fonds
0,0050 % par an	Sur les 500 millions GBP suivants de chaque fonds
0,0025 % par an	Sur le reste de chaque fonds

Le Dépositaire est également en droit de recevoir, par prélèvement sur les actifs de chaque Fonds, la rémunération de l'exercice ou de la délégation des fonctions de Dépositaire conférées par les Statuts ou par le COLL Sourcebook. La rémunération du Dépositaire prévue par le présent paragraphe s'acquiert au fur et à mesure de la réalisation de l'opération considérée ou d'une autre opération de négociation et sera payée à terme échu, à la prochaine date d'exigibilité de la

commission périodique du Dépositaire, ou dès que possible ensuite. Actuellement, le Chargé de la garde et de la conservation des actifs ne perçoit pas de rémunération ou de frais de service en vertu du présent paragraphe.

Le Chargé de la garde et de la conservation des actifs est autorisé à augmenter sa rémunération, sous réserve des dispositions du COLL.

7.9 Dépenses du Dépositaire (comprenant les commissions de conservation)

Outre la rémunération susvisée, le Dépositaire aura le droit de percevoir le remboursement des frais légitimement encourus dans l'exercice de ses fonctions ou des pouvoirs qui lui sont conférés et qui portent sur la Société et chaque Fonds, sous réserve de l'accord de l'ACD.

Le Dépositaire a nommé BNP Paribas Securities Services comme Chargé de la garde et de la conservation d'actifs de la Société et a le droit de percevoir le remboursement des frais du Chargé de la garde et de la conservation d'actifs de la Société, ce remboursement constituant des frais pour la Société. La rémunération de BNP Paribas Securities Services pour servir de Chargé de la garde et de la conservation d'actifs de la Société est un taux en fonction de la valeur, déterminé par le territoire ou le pays dans lequel les actifs d'un Fonds sont conservés. Actuellement, le taux le plus faible est de 0,02 pour cent et le taux le plus élevé est de 0,3 pour cent. En outre, le Chargé de la garde et de la conservation d'actifs pratique une commission de transaction déterminée par le territoire ou le pays dans lequel l'opération est effectuée. Actuellement, ces commissions de transaction vont de 6 GBP à 65 GBP par opération.

Le Dépositaire a également le droit de recevoir le remboursement, par prélèvement sur les actifs de chaque Fonds, de la rémunération facturée par le Chargé de la garde et de la conservation des actifs et qui est périodiquement convenue par l'ACD, le Dépositaire et le Chargé de la garde et de la conservation d'actifs, étant précisé qu'il s'agit de services délégués au Chargé de la garde et de la conservation d'actifs par le Dépositaire en exerçant, ou en faisant exercer les fonctions conférées au Dépositaire par les Statuts ou par le COLL Sourcebook. Les droits à la rémunération facturée par application du présent paragraphe sont acquis quand l'opération considérée ou une autre opération de négociation est effectuée et payée à terme échu. Actuellement, le Chargé de la garde et de la conservation d'actifs ne perçoit pas de rémunération ou de frais de service en vertu du présent paragraphe.

Le Chargé de la garde et de la conservation d'actifs est autorisé à augmenter sa rémunération suivant l'accord entre le Dépositaire et l'ACD, selon mêmes modalités que celles indiquées pour l'augmentation de la commission de l'ACD au 7.2 ci-dessus.

Les autres frais suivants peuvent également être payés par prélèvement sur les actifs du Fonds :

- (i) toutes les commissions imposées et tous les frais des mandataires nommés par le Dépositaire pour l'aider à exercer ses fonctions ;
- (ii) toutes les commissions imposées et tous les frais dus dans le cadre de l'encaissement et de la distribution des revenus ;
- (iii) toutes les commissions imposées et tous les frais dus dans le cadre de l'établissement du rapport annuel du Dépositaire destiné aux actionnaires.

Sous réserve de la législation actuelle de la TVA, la TVA au taux en vigueur peut être due et s'ajouter à la rémunération du Dépositaire, à la rémunération du Chargé de la garde et de la conservation d'actifs et aux frais susvisés.

Au moment de la liquidation de la Société, de la clôture d'un Fonds ou du rachat de toutes les Actions émises et en circulation d'une Catégorie, le Dépositaire a droit au prorata des commissions et des frais qui lui reviennent à la date de cette liquidation, de cette clôture ou de ce rachat et de tous les frais supplémentaires nécessairement exposés pour régler ou recevoir toutes les obligations en cours. La convention de Dépositaire ne prévoit pas d'indemnisation pour perte de fonctions.

7.10 Autres sommes à payer par prélèvement sur les actifs de la Société

Conformément à la Réglementation SICAV et au COLL, les sommes suivantes peuvent être licitement payées par prélèvement sur les actifs du Fonds :

- 7.10.1. les frais payables aux courtiers pour l'exécution d'ordres (qui, dans le cas de gestionnaires des investissements par délégation, peuvent inclure un élément pour la recherche d'investissement lorsque la législation en vigueur le permet) et tous les autres frais dus sur l'acquisition et la vente d'investissements ;
- 7.10.2. les intérêts sur les prêts autorisés par les Règles FCA et les frais dus pour réaliser ou résilier ces emprunts ou pour négocier ou modifier les conditions générales de ces emprunts ;
- 7.10.3. les droits, impôts et taxes dus sur les actifs des Fonds ou sur l'émission d'Actions d'un Fonds, y compris les droits d'enregistrement ou d'autres droits, impôts ou taxes sur l'apport d'actifs à la Société servant à libérer des Actions émises ;
- 7.10.4. la taxe sur la valeur ajoutée ou des taxes similaires applicables aux commissions ou aux frais susvisés ; et
- 7.10.5. les frais dus sur l'acquisition et la vente d'investissements.

7.11 Affectation des commissions et des frais entre les Fonds

La totalité des commissions, des droits, impôts et taxes et des prélèvements (autres que ceux pris en charge par l'ACD) sont facturés au Fonds pour lequel ils sont dus. En cas d'impossibilité de qualifier des frais d'imputables à un Fonds déterminé, ces frais seront normalement affectés à tous les Fonds, proportionnellement à la valeur de l'actif net des Fonds, bien que l'ACD ait la faculté discrétionnaire d'affecter ces commissions et ces frais selon des modalités qu'il estime justes pour les Actionnaires en général.

8. **ASSEMBLÉES DES ACTIONNAIRES ET DROITS DE VOTE**

8.1 **Assemblée générale annuelle**

Conformément aux réglementations de 2005 (modifiées) sur les sociétés d'investissement à capital variable, la Société a choisi de se dispenser de convoquer des assemblées générales annuelles.

8.2 **Assemblées de Catégorie et de Fonds**

Les dispositions ci-dessous, sauf stipulation contraire dans le contexte, s'appliquent aux réunions relatives à une Catégorie ou à un Fonds de la même manière qu'elles s'appliquent aux assemblées générales de la Société mais font référence aux Actions de la Catégorie ou du Fonds concerné(e), ainsi qu'aux Actionnaires, à la valeur et au prix des Actions concernées.

8.3 **Convocations d'assemblées**

L'ACD peut demander une assemblée générale à tout moment.

Les Actionnaires peuvent aussi convoquer une assemblée générale de la Société. La convocation des Actionnaires doit indiquer l'ordre du jour de l'assemblée, être datée et signée par les Actionnaires qui, à la date de la convocation, possèdent au minimum un dixième de la valeur totale des Actions émises à cette date, et être remise au siège social de la Société. L'ACD doit organiser une assemblée générale au plus tard huit semaines après réception de ladite convocation.

8.4 **Convocation et quorum**

Les Actionnaires seront convoqués à l'assemblée générale au moins quatorze jours à l'avance et pourront être décomptés dans le quorum et voter à cette assemblée en personne ou par procuration. Le quorum d'une assemblée est de deux Actionnaires présents en personne ou représentés par procuration. Le quorum d'une assemblée ajournée est d'un Actionnaire présent en personne ou représenté par procuration. Les convocations aux assemblées et aux assemblées ajournées seront envoyées aux Actionnaires à leur adresse inscrite dans le Registre.

8.5 **Droits de vote**

Lors d'une assemblée générale, dans un vote à main levée, tout Actionnaire (personne physique) présent en personne ou (personne morale) par son représentant dûment habilité à cet effet, dispose d'un droit de vote.

Dans un vote à scrutin secret, un Actionnaire peut voter en personne ou par procuration. Les droits de vote attachés à chaque Action seront proportionnels aux droits de vote attachés à la totalité des Actions émises, proportionnellement au prix de l'Action par rapport au prix de toutes les Actions émises le septième jour précédant l'envoi de la convocation à l'assemblée.

Un Actionnaire disposant de plus d'un droit de vote n'est pas tenu d'utiliser tous ses droits de votes ni de voter en utilisant tous ses droits dans le même sens.

Sauf lorsque le COLL Sourcebook ou les Statuts de la Société imposent une résolution en assemblée extraordinaire (imposant l'adoption de la résolution à la majorité d'au moins 75 pour cent des votes exprimés à l'assemblée), toute

résolution imposée par le COLL Sourcebook sera adoptée à la majorité simple des votes valablement exprimés pour et contre la résolution.

Quand il est nécessaire d'adopter une résolution (y compris une résolution extraordinaire) pour statuer sur un sujet de l'ordre du jour dans une assemblée d'Actionnaires et quand aucun des Actionnaires n'est autorisé à voter au titre du chapitre 4.4.8R(4) du COLL, il ne sera pas nécessaire de convoquer cette assemblée et, avec l'accord préalable écrit du Dépositaire à la procédure, il sera possible d'adopter une résolution en lieu et place de cela avec l'accord écrit des Actionnaires représentant 50 pour cent au moins ou, pour une résolution extraordinaire, 75 pour cent au moins des Actions en circulation.

L'ACD ne peut être décompté dans le quorum d'une assemblée, et ni l'ACD ni une partie liée (tel que définie dans le COLL Sourcebook) de l'ACD n'ont le droit de voter à une assemblée de la Société, sauf pour les votes attachés aux Actions détenues par l'ACD ou par une partie liée pour le compte d'une personne ou conjointement avec une personne qui, si elle est Actionnaire inscrit, a le droit de vote et qui a donné des instructions de vote à l'ACD ou à une partie liée.

Pour les co-Actionnaires d'une Action, le vote du plus ancien Actionnaire, soit votant en personne ou par procuration, doit être accepté à l'exclusion des votes des autres co-Actionnaires. À cet égard, l'ancienneté doit être déterminée par rapport à l'ordre dans lequel les noms apparaissent dans le registre des Actionnaires.

« Actionnaires » signifie dans ce contexte les Actionnaires à la date précédant de sept jours l'envoi de la notification des assemblées concernées, mais exclut les Actionnaires dont l'ACD sait qu'ils ne sont pas Actionnaires au moment de l'assemblée.

8.6 Modification des droits liés à la Catégorie

Les droits attachés à une Catégorie ou à un Fonds ne peuvent être modifiés que conformément au COLL Sourcebook.

9. FISCALITÉ

9.1 Informations générales

Les informations ci-dessous sont une orientation générale fondée sur le droit britannique actuel et la pratique actuellement suivie par l'administration fiscale britannique, les deux étant sujets à changement. En particulier, les taux d'imposition visés ci-dessous peuvent changer. Ces informations sont un résumé de la position fiscale des Fonds et des investisseurs qui sont résidents du Royaume-Uni et détiennent des placements en Actions. Il est recommandé aux investisseurs qui ont des incertitudes sur leur régime fiscal, ou qui peuvent être imposables dans une juridiction autre que celle du Royaume-Uni, de consulter un professionnel.

Le gouvernement a introduit des règlements prévoyant des fonds à option fiscale. À la date du présent prospectus, l'ACD n'avait pris aucune disposition optant pour soumettre les Fonds à un régime de fonds à option fiscale. Toutefois, l'ACD suit les évolutions et continue à examiner la situation, et peut choisir de soumettre un ou plusieurs Fonds au régime de fonds à option fiscale, appelés « *tax-elected funds* » (« TEF ») si cette option paraît avantageuse.

En pratique, les TEF ne sont pas imposables au Royaume-Uni sur leurs revenus, qui passent en transparence aux investisseurs qui sont seuls imposables sur ces revenus. En fiscalité britannique, les revenus distribués (et capitalisés) se divisent en deux types de revenus une fois reçus chez les investisseurs, les distributions de dividendes et les distributions hors dividendes. Leur volume reflète la nature des types de revenus réalisés par le TEF au cours de la période.

9.2 Les Fonds

Chaque Fonds suit le régime d'une société d'investissement de type ouvert (SICAV) en fiscalité britannique.

Les Fonds sont eux-mêmes exonérés d'impôt britannique sur les plus-values réalisées en cas de cession de leurs investissements (y compris les titres et dérivés à intérêts).

Les dividendes de sociétés britanniques et non britanniques et les distributions de dividendes d'organismes de placement collectif britanniques agréés appelés « unit trusts » et de sociétés britanniques de type SICAV (sauf les fractions présumées non exonérées) sont généralement exonérés d'impôt quand ils sont encaissés par un Fonds. Les Fonds sont tous soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 20 pour cent sur les autres catégories de revenus, mais déduction faite des charges déductibles (y compris les commissions et les frais et charges convenus de l'ACD et du Dépositaire et le montant brut de toutes les distributions d'intérêts). Si un Fonds est soumis à une imposition étrangère non-récupérable sur un revenu reçu, cela peut normalement être déduit de l'impôt britannique exigible sur ce revenu, ou passé en charge.

9.3 Actionnaires

Revenus - Fonds d'actions :

Aucun impôt n'est déduit des distributions de dividendes. La première tranche de 5 000 GBP de dividendes annuels reçus (ou réputés avoir été reçus) par des personnes physiques résidentes du Royaume-Uni ne sera pas assujettie à l'impôt sur le revenu. Au-delà de ce seuil, les taux d'imposition applicables aux

dividendes seront de 7,5 % pour la tranche d'imposition de base, de 32,5 % pour la tranche la plus haute et de 38,1 % pour la tranche d'imposition à taux additionnel. (Plus aucun crédit d'impôt n'est attaché aux dividendes).

Les Actionnaires personnes morales résidents du Royaume-Uni qui ne sont pas exonérés d'impôt sur les revenus et qui reçoivent des distributions peuvent avoir à les diviser en deux (la division sera indiquée sur le justificatif fiscal). Toute tranche représentant les dividendes reçus d'une société britannique ou non britannique sera traitée comme revenu de dividendes et ne donnera pas lieu à un paiement d'impôt supplémentaire. Le reste sera reçu sous forme de paiement annuel, après déduction de l'impôt sur le revenu au taux de base et les Actionnaires personnes morales peuvent être imposables sur le montant de la somme reçue majorée du montant d'impôt à payer. Le crédit d'impôt sur le revenu de 20 % peut être imputé sur le montant d'impôt sur les sociétés qu'ils ont à payer ou une partie peut être remboursée, selon le cas. La proportion de crédit d'impôt qui peut être remboursé ou imputé sera indiquée sur justificatif fiscal.

Les Actionnaires non-résidents du Royaume-Uni ne seront généralement pas soumis à l'impôt britannique sur la distribution de dividendes (à moins qu'ils n'exercent des activités au Royaume-Uni par l'entremise d'un établissement stable).

Revenus - Fonds obligataires :

Les Fonds obligataires versent actuellement des intérêts distribuables (qui seront automatiquement réinvestis dans le Fonds pour les Actions de capitalisation). Aucun impôt n'est déduit des distributions d'intérêts.

Une allocation d'épargne personnelle exonère la première tranche de 1 000 GBP d'intérêt annuel (y compris les montants imposables à titre d'intérêts, reçus ou réputés avoir été reçus par les résidents du Royaume-Uni) de l'impôt acquitté par les contribuables soumis au taux d'imposition de base. Le montant annuel exonéré sera ramené à 500 GBP pour les contribuables soumis à l'impôt au taux plus élevé et ceux imposables au taux additionnel ne recevront aucune allocation. Si les revenus de l'épargne d'un Actionnaire sur un exercice fiscal dépassent leur allocation d'épargne personnelle, les Actionnaires individuels soumis à l'impôt sur le revenu britannique au taux de base (20 %), à un taux plus élevé (40 %) ou à un taux additionnel (45 %) doivent se référer aux autorités fiscales britanniques pour connaître le taux applicable dû sur le montant brut des distributions d'intérêts.

Les Actionnaires assujettis à l'impôt sur les sociétés du Royaume-Uni doivent déclarer leurs participations dans la Société conformément au régime fiscal des relations de prêt. Les intérêts des Actionnaires dans le Fonds (y compris le montant brut des distributions reçues) devront donc être pris en compte pour l'impôt sur les sociétés selon la méthode de la juste valeur. Les impôts retenus pourront être déduits en compensation, ou le cas échéant, récupérés.

Les Actionnaires non-résidents du Royaume-Uni ne seront généralement pas soumis à l'impôt britannique sur les distributions d'intérêts (à moins qu'ils n'exercent par l'entremise d'un établissement stable).

Égalisation des revenus :

L'égalisation des revenus s'applique actuellement à tous les Fonds.

Une partie du prix de la souscription d'une Action représente la part de revenu couru reçue ou à recevoir par le Fonds. Cette somme en capital est restituée à l'Actionnaire (ou en cas de possession d'Actions de capitalisation, elle sera capitalisée) avec la première distribution de revenus attachés à une Action émise pendant un exercice comptable. Le montant représentant l'égalisation de revenus et qui est compris dans le prix de l'Action est un remboursement de capital, et n'est pas imposable lui-même chez les Actionnaires mais ceux-ci doivent le déduire du prix des Actions pour calculer la base d'imposition des plus-values.

Plus-values :

Les Actionnaires qui sont fiscalement résidents du Royaume-Uni peuvent être imposables à l'impôt sur les plus-values réalisées sur le rachat, la cession ou d'autres actes de dispositions portant sur les Actions (mais non sur les conversions entre Catégories d'un même Fonds).

Une partie de l'augmentation du prix des Actions de capitalisation est due au remploi des distributions de revenus (y compris, s'il y a lieu, de l'égalisation des revenus mais à l'exclusion des crédits d'impôt). Ces montants doivent être ajoutés au coût d'acquisition des Actions pour calculer la plus-value réalisée sur la cession des Actions.

Les Actionnaires des Fonds obligataires qui sont imposables à l'impôt britannique sur les sociétés doivent faire suivre aux Actions le régime d'un rapport de créance, sous réserve de les comptabiliser en prenant pour base la valeur de marché.

Obligations de communication d'informations :

La Société pourra être tenue de communiquer des renseignements sur les actionnaires et leurs investissements dans la Société aux autorités fiscales britanniques pour respecter ses obligations britanniques (et ses obligations éventuelles envers des pays étrangers) en vertu de la législation britannique relative à l'échange automatique d'informations à des fins de conformité fiscale internationale (y compris les dispositions américaines communément appelées « FATCA », la norme commune de communication internationale et d'autres accords de partage d'information conclus avec des organisations intergouvernementales de temps à autre).

Les autorités fiscales britanniques transmettront à leur tour ces renseignements aux autorités fiscales étrangères concernées.

SDRT

Suite à la suppression du droit complétant le droit de timbre sur les opérations de gestion en Actions des fonds d'investissement agréés, aucuns frais pour droit complétant le droit de timbre ne sont généralement imposés lorsque les actionnaires abandonnent ou rachètent leurs actions. Cependant, si le rachat a lieu moyennant un rachat en nature hors au pro rata, certains frais de droits complétant le droit de timbre peuvent s'appliquer.

9.4 Fonds à option fiscale (TEF)

Les TEF et leurs investisseurs sont imposés conformément aux dispositions indiquées aux sections 9.2 à 9.4 ci-dessus, en ce qui concerne les plus-values et le SDRT. Toutefois, le traitement fiscal de leurs revenus diffère.

TEF - distributions de revenus

Les TEF ont le droit de déduire de leurs revenus imposables le montant brut de toutes les distributions de dividendes qui ne sont pas des dividendes. Ceci devrait avoir pour conséquence de rendre les TEF non imposables à l'impôt britannique sur leurs revenus.

Actionnaires - distributions de revenus

Tous les TEF générant des revenus distribuables verseront aux investisseurs des distributions de dividendes (qui seront automatiquement réinvesties dans le Fonds pour les Actions de capitalisation).

Tous les investisseurs qui sont des résidents du Royaume-Uni et qui reçoivent des distributions (ou des revenus réputés distribués s'agissant des actions de capitalisation) peuvent avoir à les diviser en deux (cas auquel la division sera indiquée sur le justificatif fiscal). L'attribution dépendra de la nature des revenus réalisés par le TEF.

TEF - distributions (dividendes) : la partie des revenus d'un TEF représentant des dividendes ou représentant des revenus liés à certains autres types d'actifs entrera dans la qualification fiscale de distribution (dividende) d'un TEF en fiscalité britannique. Chez les investisseurs qui sont des résidents du Royaume-Uni, elle suit le même régime que les distributions de dividendes faites par un Fonds n'ayant pas opté pour le statut de TEF, conformément à la description au paragraphe 9.3 ci-dessus, sous l'intitulé « Revenus - Fonds d'actions ».

TEF - distributions (hors dividendes) : la partie des revenus d'un TEF représentant des dividendes ou représentant des revenus liés à certains autres types d'actifs entrera dans la qualification fiscale de distribution (hors dividende) d'un TEF en fiscalité britannique. Elle sera généralement payée après déduction de l'impôt sur le revenu au taux de base et sera assortie d'un crédit d'impôt sur le revenu. Chez les investisseurs qui sont des résidents du Royaume-Uni, elle suit le même régime que les distributions d'intérêts faites par un Fonds n'ayant pas opté pour le statut de TEF, conformément à la description au paragraphe 9.3 ci-dessus, sous l'intitulé « Revenus - Fonds obligataires ».

Les investisseurs qui ne sont pas résidents du Royaume-Uni devront généralement faire suivre à toutes les distributions des TEF le régime de dividendes (assortis de crédits d'impôt, le cas échéant) dans leur système fiscal national, en fonction de leur situation personnelle.

10. LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ OU D'UN FONDS

La Société ne pourra être liquidée que comme une société non enregistrée au titre de la Partie V de la Loi sur les procédures collectives de 1986 ou du Chapitre 7.3 du COLL. Un Fonds ne peut être liquidé que conformément aux Règles du COLL Sourcebook.

Si la Société ou un Fonds doit être liquidé(e) en vertu du COLL, cette liquidation ne peut être engagée qu'après l'approbation de la FCA. La FCA ne peut donner cette approbation qu'à condition que l'ACD remette une déclaration (à la suite d'une enquête sur les affaires de la Société) indiquant que la Société sera en mesure de satisfaire à ses obligations dans le délai de 12 mois de la date de la déclaration, soit que la Société ne sera pas en mesure de le faire. La Société ne peut être liquidée par application du COLL si le poste de l'ACD est vacant à la date considérée.

La Société peut être liquidée, ou un Fonds doit être fermé, conformément aux règles stipulées dans le COLL :

1. si une résolution extraordinaire est adoptée à cet effet par les Actionnaires ; ou
2. à l'expiration de la durée de la Société ou d'un Fonds déterminé (éventuellement) qui a été fixée dans les Statuts, ou en cas de réalisation d'un événement qualifié dans les Statuts de cas de liquidation de la Société ou de liquidation d'un Fonds déterminé (par exemple, si le capital social de la Société ou (s'agissant de tout Fonds) la Valeur nette d'inventaire du Fonds se trouve en-dessous du minimum exigé, ou si un changement législatif ou réglementaire dans un pays signifie que, de l'avis de l'ACD, il est préférable de mettre fin au Fonds) ; ou
3. à la date indiquée dans toute convention par laquelle la FCA accepte une demande de l'ACD visant au retrait de l'agrément de la Société ou à la liquidation d'un Fonds déterminé ;
4. dans le cas d'un Fonds, à la date d'entrée en vigueur d'un concordat dûment approuvé qui a pour conséquence que le Fonds ne détienne plus d'Actifs ; ou
5. à la date à laquelle tous les Fonds relèvent du point 4 ci-dessus ou ont, de toute autre façon, cessé de détenir des Actifs, nonobstant que la Société puisse détenir des actifs et passifs qui ne sont pas attribuables à un Fonds en particulier.

À la réalisation de l'un des cas susvisés :

1. les chapitres COLL 6.2 (Négociation), COLL 6.3 (Évaluation et détermination du prix) et COLL 5 (Capacité d'investissement et d'emprunt) cesseront de s'appliquer à la Société ou au Fonds concerné ;
2. la Société cessera d'émettre et d'annuler des Actions de la Société ou du Fonds concerné, et l'ACD cessera de faire souscrire et de racheter des Actions ou de faire souscrire ou annuler des Actions pour le compte de la Société ou du Fonds concerné ;
3. aucune cession d'Action ne sera enregistrée et aucune modification du Registre des Actionnaires ne sera effectuée sans la sanction de l'ACD ;

4. en cas de liquidation de la Société, la Société cessera d'exercer son activité, sauf dans la mesure où cela profite à la liquidation de la Société ;
5. la personnalité morale et les pouvoirs de la Société et, sous réserve des alinéas 1 et 4 ci-dessus, les pouvoirs de l'ACD, se poursuivront jusqu'à la dissolution de la Société.

Dès que possible après que la Société ou le Fonds concerné, selon le cas, se retrouve en position de liquidation, l'ACD réalisera les actifs et paiera les dettes de la Société, après avoir payé ou conservé des commissions appropriées pour toutes les dettes légitimement dues, et conservera des commissions pour les coûts de la liquidation, prendra les mesures nécessaires afin que le Dépositaire effectue un ou plusieurs acomptes sur distribution aux Actionnaires sur le produit de la liquidation, proportionnellement à leurs droits de participer dans les Actifs de la Société ou du Fonds. Si l'ACD n'a pas au préalable notifié les Actionnaires de la proposition de liquider la Société ou de mettre fin au Fonds, l'ACD devra, dès que possible après le début de la liquidation de la Société ou de la fermeture du Fonds, informer par écrit les Actionnaires du début de la procédure. Lorsque l'ACD a réalisé tous les actifs et tous les passifs de la Société ou du Fonds concerné, l'ACD prendra les mesures nécessaires pour que le Dépositaire effectue une distribution finale aux Actionnaires avant ou à la date à laquelle le compte final indiquant le solde proportionnel à leurs participations au sein de la Société ou du Fonds particulier est envoyé aux Actionnaires.

Dès que raisonnablement possible, après la fin des procédures de liquidation de la Société ou du Fonds particulier, l'ACD informera la FCA du fait que les procédures de liquidation sont terminées.

À la fin des procédures de liquidation de la Société, la Société sera dissoute et toutes les sommes (y compris les distributions non réclamées) figurant toujours sur le compte de la Société seront versées par l'ACD au tribunal dans le délai d'un mois suivant la liquidation.

Après la fin des procédures de liquidation de la Société ou d'un Fonds, l'ACD doit établir un compte final montrant la manière dont la liquidation a été effectuée et les Actifs ont été distribués. Le commissaire aux comptes de la Société fera un rapport sur le compte final en donnant son avis sur le fait de savoir si, oui ou non, le compte final a été correctement établi. Le compte final et le rapport des commissaires aux comptes doivent être envoyés à la FCA et à chaque Actionnaire (ou au premier actionnaire nommé, dans le cas d'Actionnaires codétenteurs) inscrit sur le registre des Actionnaires, dans les deux mois suivant la fin de la liquidation.

11. **INFORMATIONS GÉNÉRALES**

11.1 **Exercices comptables**

L'exercice comptable annuel de la Société a pour date de clôture le 31 octobre de chaque année (la date de référence comptable). L'exercice comptable intermédiaire a pour date de clôture le 30 avril de chaque année.

11.2 **Distribution de revenus**

Les distributions de revenus sont effectuées en portant sur les revenus disponibles pour être distribués pendant chaque exercice comptable.

Pour les Fonds dans lesquels des actions de capitalisation sont émises, le revenu sera intégré au capital du Fonds et se reflétera dans le prix de ces actions de capitalisation à la date de distribution des revenus pertinente.

Les revenus distribués pour chaque Fonds dans lequel des Actions de distribution sont émises sont payés au plus tard à la date annuelle d'allocation de revenus du 31 décembre et au plus tard à la date intermédiaire du 30 juin de chaque année. Les distributions sont directement versées sur le compte bancaire ou de caisse d'épargne de l'Actionnaire.

Si une distribution n'est pas réclamée dans un délai de six ans après sa date d'exigibilité, elle deviendra caduque et sera reversée au Fonds concerné (ou, s'il n'existe plus, à la Société). Les réclamations pour distributions non versées doivent être communiquées à l'ACD avant l'échéance de cette période de six ans.

Les revenus disponibles pour être distribués sont déterminés conformément au COLL Sourcebook et au guide des pratiques recommandées pour les fonds agréés (SORP), publié par l'IA.

Les revenus disponibles pour être distribués comprennent tous revenus reçus ou à recevoir au titre de chaque Fonds pour l'exercice comptable considéré, après déduction des charges et commissions nets déduits ou à déduire desdits revenus, et après tout ajustement que l'ACD considère approprié, après consultation des commissaires aux comptes du Fonds, conformément aux dispositions du COLL, relativement à la fiscalité et autres sujets. Cependant, depuis le 27 novembre, les revenus de titres de créance tels que les obligations sont calculés au taux effectif. La méthode du taux effectif traite toute projection de plus-value ou de perte sur un titre de créance (en comparant à la valeur à maturité ou à la valeur nominale) comme un résultat et ce résultat, complété des flux de revenus attendus dans le futur pour le titre de créance, est amorti sur la durée de vie dudit titre de créance (jusqu'à sa maturité) pour calculer un taux effectif qui est utilisé dans le calcul des revenus à distribuer.

11.3 **Rapports annuels**

L'ACD préparera un rapport complet pour chaque semestre et année et le mettra à la disposition des Actionnaires. Le rapport annuel de la Société sera publié dans les quatre mois à compter de chaque exercice comptable annuel, et le rapport semestriel sera publié dans les deux mois à compter de chaque exercice comptable intermédiaire. Ces rapports indiqueront aussi combien de copies supplémentaires peuvent être obtenues, qui doit être contacté si des distributions n'ont pas été reçues, et si des subdivisions ou consolidations d'Actions ont été réalisées.

11.4 **Documentation de la Société**

Les documents suivants peuvent être consultés gratuitement pendant les horaires de travail normaux d'ouverture chaque jour ouvrable dans les locaux de l'ACD à l'adresse suivante : 201 Bishopsgate, London EC2M 3AE, Royaume-Uni :

11.4.1 les derniers rapports annuels et semestriels de la Société ;

11.4.2 le Prospectus ;

11.4.3 les Statuts (modifiés) ; et

11.4.4 les principaux contrats repris ci-dessous.

Les Actionnaires peuvent obtenir des exemplaires des documents susvisés auprès de l'ACD. L'ACD peut percevoir des frais discrétionnaires pour les copies de documents, si lesdites copies sont réclamées par des personnes autres que les Actionnaires (sauf pour les copies de la version la plus récente du Prospectus de la Société et des derniers rapports semestriel et annuel de la Société, lesquels sont gracieusement mis à la disposition du public). L'ACD peut percevoir des frais discrétionnaires pour les copies de documents mentionnés au paragraphe (d) ci-dessus, si lesdites copies sont réclamées par des Actionnaires.

11.5 **Contrats importants**

Les conventions suivantes, qui ne sont pas des contrats conclus dans le cours ordinaire des affaires, ont été conclues par la Société et sont, ou sont susceptibles d'être essentielles :

11.5.1 la Convention ACD en date du 1^{er} juillet 2005 conclue entre la Société et l'ACD ; et

11.5.2 la Convention de Dépositaire en date du 12 février 2005 conclue entre la Société et le Dépositaire.

De plus amples informations sur ces conventions sont disponibles dans la section du présent prospectus intitulée « Direction et Administration ».

11.6 **Réclamations**

Les réclamations relatives à la gestion ou à la commercialisation de la Société peuvent être adressées à l'agent de l'ACD chargé des réclamations à l'adresse suivante : 201 Bishopsgate, London EC2M 3AE, Royaume-Uni ou, si vous désirez donner suite à votre réclamation, au service de la médiation financière situé : Exchange Tower, London E14 9SR, Royaume-Uni.

11.7 **Politique de rémunération de l'ACD**

L'ACD a mis en place une politique de rémunération qui est en conformité avec les exigences du Manuel FCA (la « Politique de rémunération »). La Politique de rémunération garantit que la rémunération du personnel qu'elle concerne est calculée d'une manière qui permet et promeut une gestion efficace des risques et s'applique au personnel travaillant pour l'ACD dont les activités professionnelles ont ou peuvent avoir un impact significatif sur le profil de risque de l'ACD ou des Fonds. Les questions relevant de la Politique de rémunération sont entre autres les suivantes :

- l'évaluation de la performance de chaque membre du personnel ;
- les restrictions relatives à l'octroi de la rémunération variable garantie ;
- l'équilibre entre les rémunérations fixe et variable ;
- le paiement de la rémunération sous la forme de parts ou actions de l'OPCVM ;
- la période de report obligatoire d'au moins 3 ans pour le paiement d'une partie substantielle de la composante variable de la rémunération ;
- la réduction ou l'annulation de la rémunération en cas de sous-performance.

L'ACD examinera tout lien direct entre les rémunérations d'individus opposés par un conflit d'intérêts, et liens entre rémunérations pouvant inciter un individu à privilégier un produit ou service en particulier. L'ACD a mis en place des mesures visant à éviter l'influence inappropriée d'un salarié sur un autre, surtout dans le cas où un individu influençant l'évolution de la carrière ou de la rémunération d'un autre peut exercer une influence indue sur l'intégrité de son jugement. Les détails relatifs à la Politique de rémunération mise à jour, notamment une description de la méthode de calcul de la rémunération et des avantages et l'identité des personnes responsables de leur octroi (en ce compris la composition de l'éventuel comité de rémunération), sont disponibles sur le site Internet (www.janushenderson.com). Une copie papier de la Politique de rémunération est disponible gratuitement et sur demande au siège social de l'ACD.

11.8 **Gestion des risques**

À la demande d'un Actionnaire, l'ACD donnera des informations supplémentaires sur :

- 11.8.1 les limites quantitatives s'appliquant à la gestion des risques de tout Fonds ;
- 11.8.2 les méthodes utilisées relativement au point 11.8.1 ci-dessus ; et
- 11.8.3 toutes les évolutions récentes du risque et des rendements pour les principales catégories d'investissement.

11.9 **Indemnisation**

Les Statuts prévoient une indemnisation des Administrateurs, autres fondés de pouvoir et commissaires aux comptes de la Société, contre toute responsabilité encourue dans certaines circonstances ne relevant pas de leur négligence, défaut, manquement aux obligations ou pratique déloyale, et une indemnisation du Dépositaire contre toute responsabilité encourue dans certaines circonstances ne relevant pas de son manquement à l'exercice de la vigilance et de la diligence.

11.10 **Notifications**

Les notifications et autres documents relatifs aux Fonds seront envoyés à l'adresse enregistrée pour l'Actionnaire ou par tout moyen électronique que l'ACD ou le Dépositaire sait convenir à l'Actionnaire pour l'envoi des notifications ou documents, sous réserve que la méthode choisie par l'Actionnaire permette au destinataire de connaître ou enregistrer l'heure de la réception et qu'elle soit raisonnable dans le contexte.

11.11 **Diversification des actionnaires**

Les Actions des Fonds sont et continueront à être mises à la disposition d'un large public. Les catégories d'investisseurs voulus sont les investisseurs particuliers personnes physiques (qui doivent demander des conseils financiers indépendants avant d'investir dans un Fonds) et les investisseurs institutionnels. Les différentes Catégories d'Actions des Fonds s'adressent à différents types d'investisseurs.

Les Actions des Fonds sont et continueront à être commercialisées et à être mises à la disposition d'un public suffisamment large pour atteindre les catégories d'investisseurs voulues de chaque Catégorie d'Actions, suivant des modalités appropriées pour attirer ces catégories d'investisseurs.

11.12 **Dispositions destinées à faciliter l'exercice ultérieur de l'option pour le statut de fonds à option fiscale**

Les Fonds ne peuvent pas avoir d'activités immobilières au Royaume-Uni ou d'activités immobilières à l'étranger (au sens défini pour la réglementation 69Z46 du règlement intitulé « *Authorised Investment Funds (Tax) Regulations 2006* »).

11.13 **Stratégie d'exercice des droits de vote**

L'ACD possède une stratégie pour déterminer à quel moment et comment il convient d'exercer les droits de vote inhérents à la propriété d'actifs de placement au bénéfice de chaque Fonds. Un résumé de cette stratégie est disponible auprès de l'ACD, au même titre que le détail des mesures prises sur la base de cette stratégie concernant chaque Fonds.

11.14 **Politique de meilleure exécution**

L'ACD a l'obligation de faire en sorte de servir au mieux les intérêts des Actionnaires au moment de passer des ordres de négociation aux sociétés de négociation de titres. L'ACD suit la qualité des contrats d'exécution qu'il passe avec les courtiers auxquels il a recours et effectue rapidement tous les changements requis dès qu'il en établit le besoin. De plus amples renseignements concernant la politique interne de l'ACD sont disponibles sur demande auprès de l'ACD.

11.15 **Paiement de la Recherche en investissement et Partage de commissions**

Le Gestionnaire d'investissement et, le cas échéant, tout Sous-gestionnaire d'investissement, peuvent utiliser la recherche en investissement, à la fois générée en interne et obtenue de source externe, afin d'informer leur prise de décision.

Le Gestionnaire d'investissement paie pour la recherche qu'il utilise de ses propres ressources. Tout Sous-gestionnaire d'investissement basé hors de l'UE peut recevoir des recherches (et d'autres services autorisés par la réglementation

locale) de courtiers en placements payés pour cette recherche (ou ces services) de la commission que le(s) Compartiment(s) paie(nt) pour les transactions.

11.16 **Intérêts**

L'ACD ne paie pas d'intérêt sur l'argent client dont il peut disposer.

11.17 **Liquidités ou actifs non réclamés**

Les liquidités (sauf les distributions non réclamées qui devront être retournées au Fonds) ou les actifs dus aux Actionnaires non réclamés dans un délai de six ans (pour les liquidités) ou de douze ans (pour les actifs) cesseront d'être de l'argent client ou des actifs clients et pourront être versés à un organisme de bienfaisance reconnu au choix de l'ACD. L'ACD prendra les mesures raisonnables pour contacter les Actionnaires concernant les liquidités ou les actifs non réclamés conformément aux exigences figurant dans le Manuel de la FCA avant d'effectuer un tel versement à un organisme de bienfaisance. Le versement de tout solde non réclamé à l'organisme de bienfaisance n'empêchera pas les Actionnaires de réclamer les liquidités ou les actifs ultérieurement.

Si l'argent client ou les actifs du client (sauf pour les distributions non réclamées) sont égaux ou inférieurs à un montant minimum fixé par la FCA (25 GBP ou moins pour les Actionnaires de détail et 100 GBP ou moins pour les Actionnaires professionnels), les mesures que l'ACD doit prendre pour trouver les Actionnaires concernés avant de verser l'argent ou les actifs à l'organisme de bienveillance sont moindres, mais l'ACD n'en fera pas moins tout son possible pour vous contacter.

11.18 **Enregistrement des conversations téléphoniques et communications électroniques**

Les sociétés du groupe Janus Henderson ou leurs associés peuvent enregistrer leurs conversations téléphoniques et autres communications électroniques avec les investisseurs au sujet de cet investissement à des fins de formation, de qualité et de suivi et pour respecter les obligations réglementaires en matière d'enregistrement des communications. Une copie de l'enregistrement de ces conversations/communications avec le client sera disponible gratuitement sur demande.

11.19 **Règlement benchmark**

Sauf mention contraire, les indices ou indices de références utilisés par la Société et les Fonds sont, en date du présent Prospectus, fournis par des administrateurs d'indices qui ont recours aux accords transitoires du Règlement (UE) 2016/1011 (le « Règlement benchmark ») et qui, par conséquent, n'apparaissent pas sur le registre des administrateurs et des indices de référence de l'AEMF. Les informations mises à jour du registre seront disponibles au plus tard le 1^{er} janvier 2020. L'ACD conservera, le cas échéant, un plan écrit présentant les mesures qui seront prises dans le cas où un indice ferait l'objet d'importantes modifications ou cesserait d'être fourni.

ANNEXE I

CARACTÉRISTIQUES DU FONDS

Dénomination	Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund (Numéro de référence du produit de la FCA : 634524)
Type de Fonds	OPCVM soumis au chapitre 5 du COLL
Objectifs et politiques d'investissement	<p>Le Fonds vise à générer un rendement supérieur à l'indice personnalisé FTSE Developed Asia Pacific ex Japan, l'« indice de référence » (ou à tout autre indice pouvant ponctuellement le remplacer) avant le prélèvement des frais de gestion, tout en contrôlant soigneusement l'écart par rapport à l'indice de référence.</p> <p>Le Fonds investira principalement dans des actions de sociétés de la région Asie/Pacifique (hors Japon) incluses dans l'indice de référence. Les participations du Fonds sont sélectionnées principalement dans le but de reproduire les composantes de l'indice de référence. L'indice ne sera pas identiquement reproduit, ce qui peut entraîner des écarts de rendement. Il n'existe aucune restriction quant à la taille des sociétés dans lesquelles le Fonds peut investir.</p> <p>En plus de chercher à reproduire l'indice, le gestionnaire du Fonds mettra en œuvre des stratégies d'investissement visant à améliorer les rendements. Ces stratégies visent à générer des rendements basés sur les écarts entre les cours des titres émis par des sociétés comprises dans l'indice de référence, ou associés à celles-ci. Elles peuvent comprendre, sans s'y limiter, les stratégies de liquidité (investissement dans des « blocs de titres » à des cours décotés) et les stratégies de valeur relative (en tirant parti des écarts entre les cours des titres liés à la même société). De plus amples détails sur les stratégies d'investissement sont disponibles sur les pages du Fonds sur notre site Web (www.janushenderson.com).</p> <p>Le Fonds peut investir ses Actifs en valeurs mobilières, instruments monétaires, devises et opérations à terme, dépôts et parts de fonds communs de placement.</p> <p>Le Fonds peut avoir recours à des transactions</p>

sur les produits dérivés et à terme à des fins d'investissement, d'amélioration du rendement de l'indice et de gestion efficace du portefeuille.

Utilisation des indicateurs de référence

Contraintes, Objectif de performance et Comparateur relatifs/ves aux indices

FTSE customised Developed Asia Pacific ex Japan Index

L'indice FTSE customised Developed Asia-Pacific (ex Japan) Index permet de mesurer la performance combinée de grandes et moyennes sociétés issues des marchés boursiers développés et émergents les plus avancés de la région Asie-Pacifique, à l'exclusion du Japon. Il contraint le portefeuille du Fonds, constitue l'objectif de performance et fournit un point de comparaison utile permettant d'évaluer la performance du Fonds au fil du temps.

Comparateur de performances par groupe de pairs

IA Asia Pacific ex Japan Sector

Les fonds des groupes de l'Investment Association (IA) ayant des approches géographiques et/ou d'investissement similaires au niveau sectoriel. Le classement du fonds au sein du secteur (tel que calculé par un certain nombre de fournisseurs de données) peut être un point de comparaison utile par rapport à d'autres fonds ayant des objectifs similaires.

Point d'évaluation

12h00 chaque Jour de Bourse

Heure limite de négociation

12h00 chaque Jour de Bourse

Premier Jour de Bourse

1^{er} décembre 2005

Catégories et types d'Actions

Actions de capitalisation de Catégorie I
 Actions de capitalisation de Catégorie S
 Actions de capitalisation de Catégorie Y
 Actions de capitalisation de Catégorie Z
 Actions de distribution de Catégorie Z

	Actions de Catégorie I	Actions de Catégorie S**	Actions de Catégorie Y**	Actions de Catégorie Z**
Commission de souscription	Néant	Néant	Néant	Néant

Commission de rachat	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	Néant	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours
Commission d'ACD annuelle	0,75 %	0,25 %	0,75 %	Néant
Commission d'ACD annuelle prélevée sur	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus
Frais Administratif Généraux	0,02 %	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation	0,02 %	0,02 %

Investissement minimum	Actions de Catégorie I	Actions de Catégorie S**	Actions de Catégorie Y**	Actions de Catégorie Z**
Somme forfaitaire	500 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP
Participation	500 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP
Souscription complémentaire	10 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP
Rachat	10 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP

Le nouveau seuil d'investissement ne s'appliquera pas aux comptes existants mais s'appliquera à tout nouvel investissement réalisé par les Actionnaires existants.

Performance passée Se reporter à l'Annexe VI

** L'ACD peut convenir avec les investisseurs d'une commission supplémentaire qui ne serait pas prélevée sur le Fonds (se reporter à la section intitulée « Commissions pour les détenteurs d'Actions de Catégorie S, Catégorie Y et Catégorie Z »).

Dénomination	Janus Henderson Credit Alpha Fund (Numéro de référence du produit de la FCA : 634529)
Type de Fonds	OPCVM soumis au chapitre 5 du COLL
Objectif d'investissement	Le Fonds vise à générer des rendements positifs. Le Fonds vise typiquement à offrir des rendements absolus (supérieurs à zéro) sur une période continue de 12 mois. Une performance absolue n'est pas garantie sur cette période spécifique ni sur toute autre période de temps et par conséquent le capital est effectivement à risque.
Politique d'investissement	Le Fonds cherchera à atteindre son objectif investissement en prenant des positions directionnelles, de valeur relative, structurelles et tactiques dans des obligations d'entreprises, titres adossés, actions privilégiées, actions, credit default swaps sur crédits garantis, ainsi que sur d'autres instruments dérivés autorisés. Le Fonds peut aussi investir ses actifs en valeurs mobilières, instruments monétaires, dérivés et opérations à terme, dépôts et parts de fonds communs de placement.
Point d'Évaluation	12h00 chaque Jour de Bourse
Heure limite de négociation	12h00 chaque Jour de Bourse
Premier Jour de Bourse	2 juillet 2007
Catégories et types d'Actions	Actions de capitalisation de Catégorie A Actions de capitalisation de Catégorie A en dollar US (couvertes) Actions de capitalisation de Catégorie A en euro (couvertes) Actions de capitalisation de Catégorie G Actions de capitalisation de Catégorie G en dollar US (couvertes) Actions de capitalisation de Catégorie G en euro (couvertes) Actions de capitalisation de Catégorie I Actions de capitalisation de Catégorie I en dollar US (couvertes) Actions de capitalisation de Catégorie I en euro (couvertes)

Actions de capitalisation de Catégorie S
 Actions de capitalisation de Catégorie Y
 Actions de capitalisation de Catégorie Y en dollar US
 (couvertes)
 Actions de capitalisation de Catégorie Y en euro
 (couvertes)
 Actions de capitalisation de Catégorie Z
 Actions de distribution de Catégorie Z

	Actions de Catégorie A (comprenant GBP, EUR et USD)	Actions de Catégorie I (comprenant GBP, EUR et USD)	Actions de Catégorie S**
Commission de souscription	5,00 %	2,00 %	Néant
Commission de rachat	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	Néant
Commission d'ACD annuelle	1,25 %	1,00 %	0,25 %
Commission d'ACD annuelle prélevée sur	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus
Commission de performance	20 %	Néant	Néant
Frais Administratifs Généraux	0,14 %	0,045 %	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation
	Actions de Catégorie G (comprenant GBP, EUR et USD)	Actions de Catégorie Y** (comprenant GBP, EUR et USD)	Actions de Catégorie Z**
Commission de souscription	Néant	2,00 %	Néant
Commission de rachat	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours
Commission d'ACD annuelle	0,675 %	0,75 %	Néant

Commission d'ACD annuelle prélevée sur Commission de performance	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus
	20 %	20 %	Néant

Frais Administratifs Généraux	0,045 %	0,045 %	0,023 %
--------------------------------------	---------	---------	---------

Investissement minimum	Actions de Catégorie A (GBP)	Actions de Catégorie I (GBP)	Actions de Catégorie S**
Somme forfaitaire	1 000 GBP	100 000 000 GBP	10 000 000 GBP
Participation	1 000 GBP	50 000 GBP	10 000 000 GBP
Souscription complémentaire	100 GBP	10 000 GBP	1 000 000 GBP
Rachat	100 GBP	10 000 GBP	1 000 000 GBP

Investissement minimum	Actions de Catégorie Y** (GBP)	Actions de Catégorie Z** (GBP)	Actions de Catégorie A USD (couvertes)
Somme forfaitaire	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	1 500 USD
Participation	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	1 500 USD
Souscription complémentaire	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	750 USD
Rachat	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	750 USD

	Actions de Catégorie A EUR (couvertes)	Actions de Catégorie I USD (couvertes)	Actions de Catégorie I EUR (couvertes)
Somme forfaitaire	1 500 EUR	100 000 000 USD	100 000 000 EUR
Participation	1 500 EUR	75 000 USD	75 000 EUR
Souscription complémentaire	750 EUR	37 000 USD	37 000 EUR
Rachat	750 EUR	37 000 USD	37 000 EUR

	Actions de Catégorie Y USD (couvertes)	Actions de Catégorie Y EUR (couvertes)	Actions de Catégorie G GBP
Somme forfaitaire	15 000 000 USD	15 000 000 EUR	20 000 000 GBP
Participation	15 000 000 USD	15 000 000 EUR	20 000 000 GBP
Souscription complémentaire	1 500 000 USD	1 500 000 EUR	2 000 000 GBP
Rachat	1 500 000 USD		2 000 000 GBP

	Actions de catégorie G EUR (couvertes)	Actions de catégorie G USD (couvertes)	
Somme forfaitaire	20 000 000 EUR	20 000 000 USD	
Participation	20 000 000 EUR	20 000 000 USD	
Souscription complémentaire	2 000 000 EUR	2 000 000 USD	

Rachat 2 000 000 EUR 2 000 000 USD

Le nouveau seuil d'investissement ne s'appliquera pas aux comptes existants mais s'appliquera à tout nouvel investissement réalisé par les Actionnaires existants.

De plus amples détails concernant les conditions d'éligibilité associées aux investissements dans des Actions de Catégorie G sont disponibles à la section 2.3.

Performance passée Se reporter à l'Annexe VI.

** L'ACD peut convenir avec les investisseurs d'une commission supplémentaire qui ne serait pas prélevée sur le Fonds (se reporter à la section intitulée « Commissions pour les détenteurs d'Actions de Catégorie S, Catégorie Y et Catégorie Z »).

Dénomination**Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund****(Numéro de référence du produit de la FCA : 634525)****Type de Fonds**

OPCVM soumis au chapitre 5 du COLL

Objectifs et politiques d'investissement

Le Fonds vise à générer un rendement supérieur à l'indice personnalisé FTSE Developed Europe ex UK, l'« indice de référence » (ou à tout autre indice pouvant ponctuellement le remplacer) avant le prélèvement des frais de gestion, tout en contrôlant soigneusement l'écart par rapport à l'indice de référence.

Le Fonds investira principalement dans des actions de sociétés européennes incluses dans l'indice de référence. Les participations du Fonds sont sélectionnées principalement dans le but de reproduire les composantes de l'indice de référence. L'indice ne sera pas identiquement reproduit, ce qui peut entraîner des écarts de rendement. Il n'existe aucune restriction quant à la taille des sociétés dans lesquelles le Fonds peut investir.

En plus de chercher à reproduire l'indice, le gestionnaire du Fonds mettra en œuvre des stratégies d'investissement visant à améliorer les rendements. Ces stratégies visent à générer des rendements basés sur les écarts entre les cours des titres émis par des sociétés comprises dans l'indice de référence, ou associés à celles-ci. Elles peuvent comprendre, sans s'y limiter, les stratégies de liquidité (investissement dans des « blocs de titres » à des cours décotés) et les stratégies de valeur relative (en tirant parti des écarts entre les cours des titres liés à la même société). De plus amples détails sur les stratégies d'investissement sont disponibles sur les pages du Fonds sur notre site Web (www.janushenderson.com).

Le Fonds peut investir ses Actifs en valeurs mobilières, instruments monétaires, devises et opérations à terme, dépôts et parts de fonds communs de placement.

Le Fonds peut avoir recours à des transactions sur les produits dérivés et à terme à des fins d'investissement, d'amélioration du rendement de l'indice et de gestion efficace du portefeuille.

Utilisation des indicateurs de référence

Contraintes, Objectif de performance et Comparateur relatifs/ves aux indices

FTSE customised Developed Europe ex UK Index

L'indice FTSE customised Developed Europe (ex UK) Index permet de mesurer la performance combinée de sociétés issues des marchés boursiers développés et émergents avancés européens, à l'exclusion du Royaume-Uni. Il contraint le portefeuille du Fonds, constitue l'objectif de performance et fournit un point de comparaison utile permettant d'évaluer la performance du Fonds au fil du temps.

Comparateur de performances par groupe de pairs

IA Europe ex UK Sector

Les fonds des groupes de l'Investment Association (IA) ayant des approches géographiques et/ou d'investissement similaires au niveau sectoriel. Le classement du fonds au sein du secteur (tel que calculé par un certain nombre de fournisseurs de données) peut être un point de comparaison utile par rapport à d'autres fonds ayant des objectifs similaires.

Point d'évaluation

12h00 chaque Jour de Bourse

Heure limite de négociation

12h00 chaque Jour de Bourse

Premier Jour de Bourse

1^{er} décembre 2005

Catégories et types d'Actions

Actions de capitalisation de Catégorie I
Actions de capitalisation de Catégorie S
Actions de capitalisation de Catégorie Y
Actions de capitalisation de Catégorie Z
Actions de distribution de Catégorie Z

	Actions de Catégorie I	Actions de Catégorie S**	Actions de Catégorie Y**
Commission de souscription	Néant	Néant	Néant
Commission de rachat	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	Néant	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours

Commission d'ACD annuelle	0,75 %	0,25 %	0,75 %
Commission d'ACD annuelle prélevée sur	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus
Frais Administratif Généraux	0,02 %	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation	0,02 %

	Actions de Catégorie Z**		
Commission de souscription	Néant		
Commission de rachat	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours		
Commission d'ACD annuelle	Néant		
Commission d'ACD annuelle prélevée sur	Distributions de revenus	de	
Frais Administratif Généraux	0,02 %		

Investissement minimum	Actions de Catégorie I	Actions de Catégorie S**	Actions de Catégorie Y**
Somme forfaitaire	500 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP
Participation	500 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP
Souscription complémentaire	10 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP
Rachat	10 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP

Investissement minimum	Actions de Catégorie Z**
Somme forfaitaire	10 000 000 GBP
Participation	10 000 000 GBP
Souscription complémentaire	1 000 000 GBP
Rachat	1 000 000 GBP

Le nouveau seuil d'investissement ne s'appliquera pas aux comptes existants mais s'appliquera à tout nouvel investissement réalisé par les Actionnaires existants.

Performance Se reporter à

passée

l'Annexe VI

****** L'ACD peut convenir avec les investisseurs d'une commission supplémentaire qui ne serait pas prélevée sur le Fonds (se reporter à la section intitulée « Commissions pour les détenteurs d'Actions de Catégorie S, Catégorie Y et Catégorie Z »).

Dénomination **Janus Henderson Interest Rate Alpha Fund (pas encore lancé)**

(Numéro de référence du produit de la FCA : 634531)

Type de Fonds OPCVM soumis au chapitre 5 du COLL

Objectifs et politiques d'investissement Le Fonds vise à générer des rendements positifs en prenant des positions directionnelles, de valeur relative et tactiques sur les taux d'intérêt, en utilisant principalement des swaps de taux d'intérêt, contrats à terme sur obligations et taux d'intérêt, options sur obligations, obligations souveraines ainsi que d'autres instruments dérivés autorisés.

Le Fonds peut aussi investir ses actifs en valeurs mobilières, instruments monétaires, dérivés et opérations à terme, dépôts et parts de fonds communs de placement.

Point d'évaluation 12h00 chaque Jour de Bourse

Heure limite de négociation 12h00 chaque Jour de Bourse

Premier Jour de Bourse Pas encore lancé.

Catégories et types d'Actions Actions de capitalisation de Catégorie I
Actions de capitalisation de Catégorie S
Actions de capitalisation de Catégorie Y
Actions de capitalisation de Catégorie Z
Actions de distribution de Catégorie Z

	Actions de Catégorie A	Actions de Catégorie I	Actions de Catégorie S**
Commission de souscription	5 %	Néant	Néant
Commission de rachat	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	Néant
Commission d'ACD annuelle	2,50 %	1,70 %	0,25 %
Commission d'ACD annuelle prélevée sur	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus

Frais Administratif Généraux	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation
-------------------------------------	---	---	---

	Actions de Catégorie Y**	Actions de Catégorie Z**	
Commission de souscription	Néant	Néant	
Commission de rachat	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	
Commission d'ACD annuelle	2,50 %	Néant	
Commission d'ACD annuelle prélevée sur	Distributions de revenus	Distributions de revenus	
Frais Administratif Généraux	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation	

Investissement minimum	Actions de Catégorie A	Actions de Catégorie I**	Actions de Catégorie S**
Somme forfaitaire	1 000 GBP	500 000 GBP	10 000 000 GBP
Participation	1 000 GBP	500 000 GBP	10 000 000 GBP
Souscription complémentaire	100 GBP	10 000 GBP	1 000 000 GBP
Rachat	100 GBP	10 000 GBP	1 000 000 GBP

Investissement minimum	Actions de Catégorie Y**	Actions de Catégorie Z**
Somme forfaitaire	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP
Participation	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP
Souscription complémentaire	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP
Rachat	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP

Le nouveau seuil d'investissement ne s'appliquera pas aux comptes existants mais s'appliquera à tout nouvel investissement réalisé par les Actionnaires existants.

**Performance
passée** Se reporter à
 l'Annexe VI

** L'ACD peut convenir avec les investisseurs d'une commission supplémentaire qui ne serait pas prélevée sur le Fonds (se reporter à la section intitulée « Commissions pour les détenteurs d'Actions de Catégorie S, Catégorie Y et Catégorie Z »).

Dénomination**Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund****(Numéro de référence du produit de la FCA : 634530)****Type de Fonds**

OPCVM soumis au chapitre 5 du COLL

Objectifs et politiques d'investissement

Le Fonds vise à générer un rendement supérieur à l'indice personnalisé FTSE Japan, l'« indice de référence » (ou à tout autre indice pouvant ponctuellement le remplacer) avant le prélèvement des frais de gestion, tout en contrôlant soigneusement l'écart par rapport à l'indice de référence.

Le Fonds investira principalement dans des actions des sociétés japonaises incluses dans l'indice de référence. Les participations du Fonds sont sélectionnées principalement dans le but de reproduire les composantes de l'indice de référence. L'indice ne sera pas identiquement reproduit, ce qui peut entraîner des écarts de rendement. Il n'existe aucune restriction quant à la taille des sociétés dans lesquelles le Fonds peut investir.

En plus de chercher à reproduire l'indice, le gestionnaire du Fonds mettra en œuvre des stratégies d'investissement visant à améliorer les rendements. Ces stratégies visent à générer des rendements basés sur les écarts entre les cours des titres émis par des sociétés comprises dans l'indice de référence, ou associés à celles-ci. Elles peuvent comprendre, sans s'y limiter, les stratégies de liquidité (investissement dans des « blocs de titres » à des cours décotés) et les stratégies de valeur relative (en tirant parti des écarts entre les cours des titres liés à la même société). De plus amples détails sur les stratégies d'investissement sont disponibles sur les pages du Fonds sur notre site Web (www.janushenderson.com).

Le Fonds peut investir ses Actifs en valeurs mobilières, instruments monétaires, devises et opérations à terme, dépôts et parts de fonds communs de placement.

Le Fonds peut avoir recours à des transactions sur les produits dérivés et à terme à des fins d'investissement, d'amélioration du rendement de l'indice et de gestion efficace du portefeuille.

Utilisation des indicateurs de référence**Contraintes, Objectif de performance et Comparateur relatifs/ves aux indices**

FTSE customised Japan Index

L'indice FTSE customised Japan Index permet de mesurer la performance combinée de grandes et moyennes sociétés cotées sur les marchés boursiers japonais. Il contraint le portefeuille du Fonds, constitue l'objectif de performance et fournit un point de comparaison utile permettant d'évaluer la performance du Fonds au fil du temps.

Comparateur de performances par groupe de pairs

IA Japan

Les fonds des groupes de l'Investment Association (IA) ayant des approches géographiques et/ou d'investissement similaires au niveau sectoriel. Le classement du fonds au sein du secteur (tel que calculé par un certain nombre de fournisseurs de données) peut être un point de comparaison utile par rapport à d'autres fonds ayant des objectifs similaires.

Point d'évaluation

12h00 chaque Jour de Bourse

Heure limite de négociation

12h00 chaque Jour de Bourse

Premier Jour de Bourse1^{er} décembre 2005**Catégories et types d'Actions**

Actions de capitalisation de Catégorie A
Actions de capitalisation de Catégorie I
Actions de capitalisation de Catégorie C
Actions de capitalisation de Catégorie S
Actions de capitalisation de Catégorie Y
Actions de capitalisation de Catégorie Z
Actions de distribution de Catégorie Z

	Actions de Catégorie A	Actions de Catégorie I	Actions de Catégorie S**	Actions de Catégorie Y**	Actions de Catégorie Z**	Actions de Catégorie C
Commission de souscription	5,00 %	Néant	Néant	Néant	Néant	5,00 %
Commission de rachat	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	Néant	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours
Commission d'ACD annuelle	0,50 %	0,30 %	0,25 %	0,75 %	Néant	0,50 %
Commission d'ACD annuelle prélevée sur Frais Administratifs Généraux	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus
	0,18 %	0,02 %	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation	0,02 %	0,02 %	0,045 %
Investissement minimum	Actions de Catégorie A	Actions de Catégorie I	Actions de Catégorie S**	Actions de Catégorie Y**	Actions de Catégorie Z**	Actions de Catégorie C
Somme forfaitaire	1 000 GBP	500 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	50 000 000 GBP
Participation	1 000 GBP	500 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	50 000 000 GBP
Souscription complémentaire	100 GBP	10 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	250 GBP
Rachat	100 GBP	10 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	250 GBP
Épargne mensuelle	100 GBP	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Le nouveau seuil d'investissement ne s'appliquera pas aux comptes existants mais s'appliquera à tout nouvel investissement réalisé par les Actionnaires existants.

**Performance
passée** Se reporter à
 l'Annexe VI

****** L'ACD peut convenir avec les investisseurs d'une commission supplémentaire qui ne serait pas prélevée sur le Fonds (se reporter à la section intitulée « Commissions pour les détenteurs d'Actions de Catégorie S, Catégorie Y et Catégorie Z »).

Dénomination **Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund**

(Numéro de référence du produit de la FCA : 634526)

Type de Fonds OPCVM soumis au chapitre 5 du COLL

Objectifs et politiques d'investissement

Le Fonds vise à générer un rendement supérieur à l'indice personnalisé FTSE North America, l'« indice de référence » (ou à tout autre indice pouvant ponctuellement le remplacer) avant le prélèvement des frais de gestion, tout en contrôlant soigneusement l'écart par rapport à l'indice de référence.

Le Fonds investira principalement dans des actions de sociétés nord-américaines incluses dans l'indice de référence. Les participations du Fonds sont sélectionnées principalement dans le but de reproduire les composantes de l'indice de référence. L'indice ne sera pas identiquement reproduit, ce qui peut entraîner des écarts de rendement. Il n'existe aucune restriction quant à la taille des sociétés dans lesquelles le Fonds peut investir.

En plus de chercher à reproduire l'indice, le gestionnaire du Fonds mettra en œuvre des stratégies d'investissement visant à améliorer les rendements. Ces stratégies visent à générer des rendements basés sur les écarts entre les cours des titres émis par des sociétés comprises dans l'indice de référence, ou associés à celles-ci. Elles peuvent comprendre, sans s'y limiter, les stratégies de liquidité (investissement dans des « blocs de titres » à des cours décotés) et les stratégies de valeur relative (en tirant parti des écarts entre les cours des titres liés à la même société). De plus amples détails sur les stratégies d'investissement sont disponibles sur les pages du Fonds sur notre site Web (www.janushenderson.com).

Le Fonds peut investir ses Actifs en valeurs mobilières, instruments monétaires, devises et opérations à terme, dépôts et parts de fonds communs de placement.

Le Fonds peut avoir recours à des transactions sur les produits dérivés et à terme à des fins d'investissement, d'amélioration du rendement de l'indice et de gestion efficace du portefeuille.

Utilisation des indicateurs de référence

Contraintes, Objectif de performance et Comparateur relatifs/ves aux indices

FTSE customised North America Index

L'indice FTSE customised North America Index permet de mesurer la performance combinée de grandes et moyennes sociétés issues des marchés boursiers nord-américains. Il contraint le portefeuille du Fonds, constitue l'objectif de performance et fournit un point de comparaison utile permettant d'évaluer la performance du Fonds au fil du temps.

Comparateur de performances par groupe de pairs

IA North America

Les fonds des groupes de l'Investment Association (IA) ayant des approches géographiques et/ou d'investissement similaires au niveau sectoriel. Le classement du fonds au sein du secteur (tel que calculé par un certain nombre de fournisseurs de données) peut être un point de comparaison utile par rapport à d'autres fonds des objectifs similaires.

Point d'évaluation

12h00 chaque Jour de Bourse

Heure limite de négociation

12h00 chaque Jour de Bourse

Premier Jour de Bourse

24 février 2006

Catégories et types d'Actions

Actions de capitalisation de Catégorie A
Actions de capitalisation de Catégorie I
Actions de capitalisation de Catégorie S
Actions de capitalisation de Catégorie Y
Actions de capitalisation de Catégorie Z
Actions de distribution de Catégorie Z

	Actions de Catégorie A	Actions de Catégorie I	Actions de Catégorie S**	Actions de Catégorie Y**	Actions de Catégorie Z**
Commission de souscription	5 %	Néant	Néant	Néant	Néant
Commission de rachat	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	Néant	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours	3 % maximum à la discrétion de l'ACD sur les souscriptions détenues pendant moins de 90 jours
Commission d'ACD annuelle	0,50 %	0,30 %	0,25 %	0,75 %	Néant
Commission d'ACD annuelle prélevée sur	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus	Distributions de revenus
Frais Administratifs Généraux	0,18 %	0,02 %	Cette catégorie d'actions n'est actuellement pas en circulation	0,02 %	0,02 %
Investissement minimum	Actions de Catégorie A	Actions de Catégorie I	Actions de Catégorie S**	Actions de Catégorie Y**	Actions de Catégorie Z**
Somme forfaitaire	5 000 GBP	500 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP
Participation	5 000 GBP	500 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP	10 000 000 GBP
Souscription complémentaire	100 GBP	10 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP
Rachat	100 GBP	10 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP	1 000 000 GBP
Épargne mensuelle	100 GBP	Néant	Néant	Néant	Néant

Le nouveau seuil d'investissement ne s'appliquera pas aux comptes existants mais s'appliquera à tout nouvel investissement réalisé par les Actionnaires existants.

Performance passée Se reporter à l'Annexe VI

** L'ACD peut convenir avec les investisseurs d'une commission supplémentaire qui ne serait pas prélevée sur le Fonds (se reporter à la section intitulée « Commissions pour les détenteurs d'Actions de Catégorie S, Catégorie Y et Catégorie Z »).

ANNEXE II

MARCHÉS DE TITRES ÉLIGIBLES ET MARCHÉS DE DÉRIVÉS ÉLIGIBLES

Tous les Fonds peuvent négocier sur les marchés de titres et les marchés de dérivés des États membres de l'EEE sur lesquels les valeurs mobilières admises à la cote officielle des États membres de l'EEE sont négociées, et par conséquent ces marchés ne sont pas spécifiquement énumérés ci-dessous.

De plus, jusqu'à 10 pour cent de la valeur d'un Fonds peuvent être investis en valeurs mobilières qui ne sont pas des titres agréés.

Chaque Fonds peut aussi négocier sur les marchés de titres et les marchés de dérivés indiqués ci-dessous :

Marchés de titres éligibles :	Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund	Janus Henderson Credit Alpha Fund	Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund	Janus Henderson Interest Rate Alpha Fund	Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund	Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund
Australie						
Bourse des valeurs australiennes	✓	✓		✓	✓	✓
Brésil						
BM & F BOVESPA SA						✓
Canada						
Bourse de Montréal		✓		✓		✓
Bourse de croissance TSX		✓		✓		✓
Bourse de Toronto		✓		✓		✓
Îles Anglo-Normandes						
Bourse des Îles Anglo-Normandes		✓				
Chili						
Bourse de Santiago						
Chine (RAS)						
Chine Shanghai (USD)	✓					
Chine Shenzhen (HKD)	✓					
Égypte						
Bourse d'Égypte						
Hong Kong						
Bourse de Hong Kong	✓				✓	✓
The Hong Kong GEM	✓					
Inde						
Bourse de Mumbai	✓					
Bourse de Calcutta	✓					
La Bourse, Mumbai	✓					
La Bourse Nationale	✓					
Indonésie						
Bourse d'Indonésie	✓					

Marchés de titres éligibles :	Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund	Janus Henderson Credit Alpha Fund	Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund	Janus Henderson Interest Rate Alpha Fund	Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund	Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund
Bourse de Djakarta						
Bourse de Surabaya						
Israël						
Bourse de Tel Aviv			✓			
Japon						
Bourse de Nagoya		✓		✓	✓	
Bourse de Kyoto		✓		✓	✓	
Bourse de Sapporo		✓		✓	✓	
JASDAQ Securities Exchange		✓		✓	✓	
Bourse de Tokyo		✓		✓	✓	
Osaka Securities Exchange					✓	
Malaisie						
Bursa Malaysia	✓					
Mexique						
Bolsa Mexicana de Valores		✓		✓		✓
Nouvelle-Zélande						
Bourse de Nouvelle-Zélande	✓			✓		
Pérou						
Bourse de Lima						
Philippines						
Bourse des Philippines	✓					
Roumanie						
Bourse de Bucarest						
Singapour						
SGX, Bourse de Singapour	✓	✓			✓	
Afrique du Sud						
JSE, Bourse de Johannesburg						
Corée du Sud						
Korea Exchange Incorporated	✓				✓	
Suisse						
Bourse Suisse SWX		✓	✓	✓		✓
Taiwan						
Bourse de Taiwan	✓					
Marché de valeurs mobilières Gre Tai	✓					
Thaïlande						
La Bourse de Thaïlande	✓					
Turquie						
Bourse		✓	✓	✓		

Marchés de titres éligibles :	Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund	Janus Henderson Credit Alpha Fund	Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund	Janus Henderson Interest Rate Alpha Fund	Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund	Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund
d'Istanbul						
États-Unis d'Amérique						
NYSE MKT LLC		✓		✓		✓
Bourse de Boston		✓		✓		✓
Bourse de Chicago		✓		✓		✓
NASDAQ	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Bourse nationale		✓		✓		✓
Bourse de New York	✓	✓	✓	✓	✓	✓
OTC Bulletin Board (NASDAQ)		✓		✓		✓
Marché OTC des valeurs souveraines américaines dirigé par des courtiers choisis par la Federal Reserve Bank of New York		✓		✓		
NYSE Arca		✓		✓		✓
NASDAQ OMX PHLX		✓		✓		✓
TRACE		✓				✓

Marchés d'instruments dérivés éligibles	Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund	Janus Henderson Credit Alpha Fund	Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund	Janus Henderson Interest Rate Alpha	Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund	Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund
Australie						
ASX Ltd	✓	✓		✓	✓	
Sydney Futures Exchange					✓	✓
Canada						
Bourse de Montréal		✓		✓		✓
Hong Kong						
Bourse de Hong Kong (HKEx)	✓			✓	✓	
Inde						
Bourse nationale	✓					
La Bourse de Mumbai	✓					
Japon						
Bourse de Tokyo (TSE)		✓	✓	✓	✓	✓
Osaka Securities Exchange		✓		✓	✓	
Malaisie						
Bursa Malaysia	✓			✓		

Derivatives						
Singapour						
Bourse de Singapour	✓	✓		✓	✓	
Corée du Sud						
Korean Exchange Incorporated	✓			✓	✓	
Suisse						
Eurex Zurich Exchange			✓			
Taiwan						
Taiwan Futures Exchange	✓					
Thaïlande						
Thailand Futures Exchange	✓					
Turquie						
The Turkish Derivatives Exchange			✓			
États-Unis d'Amérique						
Bourse américaine		✓	✓	✓		✓
CME Group Inc		✓	✓	✓	✓	✓
Chicago Board Options		✓	✓	✓		✓
Chicago Board of Trade	✓					
Bourse de Philadelphie		✓	✓	✓		✓
New York Futures		✓	✓	✓		✓

ANNEXE III

GESTION DES INVESTISSEMENTS ET CAPACITÉ D'EMPRUNT DE LA SOCIÉTÉ

Restrictions d'investissement

Les références aux termes spécifiques non définis parmi les « Définitions » de la section 1 se rapportent aux définitions du glossaire du recueil de la FCA.

1. Généralités

- 1.1 Les actifs de chaque Fonds seront investis aux fins de réaliser l'objectif d'investissement dudit Fonds, mais sous réserve des limites stipulées au chapitre 5 du COLL Sourcebook. Ces limites s'appliquent à chaque Fonds comme résumé ci-dessous.
- 1.2 L'ACD doit s'assurer que, tout en prenant en compte les objectifs et la politique d'investissement du Fonds, les actifs de chaque Fonds présentent une répartition prudente des risques.
- 1.3 Sauf disposition contraire du chapitre 5 du COLL, les actifs d'un Fonds doivent être exclusivement constitués d'un ou plusieurs des instruments suivants :
 - 1.3.1 valeurs mobilières ;
 - 1.3.2 instruments monétaires approuvés ;
 - 1.3.3 instruments dérivés autorisés (y compris des Swaps de rendement total, des options, des contrats à terme standardisés, des contrats à terme négociés de gré à gré et des contrats pour différence) et contrats à terme négociés de gré à gré ;
 - 1.3.4 dépôts autorisés ; et
 - 1.3.5 parts d'organismes de placement collectif autorisées.
- 1.4 Les valeurs mobilières et instruments monétaires approuvés qui sont détenus dans un Fonds doivent être admis ou négociés sur un marché éligible tel que décrit aux paragraphes 2.3 et 2.4 ci-dessous ou en ce qui concerne les instruments monétaires approuvés qui n'ont pas été admis ou négociés sur un marché éligible, au paragraphe 4.7 ci-dessous, ou les valeurs mobilières émises récemment, les conditions de l'émission doivent contenir l'engagement qu'une demande d'admission à un marché éligible a été faite et que ladite admission sera effective dans un délai d'un an à compter de l'émission.
- 1.5 La valeur des Actifs d'un Fonds ne peut être constituée pour plus de 10 pour cent de valeurs mobilières et instruments monétaires approuvés qui ne relèvent pas du paragraphe 1.4.

1.6 Les exigences relatives aux marges et à l'investissement dans les titres souverains et publics ne s'appliquent pas avant l'échéance d'une période de six mois à compter de la date d'effet de l'ordre d'autorisation concernant le Fonds (où à laquelle a débuté l'offre de souscription, si cette date est postérieure), sous réserve que l'exigence de maintenir une répartition prudente de risque soit observée.

1.7 Il n'est pas prévu qu'un Fonds ait des participations en biens corporels, meubles ou immeubles.

2. **Régime des marchés éligibles : objectif**

2.1 Protéger les investisseurs : les marchés sur lesquels les investissements d'un fonds sont négociés ou échangés doivent être d'une qualité adéquate (« éligible ») au moment de l'acquisition de l'investissement et jusqu'à sa cession.

2.2 Si un marché cesse d'être éligible, les investissements sur ledit marché cessent d'être des titres approuvés. La limitation de 10 pour cent concernant l'investissement dans des valeurs non approuvées s'applique alors, et le dépassement de cette limite en raison d'un marché qui cesse d'être éligible sera généralement considéré comme un manquement involontaire.

2.3 Un marché de titres ou de dérivés est éligible en vertu des règles s'il s'agit d'un marché réglementé, ou d'un marché d'un État membre de l'EEE s'il est réglementé, régulièrement en activité et ouvert au public.

2.4 Un marché de titres ou de dérivés ne répondant pas à la définition ci-dessus est éligible si l'ACD, après consultation et notification auprès du Dépositaire, décide que ce marché est approprié pour l'investissement ou la négociation des actifs, si le marché est inclus dans une liste du Prospectus, et si le Dépositaire a exercé une vigilance raisonnable pour déterminer que des dispositions de conservation adéquates pouvaient s'appliquer à l'investissement négocié sur ce marché, et si toutes les étapes raisonnables ont été suivies par l'ACD pour décider que ce marché était éligible.

2.5 Un marché ne peut être considéré comme approprié que s'il est réglementé, en fonctionnement régulier, s'il est reconnu, s'il est ouvert au public, s'il dispose de liquidités suffisantes et s'il bénéficie de dispositions adéquates pour la libre transmission des revenus et du capital aux investisseurs ou à l'ordre des investisseurs.

3. Valeurs mobilières

3.1 Un Fonds ne peut investir dans une valeur mobilière que dans la mesure où ladite valeur mobilière obéit aux critères suivants :

3.1.1 la perte potentielle que peut subir le Fonds sur la détention de la valeur mobilière est limitée au montant versé pour ce titre ;

3.1.2 sa liquidité ne compromet pas la capacité de l'ACD à répondre à son obligation de racheter les Actions à la demande de tout Actionnaire qualifié en vertu du recueil de procédures de la FCA ;

3.1.3 il existe pour la valeur mobilière une valorisation fiable faite comme suit :

3.1.3.1 dans le cas d'une valeur mobilière admise ou négociée sur un marché éligible, s'il existe des prix exacts, fiables et réguliers qui sont soit des prix de marché, soit des prix indiqués par des systèmes d'évaluation indépendants des émetteurs ;

3.1.3.2 dans le cas d'une valeur mobilière non admise ou négociée sur un marché éligible, s'il existe une évaluation réalisée périodiquement qui est dérivée des informations fournies par l'émetteur de la valeur mobilière ou émane d'une recherche en investissement compétente ;

3.1.4 il existe pour la valeur mobilière des informations appropriées, comme suit :

3.1.4.1 dans le cas d'une valeur mobilière admise ou négociée sur un marché éligible, s'il existe des informations régulières, précises et complètes disponibles sur le marché, concernant la valeur mobilière ou, le cas échéant, le portefeuille de la valeur mobilière ;

3.1.4.2 dans le cas d'une valeur mobilière non admise ou négociée sur un marché éligible, si des informations régulières et précises sont à la disposition de l'ACD, concernant la valeur mobilière ou, le cas échéant, le portefeuille de la valeur mobilière ;

3.1.5 elle est négociable ; et

3.1.6 ses risques sont suffisamment appréhendés par la procédure de gestion des risques de l'ACD.

- 3.2 À moins que des informations portées à la connaissance de l'ACD ne mènent à une conclusion différente, une valeur mobilière qui est admise ou négociée sur un marché éligible sera présumée :
- 3.2.1 ne compromettant pas la capacité de l'ACD à remplir son obligation de racheter des Actions à la demande d'un Actionnaire qualifié ; et
 - 3.2.2 être négociable.
- 3.3 Une part ou action d'un fonds fermé aux souscriptions et aux rachats devra être considérée être une valeur mobilière pour les besoins d'investissement d'un Fonds, à condition de remplir les critères de valeur mobilière fixés au paragraphe 3.1 ci-dessus et :
- 3.3.1 lorsque le fonds fermé aux souscriptions et aux rachats est constitué sous forme de société d'investissement ou de « unit trust » :
 - 3.3.1.1 il est soumis aux mécanismes de gouvernance des entreprises appliqués aux sociétés ; et
 - 3.3.1.2 lorsqu'une autre personne exerce l'activité de gestion d'actifs pour son compte, cette personne est soumise à la réglementation nationale pour l'application de la protection des investisseurs ; ou
 - 3.3.2 lorsque le fonds à capital fermé est constitué sous forme de fonds contractuel :
 - 3.3.2.1 il est soumis aux mécanismes de gouvernance des entreprises équivalents à ceux appliqués aux sociétés ; et
 - 3.3.2.2 il est géré par une personne qui est soumise à une réglementation nationale pour l'application de la protection des investisseurs.
- 3.4 Le Fonds n'investira pas plus de 5 pour cent dans des warrants.
- 3.5 Un Fonds peut investir dans tout autre investissement qui sera considéré être une valeur mobilière pour les besoins d'investissement d'un Fonds, à condition que l'investissement :
- 3.5.1 remplisse les critères des valeurs mobilières fixés au paragraphe 3.1 ci-dessus ; et
 - 3.5.2 soit adossé ou lié à la performance d'autres actifs, qui peuvent différer de ceux dans lesquels un Fonds peut investir.

3.6 Lorsqu'un investissement relevant du paragraphe 3.5 contient une composante dérivée (comme décrit au paragraphe 10 ci-dessous), les conditions imposées par la présente section aux instruments dérivés et aux contrats à terme s'appliqueront à cette composante.

4. **Instruments monétaires approuvés**

4.1 Un instrument du marché monétaire approuvé est un instrument du marché monétaire qui est normalement négocié sur le marché monétaire, qui est liquide et qui peut avoir une valeur déterminée avec précision à tout moment.

4.2 Un instrument du marché monétaire sera considéré comme normalement négocié sur le marché monétaire si :

4.2.1 il a une échéance à l'émission allant jusqu'à 397 jours inclus ;

4.2.2 il a une échéance résiduelle allant jusqu'à 397 jours inclus ;

4.2.3 il subit des ajustements de rendement réguliers conformes aux conditions du marché monétaire au moins tous les 397 jours ; ou

4.2.4 il a un profil de risque, y compris les risques de crédit et de taux d'intérêt, correspondant à celui d'un instrument qui a une échéance conforme à celle indiquée au paragraphe 4.2.1 ou 4.2.2 ou il est soumis aux ajustements des rendements prévus au paragraphe 4.2.3.

4.3 Un instrument du marché monétaire sera considéré comme liquide s'il peut être vendu à un coût limité dans un laps de temps suffisamment court, compte tenu de l'obligation de l'ACD de racheter les Actions à la demande d'un Actionnaire qualifié.

4.4 Un instrument du marché monétaire sera considéré comme ayant une valeur pouvant être déterminée avec précision à tout moment s'il existe des systèmes de valorisation précis et fiables, remplissant les critères suivants :

4.4.1 ils permettent à l'ACD de calculer une valeur nette d'inventaire correspondant à la valeur à laquelle l'instrument détenu dans le Fonds pourrait être échangé entre des parties informées et consentantes dans des conditions de pleine concurrence ; et

4.4.2 ils prennent pour base soit les données du marché, soit des modèles de valorisation, y compris des systèmes basés sur la méthode des coûts amortis.

- 4.5 Un instrument du marché monétaire qui est normalement négocié sur le marché monétaire et admis ou admis aux négociations sur un marché éligible sera considéré être liquide et avoir une valeur pouvant être déterminée avec précision à tout moment, sauf si l'ACD dispose d'informations devant mener à une décision différente.
- 4.6 En plus des instruments admis ou négociés sur un marché éligible, un Fonds peut investir dans un instrument du marché monétaire autorisé, à condition de remplir les exigences suivantes :
- 4.6.1 l'émission ou l'émetteur est réglementé(e) pour les besoins de la protection des investisseurs et d'épargne ; et
- 4.6.2 l'instrument est émis ou garanti conformément aux paragraphes 4.8 et 4.9 ci-dessous.
- 4.7 L'émission ou l'émetteur d'un instrument du marché monétaire, autre qu'un instrument négocié sur un marché éligible, sera considéré comme réglementé pour les besoins de protection des investisseurs et d'épargne si :
- 4.7.1 l'instrument est un instrument autorisé du marché monétaire ;
- 4.7.2 des informations appropriées sont disponibles sur l'instrument (y compris des informations qui permettent une évaluation appropriée des risques de crédit relatifs à l'investissement dans l'instrument), en application des paragraphes 4.10, 4.11 et 4.12 ci-dessous ; et
- 4.7.3 l'instrument est librement négociable.
- 4.8 Un Fonds peut investir dans un instrument du marché monétaire si cet instrument :
- 4.8.1 est émis ou garanti par l'une des entités suivantes :
- 4.8.1.1 une autorité centrale d'un État membre de l'EEE ou, si cet État est un état fédéral, l'un des membres constituant la fédération ;
- 4.8.1.2 une autorité régionale ou locale d'un État membre de l'EEE ;
- 4.8.1.3 la Banque Centrale Européenne ou une banque centrale d'un État membre de l'EEE ;

- 4.8.1.4 l'Union européenne ou la Banque Européenne d'Investissement ;
 - 4.8.1.5 un État non membre de l'EEE ou, dans le cas d'un État fédéral, l'un des membres constituant la fédération ;
 - 4.8.1.6 un organisme international public dont un ou plusieurs des États membres de l'EEE font partie ; ou
- 4.8.2 est émis par une entité, dont certains titres sont négociés sur un marché éligible ; ou
- 4.8.3 est émis ou garanti par un établissement qui :
- 4.8.3.1 est soumis à une surveillance prudentielle, en application des critères définis par le droit de la communauté européenne ; ou
 - 4.8.3.2 est soumis et se conforme aux règles prudentielles considérées par la FCA comme étant au moins aussi rigoureuses que celles édictées par le droit de la communauté européenne.
- 4.9 Un établissement sera considéré comme satisfaisant les exigences du paragraphe 4.8.3.1 s'il est soumis et répond à un ou plusieurs des critères suivants :
- 4.9.1 il est établi dans l'Espace Économique Européen ;
 - 4.9.2 il est établi dans un pays membre de l'OCDE faisant partie du Groupe des 10 ;
 - 4.9.3 il fait l'objet d'une notation minimale d'« investment grade » ;
 - 4.9.4 en se fondant sur une analyse approfondie de l'émetteur, l'on peut démontrer que les règles prudentielles applicables à cet émetteur sont au moins aussi rigoureuses que celles édictées par le droit de la communauté européenne.
- 4.10 Dans le cas d'un instrument autorisé du marché monétaire au sens des paragraphes 4.8 et 4.9 ci-dessus ou émis par une entité du type évoqué au COLL 5.2.10EG, ou qui est émis par une autorité au sens de 4.8.1.2 ou un organisme international public au sens de 4.8.1.6 mais qui n'est pas garanti par une autorité centrale au sens de 4.8.1.1, les informations suivantes doivent être disponibles :

- 4.10.1 des informations concernant à la fois l'émission ou le programme d'émission, et la situation juridique et financière de l'émetteur avant l'émission de l'instrument, vérifiées par des tiers appropriés et qualifiés non soumis aux instructions de l'émetteur ;
 - 4.10.2 des mises à jour de ces informations, régulièrement et à chaque événement significatif ; et
 - 4.10.3 des statistiques fiables et disponibles sur l'émission ou le programme d'émission.
- 4.11 Dans le cas d'un instrument autorisé du marché monétaire émis ou garanti par un établissement au sens de 4.8.3, les informations suivantes doivent être disponibles :
- 4.11.1 des informations concernant à la fois l'émission ou le programme d'émission, et la situation juridique et financière de l'émetteur avant l'émission de l'instrument ;
 - 4.11.2 des mises à jour de ces informations, régulièrement et à chaque événement significatif ; et
 - 4.11.3 des statistiques fiables et disponibles sur l'émission ou le programme d'émission ou toute autre donnée permettant une évaluation appropriée des risques de crédit concernant l'investissement dans ces instruments.
- 4.12 Dans le cas d'un instrument autorisé du marché monétaire :
- a) au sens de 4.8.1.1, 4.8.1.4 ou 4.8.1.5 ; ou
 - b) qui est émis par une autorité au sens de 4.8.1.2 ou un organisme public international au sens de 4.8.1.6 et est garanti par une autorité centrale au sens de 4.8.1.1 ;

des informations sur l'émission ou le programme d'émission doivent être rendues disponibles ou sur la situation légale et financière de l'émetteur avant l'émission de l'instrument.

5. **Marge : généralités**

- 5.1 Des règles différentes s'appliquent aux titres souverains et publics (voir ci-dessous).
- 5.2 Au titre de cette exigence, les sociétés incluses dans le même groupe à des fins de consolidation comptable tel que défini en vertu de la directive 83/349/CEE, ou

dans le même groupe conformément aux normes comptables internationales, sont considérées comme une entité unique.

- 5.3 La valeur des actifs d'un Fonds ne peut être constituée pour plus de 20 pour cent en dépôts auprès d'une seule et même entité.
- 5.4 La valeur des actifs ne peut être constituée de plus de 5 pour cent de valeurs mobilières ou instruments monétaires autorisés émis par une entité unique, avec l'exception que la limite de 5 pour cent est portée à 10 pour cent pour un maximum de 40 pour cent des Actifs. Les obligations sécurisées ne relèvent pas de l'application de la limite de 40 pour cent. À ces fins, les certificats représentant certains titres sont considérés comme équivalents au titre sous-jacent.
- 5.5 La limite de 5 pour cent au paragraphe 5.4 est portée à 25 pour cent de la valeur des actifs pour ce qui est des obligations sécurisées, sous réserve que lorsqu'un Fonds investit plus de 5 pour cent en obligations sécurisées émises par une entité unique, la valeur totale des obligations sécurisées détenues ne doit pas excéder 80 pour cent de la valeur des actifs.
- 5.6 L'exposition à une contrepartie dans une opération dérivée de gré à gré ne doit pas excéder 5 pour cent de la valeur des actifs. Cette limite est portée à 10 pour cent lorsque la contrepartie est une banque approuvée.
- 5.7 La valeur des actifs d'un Fonds ne peut être constituée pour plus de 20 pour cent de valeurs mobilières et instruments monétaires approuvés émis par le même groupe.
- 5.8 La valeur des actifs d'un Fonds ne peut être constituée pour plus de 20 pour cent de parts d'un unique organisme de placement collectif. Le Fonds n'investira pas plus de 10 pour cent dans des organismes de placement collectif.
- 5.9 En appliquant les limites des paragraphes 5.3, 5.4 et 5.6, la valeur des actifs d'un Fonds ne peut être constituée pour plus de 20 pour cent d'une combinaison de deux ou plus des instruments suivants :
- 5.9.1 des valeurs mobilières (y compris obligations sécurisées) ou instruments autorisés du marché monétaire émis par ; ou
 - 5.9.2 des dépôts effectués auprès de ; ou
 - 5.9.3 des opérations dérivées hors-cote réalisées avec ;
- une entité unique.

6. **Risque de contrepartie et concentration des émetteurs**

- 6.1 L'ACD doit s'assurer que le risque de contrepartie résultant d'un produit dérivé négocié de gré à gré est soumis aux limites définies aux paragraphes 5.6 et 5.9 ci-dessus.
- 6.2 Lors du calcul de l'exposition d'un Fonds à une contrepartie conformément aux limites définies au paragraphe 5.6, l'ACD doit utiliser la valeur positive au prix du marché du contrat sur produits dérivés négociés de gré à gré avec la contrepartie concernée.
- 6.3 L'ACD peut compenser les positions sur produits dérivés négociés de gré à gré d'un Fonds avec la même contrepartie, à condition qu'il soit juridiquement apte à exécuter les dispositifs de compensation avec la contrepartie au nom du Fonds.
- 6.4 Les dispositifs de compensation énoncés au paragraphe 6.3 ci-dessus ne sont autorisés qu'en association avec les positions sur produits dérivés négociés de gré à gré avec la même contrepartie, et non en association avec toute autre exposition que le Fonds peut avoir avec la même contrepartie.
- 6.5 L'ACD peut réduire l'exposition des actifs de placement à une contrepartie de produit dérivé négocié de gré à gré par le biais d'une réception de garantie. La garantie reçue doit être suffisamment liquide pour pouvoir être vendue rapidement à un prix proche de son évaluation d'avant la vente.
- 6.6 L'ACD doit tenir compte de la garantie dans le calcul de l'exposition au risque de contrepartie conformément aux limites définies au paragraphe 5.6 lorsqu'il transfère la garantie à une contrepartie de produit dérivé négocié de gré à gré au nom d'un Fonds.
- 6.7 La garantie transférée conformément au paragraphe 6.6 ne peut être prise en compte sur une base nette qu'à condition que l'ACD soit juridiquement apte à exécuter les dispositifs de compensation avec cette contrepartie au nom du Fonds.
- 6.8 Concernant l'exposition résultant de produits dérivés négociés de gré à gré, telle que mentionnée au paragraphe 5.6, l'ACD doit inclure dans le calcul toute exposition au risque de contrepartie de produit dérivé négocié de gré à gré.
- 6.9 L'ACD doit calculer les limites de concentration des émetteurs mentionnées au paragraphe 5.6 sur la base de l'exposition sous-jacente créée par l'utilisation de produits dérivés négociés de gré à gré conformément à la méthode d'engagement.

7. **Marge : titres souverains et publics (GAPS)**

- 7.1 Quand un maximum de 35 pour cent de la valeur des actifs d'un Fonds est investi dans des GAPS (« lesdits titres ») émis par une entité unique, le montant investi dans ces titres ou à l'occasion d'une émission n'est pas limité.
- 7.2 Le Janus Henderson Credit Alpha Fund peut investir plus de 35 pour cent dans des titres souverains et publics émis par une entité unique, sous réserve que :
- 7.2.1 l'ACD ait consulté le Dépositaire préalablement à l'investissement et considère par conséquent que l'émission desdits titres est appropriée par rapport aux objectifs d'investissement du Fonds autorisé ;
 - 7.2.2 la valeur des actifs du Fonds ne soit pas constituée pour plus de 30 pour cent desdits titres émanant d'une émission unique ;
 - 7.2.3 le Fonds inclue lesdits titres, émis par cet émetteur ou un autre émetteur, émanant de six émissions différentes au moins ;
 - 7.2.4 les publications requises par la FCA aient été réalisées, incluant le nom des États auxquels appartiennent les autorités locales ou organismes publics internationaux émettant lesdits titres dans lesquels un Fonds peut investir plus de 35 pour cent de ses actifs, exposés au paragraphe 7.3 ci-dessous.
- 7.3 Le Janus Henderson Credit Alpha Fund peut investir jusqu'à 100 pour cent de ses actifs en titres souverains et publics émis par les États-Unis ou en leur nom.

8. **Investissement en organismes de placement collectif**

- 8.1 Un Fonds peut investir dans des parts d'un autre organisme de placement collectif seulement si le second organisme satisfait les exigences suivantes, et sous réserve que les actifs du Fonds ne soient pas investis à plus de 30 pour cent de leur valeur dans des organismes de placement collectif au titre des paragraphes 8.1.1.2 à 8.1.1.5 :
- 8.1.1 Le second organisme :
 - 8.1.1.1 remplit les conditions nécessaires pour jouir des droits conférés par la Directive OPCVM ;
 - 8.1.1.2 ou est reconnu en vertu des dispositions de la section 270 du Financial Services and Markets Act 2000 (Fonds autorisés dans des pays ou territoires désignés) ;

- 8.1.1.3 ou est agréé en tant que Fonds non soumis à la directive sur les OPCVM destinés aux investisseurs particuliers (sous réserve de conformité aux dispositions de l'article 50(1)(e) de la directive OPCVM) ;
- 8.1.1.4 ou est autorisé dans un autre État membre de l'EEE (sous réserve de conformité aux dispositions de l'article 50(1)(e) de la directive OPCVM) ;
- 8.1.1.5 est agréé par l'autorité compétente d'un pays membre de l'OCDE (autre qu'un État membre de l'EEE) qui a :
 - (i) signé l'accord multilatéral de coopération de l'OICV ; et
 - (ii) approuvé la société de gestion de l'organisme, le règlement et les conventions de dépositaire/de garde et de conservation(à condition de remplir les conditions posées par l'article 50(1)(e) de la Directive OPCVM).
- 8.1.2 le second organisme doit se conformer, le cas échéant, aux paragraphes 8.2 et 8.3 ci-dessous ;
- 8.1.3 le second organisme doit comporter des dispositions interdisant que plus de 10 pour cent de la valeur de ses actifs consistent en parts d'organismes de placement collectif ; et
- 8.1.4 aux fins des paragraphes 8.1.2 et 8.1.3 chaque compartiment d'un fonds à compartiments doit être considéré comme un fonds séparé, mais aucun compartiment d'un fonds à compartiments ne peut investir dans un autre compartiment dudit fonds à compartiments.
- 8.1.5 Les actifs d'un Fonds peuvent inclure les actions d'un autre Fonds de la Société (« le second fonds »), sous réserve des exigences du paragraphe 8.1.6 ci-dessous.
- 8.1.6 Un Fonds peut investir en Actions d'un second fonds ou céder ces Actions, sous réserve que :
 - 8.1.6.1 le second fonds ne détienne pas d'Actions d'un autre Fonds ;
 - 8.1.6.2 les exigences stipulées aux paragraphes 8.2 et 8.3 ci-dessous soient respectées ; et que

- 8.1.6.3 les Actions du second fonds ne représentent pas plus de 35 % de la valeur des actifs du Fonds investissant ou cédant ses Actions.
- 8.2 Les investissements dans un second fonds ou dans un autre organisme de placement collectif géré par l'ACD des Fonds ou l'un de ses associés ne peuvent se faire que si le Prospectus de la Société indique clairement que les Fonds peuvent effectuer ce type d'investissement et si les règles de double-facturation du COLL Sourcebook sont respectées.
- 8.3 Si un Fonds de la Société investit ou dispose d'Actions d'un second fonds ou investit ou dispose de parts ou d'actions d'un autre organisme de placement collectif géré ou administré par l'ACD ou par l'un de ses associés, ou s'il cède ces Actions, parts ou actions, l'ACD doit verser au Fonds concerné, au plus tard à la clôture des opérations le quatrième jour ouvrable, les droits d'entrée relatifs à l'achat ou les droits de sortie relatifs à la vente.
- 8.4 La valeur des actifs d'aucun Fonds ne peut être constituée pour plus de 10 pour cent de parts d'un organisme de placement collectif.
9. **Investissement en titres non libérés ou partiellement libérés**
- 9.1 Une valeur mobilière ou un instrument monétaire autorisé sur lequel ou laquelle une somme est impayée, peut faire l'objet d'un investissement seulement s'il est raisonnablement envisageable que la somme due pourra être payée par le fonds, au moment où le paiement sera requis, sans contrevenir aux règles du chapitre 5 du COLL.
10. **Dérivés : généralités**
- 10.1 Une opération sur produits dérivés ou une opération à terme ne doit pas être effectuée pour un Fonds à moins que l'opération ne soit d'un type spécifié au paragraphe 11 ci-dessous (Opérations autorisées (instruments dérivés et contrats à terme)) ; et que l'opération soit couverte, comme requis au paragraphe 22 (Couverture de l'investissement dans des produits dérivés).
- 10.2 Lorsqu'un Fonds investit dans des dérivés, l'exposition aux actifs sous-jacents ne doit pas excéder les limites des paragraphes 5 et 7 à l'exception des dérivés indiciaires pour lesquels s'appliquent les règles ci-dessous du paragraphe 10.6.
- 10.3 Lorsqu'une valeur mobilière ou un instrument autorisé du marché monétaire intègre un instrument dérivé, cela doit être pris en compte pour le respect des dispositions de la présente section.

- 10.4 Une valeur mobilière ou un instrument autorisé du marché monétaire intégrera un instrument dérivé s'il contient un composant qui remplit les conditions suivantes :
- (a) Du fait de ce composant, tout ou partie des flux de trésorerie qui, sans ce composant, auraient été nécessaires à la valeur mobilière ou à l'instrument autorisé du marché monétaire qui sert de contrat hôte peuvent être modifiés en fonction d'un taux d'intérêt défini, du prix d'un instrument financier défini, d'un taux de change défini, d'un indice défini de cours ou de taux, d'une notation de crédit ou d'une autre variable définie, et peuvent donc varier de manière similaire à un instrument dérivé autonome ;
 - (b) Ses caractéristiques économiques et ses risques ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ; et
 - (c) Il a un impact important sur le profil de risque et la formation du prix de la valeur mobilière ou de l'instrument autorisé du marché monétaire.
- 10.5 Une valeur mobilière ou un instrument autorisé du marché monétaire n'intègre pas d'instrument dérivé lorsqu'il contient un composant qui est contractuellement négociable indépendamment de la valeur mobilière ou de l'instrument autorisé du marché monétaire. Ce composant sera considéré comme un instrument distinct.
- 10.6 Lorsqu'un Fonds investit dans un produit dérivé indicial, sous réserve que l'indice correspondant relève du paragraphe 12 (Indices financiers sous-jacents à des instruments dérivés), les composantes sous-jacentes de l'indice n'ont pas à être prises en compte aux fins du paragraphe 10.2. L'exception est soumise à la condition que l'ACD continue de s'assurer que les actifs présentent une prudente répartition des risques.
- 10.7 **Gestion efficace du portefeuille (GEP)**
- 10.7.1 La Société peut avoir recours à ses actifs pour conclure des transactions à des fins de GEP. Les transactions de GEP autorisées (à l'exception des contrats de Prêt de Titres) portent sur des instruments dérivés (y compris des Swaps de rendement total, des options, des contrats à terme standardisés, des contrats à terme négociés de gré à gré et des contrats pour différence) négociés ou échangés sur un marché d'instruments dérivés éligible ; sur des options hors Bourse ou des contrats pour différence similaires à des options ; ou sur des contrats à terme standardisés synthétiques dans certaines circonstances. Les marchés d'instruments dérivés éligibles sont ceux que le Gestionnaire, après consultation avec le Dépositaire, a jugé appropriés aux fins de l'investissement ou de la négociation des actifs, compte tenu des critères concernés définis dans le COLL Sourcebook et des orientations formelles sur les marchés éligibles publiées

par la FCA, telles que modifiées en tant que de besoin. Les marchés d'instruments dérivés éligibles pour les Fonds sont mentionnés en Annexe II.

10.7.2 L'ajout de nouveaux marchés d'instruments dérivés ou de titres éligibles devra être conforme au COLL.

10.7.3 Tout contrat à terme négocié de gré à gré doit être conclu avec une contrepartie approuvée (Établissements éligibles, établissements du marché monétaire, etc.).

10.7.4 Il n'y a aucune limite au montant des actifs pouvant être utilisé à des fins de GEP mais les transactions doivent remplir trois exigences générales :

10.7.4.1 Le Gestionnaire doit estimer de façon raisonnable que la transaction est économiquement appropriée à la gestion efficace du portefeuille de la Société. Autrement dit, pour les transactions visant à réduire des risques et/ou des coûts, le type et le niveau desdits risques et/ou coûts devront être adaptés à la diminution visée par chacune ou l'ensemble desdites transactions.

La GEP ne peut pas impliquer de transactions spéculatives.

10.7.4.2 Une transaction de GEP doit permettre à la Société d'atteindre un des objectifs suivants :

10.7.4.2.1 Réduction des risques. Cela permet le recours à la technique de couverture par devises croisées afin de convertir tout ou partie des actifs en une autre devise si leur devise de départ présente, selon le Gestionnaire, une exposition inadaptée à des risques. En outre, cet objectif permet de recourir à l'allocation tactique d'actifs

10.7.4.2.2 Réduction des coûts. L'objectif de réduction des risques et celui de réduction des coûts, pris ensemble ou séparément, permettent au Gestionnaire d'avoir recours temporairement à la technique de l'allocation tactique d'actifs. L'allocation tactique d'actifs permet au Gestionnaire de changer d'exposition par le recours à des instruments dérivés, plutôt que par la vente et l'achat des actifs. Si une transaction de la Société porte sur l'acquisition (potentielle) de valeurs mobilières, le Gestionnaire doit avoir l'intention que la Société investisse en valeurs mobilières dans un délai raisonnable et ensuite s'assurer que, sauf si la position a été clôturée, cette intention se réalise dans ce délai raisonnable.

10.7.4.2.3 La génération de capital ou de revenus supplémentaires pour la Société (« enhancement strategies ») avec un niveau de risque nul ou suffisamment faible. Un niveau de risque suffisamment faible est prévu pour les cas où le Gestionnaire estime de façon raisonnable que la Société est certaine (sous réserve d'événements imprévus) de générer un bénéfice. Du capital ou des revenus supplémentaires peuvent être générés lorsque l'on tire parti d'imperfections en matière de prix ou que l'on reçoit une prime pour l'émission d'options d'achat ou de vente couvertes (même si le bénéfice obtenu diminue les chances de bénéfice encore plus important) ou dans le cadre de contrats de Prêt de Titres tel qu'autorisé par le COLL (voir ci-dessous).

L'objectif concerné doit porter sur les actifs (qu'ils soient précisément identifiés ou non) devant être ou étant proposés d'être acquis pour la Société ou sur les encaissements en numéraire prévus de la Société, si ceux-ci doivent être perçus à un moment donné et sont susceptibles de l'être dans un délai d'un mois.

10.7.4.3 Toute transaction de GEP doit être intégralement et « globalement » couverte (après la fourniture d'une couverture pour les transactions de GEP, la couverture pour une autre transaction au sein des actifs est appropriée, il ne peut donc y avoir d'ajustement). Les actifs et liquidités ne peuvent être utilisés qu'une fois à des fins de couverture, et les actifs ne peuvent pas servir à ces fins s'ils font l'objet d'un contrat de Prêt de Titres. La transaction de prêt dans le cadre d'un emprunt en devises back-to-back ne nécessite pas de couverture.

10.8 **Swaps de rendement total**

Un SRT est un contrat entre deux contreparties prévoyant l'échange de flux de trésorerie sur la base d'une formule spécifique. Une contrepartie accepte de payer à l'autre un montant représentant le rendement total d'un actif/marché sous-jacent et, en retour, reçoit de cette autre partie un paiement d'intérêt lié aux taux de liquidités.

Les SRT peuvent être utilisés pour couvrir des expositions existantes ou pour ajuster l'exposition du Fonds concerné à une catégorie d'actifs ou à un marché sous-jacent. En particulier, les SRT peuvent offrir au Fonds concerné une couverture plus précise des expositions au marché du crédit que les indices de Credit default swap (« CDS »), parce que l'actif sous-jacent est un indice d'obligations d'entreprises plutôt qu'un panier de contrats CDS. Les rendements au prix du marché des indices d'obligations d'entreprises et de CDS peuvent

différer fortement à court terme en raison de différences dans la composition des indices, de déséquilibres entre l'offre et la demande et d'une aversion au risque.

Ces Fonds pouvant recourir à des SRT peuvent investir dans des SRT sur une gamme de titres ou indices comprenant entre autres des obligations d'État, des obligations d'entreprises et des titres de créance garantis.

Les Fonds qui peuvent utiliser le SRT sont le Janus Henderson Credit Alpha Fund, le Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund, le Janus Henderson North American Index Opportunities Fund, le Janus Henderson Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund et le Janus Henderson Japan Index Opportunities Fund.

La proportion maximum des actifs sous gestion du Fonds, pouvant faire l'objet de Swaps de rendement total, est mentionnée dans le tableau ci-dessous :

Nom du Fonds	Maximum (brut)
Janus Henderson Credit Alpha Fund	100 %
Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund	100 %
Janus Henderson North American Index Opportunities Fund	100 %
Janus Henderson Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund	100 %
Janus Henderson Japan Index Opportunities Fund	100 %

La proportion attendue des actifs sous gestion du Fonds, pouvant en pratique faire l'objet de Swaps de rendement total, est mentionnée dans le tableau ci-dessous :

Nom du Fonds	Attendu
Janus Henderson Credit Alpha Fund	20 %
Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund	10 %
Janus Henderson North American Index Opportunities Fund	10 %
Janus Henderson Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund	10 %
Janus Henderson Japan Index Opportunities Fund	10 %

11. **Opérations autorisées (instruments dérivés et contrats à terme)**

- 11.1 Une opération dérivée doit être un dérivé autorisé ; ou être une opération conforme au paragraphe 15 (Opérations dérivées de gré à gré).

- 11.2 Une opération dérivée doit avoir pour sous-jacent tout ou partie des instruments suivants, auxquels est consacré le fonds : valeurs mobilières, instruments monétaires autorisés au titre du paragraphe 4 (Instruments monétaires autorisés), dépôts, dérivés autorisés au titre du présent paragraphe, parts de fonds communs de placement autorisées au titre du paragraphe 8 (Investissement dans les fonds communs de placement), indices financiers qui satisfont aux critères stipulés au chapitre 5.2.20 du COLL, taux d'intérêt, cours de change et devises.
- 11.3 Une opération portant sur un instrument dérivé autorisé doit être effectuée conformément aux règles d'un marché d'instruments dérivés éligible.
- 11.4 Une opération portant sur un instrument dérivé ne doit pas avoir pour conséquence qu'un Fonds s'écarte de ses objectifs d'investissement tels qu'indiqués dans les Statuts et dans la version publiée la plus récente du présent Prospectus.
- 11.5 Une opération portant sur un instrument dérivé ne doit pas être souscrite si l'effet recherché est de créer une opportunité de vente à découvert de valeurs mobilières, d'instruments monétaires approuvés, de parts de fonds communs de placement ou de dérivés.
- 11.6 Toute opération à terme doit être souscrite avec une contrepartie approuvée au titre du paragraphe 15.

12. **Indices financiers sous-jacents à des instruments dérivés**

- 12.1 Les indices financiers visés au paragraphe 12.2 sont ceux qui remplissent les critères suivants :
- 12.1.1 l'indice est suffisamment diversifié ;
 - 12.1.2 l'indice représente un indicateur de référence adéquat pour le marché auquel il se réfère ; et
 - 12.1.3 l'indice est publié d'une façon appropriée.
- 12.2 Un indice financier est suffisamment diversifié si :
- 12.2.1 il est composé de manière à ce que les mouvements de prix ou activités de négociation boursières d'un composant n'aient pas d'influence induue sur la performance de l'ensemble de l'indice ;
 - 12.2.2 lorsqu'il est composé d'actifs dans lesquels un Fonds est autorisé à investir, sa composition a une diversification au moins conforme aux

conditions de répartition et de concentration imposées dans la présente section ; et

- 12.2.3 lorsqu'il est composé d'actifs dans lesquels un Fonds ne peut pas investir, il est diversifié d'une façon équivalente à la diversification obtenue par les conditions de répartition et de concentration imposées dans la présente.
- 12.3 Un indice financier représente un point de référence adéquat pour le marché auquel il se rapporte si :
- 12.3.1 il mesure la performance d'un groupe représentatif de sous-jacents de façon pertinente et appropriée ;
 - 12.3.2 il est révisé ou rééquilibré périodiquement pour s'assurer qu'il continue à refléter les marchés auxquels il se réfère, suivant des critères qui sont publics ; et
 - 12.3.3 les sous-jacents sont suffisamment liquides, permettant aux utilisateurs de le répliquer si nécessaire.
- 12.4 Un indice financier est publié d'une façon appropriée si :
- 12.4.1 son processus de publication s'appuie sur des procédures saines de collecte des prix, de calcul et de publication subséquente de la valeur de l'indice, ceci comprenant des procédures d'évaluation des composants pour lesquels il n'existe pas de prix de marché disponible ; et
 - 12.4.2 les informations importantes sont données dans une grande étendue et en temps utile sur des sujets tels le calcul de l'indice, les méthodologies de rééquilibrage, les modifications de l'indice et les difficultés opérationnelles pour donner des informations précises et à temps.
- 12.5 Lorsque la composition des sous-jacents d'une opération dérivée ne répond pas aux conditions imposées à un indice financier, les sous-jacents de ladite opération, lorsqu'ils répondent aux conditions imposées à d'autres sous-jacents conformément au paragraphe 11.2, seront considérés comme une combinaison desdits sous-jacents.

13. **Opérations d'achat d'actifs**

- 13.1 Une opération d'instrument dérivé ou à terme négociée de gré à gré, qui entraînera ou pourrait entraîner la livraison d'un actif pour le compte d'un Fonds, ne peut être conclue que si cet actif peut être détenu pour le compte du Fonds et que si l'ACD, après avoir pris des précautions raisonnables, conclut que cette

livraison d'actif faite dans le cadre de l'opération ne causera pas ou ne conduira pas à une violation des règles du COLL Sourcebook.

14. **Condition impérative de couverture des ventes**

- 14.1 Un contrat de cession d'un actif ou de droits ne peut être conclu par ou pour le compte du Fonds que si le Fonds peut honorer immédiatement l'obligation de procéder à la cession et toute autre obligation similaire, en procédant à la livraison de l'actif ou à la cession des droits (ou, en Écosse, par « assignation ») et que si l'actif et les droits sont la propriété du Fonds au moment du contrat. Cette condition impérative ne s'applique pas aux dépôts.

15. Opérations dérivées de gré à gré

15.1 Toute opération dérivée de gré à gré au titre du présent paragraphe 15 doit être :

- 15.1.1 dans un contrat à terme normalisé, un contrat à terme de gré à gré, un SRT, une option ou un contrat pour différence ;
- 15.1.2 conclue avec une contrepartie autorisée ; une contrepartie à une opération dérivée n'est autorisée que s'il s'agit d'une Institution éligible ou d'une Banque approuvée ; ou une personne dont l'agrément (y compris les conditions impératives ou les restrictions) publié dans le registre FCA, ou dont l'agrément dans son état d'origine, l'autorise à conclure l'opération en tant que donneur d'ordre hors Bourse (normalement, les contreparties seront notées au minimum « A » par au moins une des agences suivantes : Fitch, Moody's et S&P. Les contreparties seront des entités dotées d'une personnalité juridique, généralement situées dans une juridiction de l'OCDE et étant des institutions financières de premier plan de grandes puissances économiques. Elles feront l'objet d'une surveillance continue menée par une autorité publique et seront financièrement saines.) ;
- 15.1.3 à des conditions générales approuvées ; les conditions générales de l'opération de dérivé ne sont approuvées que si l'ACD effectue une évaluation au moins quotidienne de cette opération qui soit une évaluation fiable et vérifiable correspondant à sa valeur de marché et qui ne se fonde pas seulement sur les cours du marché donnés par la contrepartie ; et que s'il peut faire des opérations supplémentaires pour vendre, liquider ou clôturer cette opération à tout moment, à sa juste valeur ;
- 15.1.4 susceptible de faire l'objet d'une évaluation fiable ; une opération dérivée n'est susceptible de faire l'objet d'une évaluation fiable que si l'ACD, après avoir pris des précautions raisonnables, conclut que, tout au long de la vie de l'instrument dérivé (si l'opération est conclue), il sera en mesure d'évaluer l'investissement concerné avec une précision suffisante : sur la base d'une valeur de marché actualisée que l'ACD et le dépositaire ont jugée fiable ; ou si la valeur mentionnée n'est pas disponible, sur un modèle de prix qui, par convention entre l'ACD et le Dépositaire, utilise une méthodologie reconnue adéquate ; et

15.1.5 sous réserve d'une évaluation vérifiable : une opération d'instrument dérivé n'est soumise à une évaluation vérifiable que si, tout au long de la vie de l'instrument dérivé (si l'opération est conclue), l'évaluation est faite par :

15.1.5.1 un tiers approprié, indépendant de la contrepartie de l'instrument dérivé, à une fréquence adéquate et permettant à l'ACD de la vérifier ; ou

15.1.5.2 un département de l'ACD qui est indépendant du département chargé de gérer le Fonds et qui a l'équipement approprié à cette fin.

Pour l'application du paragraphe 15.1.3 ci-dessus, la « juste valeur » est le montant auquel un actif pourrait être échangé, ou auquel une dette pourrait être réglée entre parties consentantes et informées dans une transaction de pleine concurrence.

15.2 **Gestion des garanties**

Les garanties doivent être suffisamment diversifiées en termes de pays, de marchés et d'émetteurs. Le critère de diversification suffisante s'appliquant à la concentration des émetteurs est considéré comme étant respecté si le Fonds reçoit, d'une contrepartie de la gestion efficace du portefeuille et transactions de gré à gré sur instruments dérivés, un panier de garanties avec une exposition maximum à un émetteur donné de 20 % de la valeur nette d'inventaire du Fonds.

Si un Fonds est exposé à différentes contreparties, les différents paniers de garanties doivent être regroupés pour calculer la limite de 20 % de l'exposition à un seul et même émetteur. Par dérogation à ce sous-paragraphe, un Fonds peut être intégralement garanti pour différentes valeurs mobilières et différents instruments du marché monétaire émis ou garantis par un État membre, une ou plusieurs de ses autorités locales, un pays tiers, ou un organisme public international auquel un ou plusieurs États membres appartiennent. Un tel Fonds doit recevoir des titres d'au moins six émissions différentes, mais les titres d'une seule émission ne peuvent pas représenter plus de 30 % de la valeur nette d'inventaire du Fonds.

La garantie reçue sera émise par une entité indépendante de la contrepartie et dont il est attendu qu'elle ne soit pas fortement corrélée avec la performance de la contrepartie.

Les valorisations sont effectuées quotidiennement et une marge est appliquée aux opérations de garantie de sorte que la valeur de la garantie nécessaire variera entre 102,5 % et 110 % de la valeur des titres prêtés, selon la combinaison des

titres prêtés et le type de garanties reçues. La garantie est valorisée quotidiennement au prix du marché pour maintenir la garantie excédentaire de 102,5 % à 110 % en guise d'assurance en cas de conditions de marché volatiles. La volatilité du marché accentue cependant le risque que la garantie reçue pour de telles opérations puisse avoir une valeur de marché inférieure à celle des titres prêtés. Dans le cas où ce scénario devait coïncider avec un défaut de la contrepartie, il pourrait en découler une réduction de la valeur d'un Fonds. Cette méthodologie fournit une base transparente sur laquelle la valeur de marché de la garantie est calculée et les taux de décote respectifs sont appliqués.

Pour un Prêt de Titres, des liquidités peuvent être enregistrées, mais elles ne sont généralement pas acceptées comme garantie. Concernant toutes les autres opérations de gré à gré dans des produits dérivés, des espèces peuvent être enregistrées et acceptées comme garantie. Si une garantie en numéraire est reçue, elle peut ne pas être réinvestie. Les garanties autres qu'en numéraire peuvent ne pas être vendues, réinvesties ou mises en gage par la Société.

La Garantie et les actifs sous-jacents d'un Prêt de Titres ou d'un SRT (qui restent des actifs du Fonds) seront détenus sur un dépôt-titres auprès du Chargé de la garde et de la conservation d'actifs.

15.2.1 **Prêt de Titres**

Les types de garanties éligibles pour les transactions de Prêt et d'emprunt de titres sont approuvés par le Gestionnaire des Investissements et peuvent consister en titres émis ou garantis par un État membre de l'OCDE ou par ses autorités locales ou institutions et organisations supranationales dont la portée s'étend à l'échelle locale, de l'UE et mondiale, et dont la notation de crédit à long terme est au moins A- (selon une ou plusieurs agences ou Bourses de notation de premier plan). La garantie doit être hautement liquide et négociée sur un marché réglementé. La garantie fait l'objet d'une décote selon une échelle mobile basée sur la combinaison de l'instrument sous-jacent étant prêté et de l'actif étant reçu comme garantie.

15.2.2 **Swaps de rendement total**

Les types de garanties éligibles (pour la négociation d'instruments dérivés) sont approuvés par le Gestionnaire des Investissements et définis dans les annexes au soutien de crédit de l'ISDA. Généralement, les garanties éligibles consistent en Gilts britanniques, bons du Trésor et titres de créance négociables d'un éventail de pays de la zone euro, tous devant généralement être notés au moins AA-/Aa3 par Fitch, Moody's ou S&P. Les garanties font l'objet d'une décote selon une échelle mobile basée sur l'échéance résiduelle de l'instrument sous-jacent.

16. **Évaluation des produits dérivés négociés de gré à gré**

16.1 Aux fins de l'alinéa 15.1.3, l'ACD doit :

16.1.1 établir, mettre en œuvre et gérer des dispositifs et des procédures destinés à assurer une évaluation appropriée, transparente et juste des expositions d'un Fonds aux produits dérivés négociés de gré à gré ; et

16.1.2 veiller à ce que la juste valeur des produits dérivés négociés de gré en gré soit soumise à une évaluation adéquate, précise et indépendante.

16.2 Si les dispositifs et procédures mentionnés ci-dessus impliquent la réalisation de certaines activités par des tiers, l'ACD doit se conformer aux exigences du SYSC 8.1.13 R (Exigences supplémentaires pour une société de gestion) et du COLL 6.6A.4 R (4) à (6) (Exigences de devoir de diligence des régimes d'OPCVM de l'AFM).

16.3 Les dispositifs et procédures définis dans cette règle doivent être :

16.3.1 adéquats et proportionnels à la nature et à la complexité du produit dérivé négocié de gré à gré concerné ; et

16.1.2 documentés de manière adéquate.

17. **Gestion des risques**

17.1 L'ACD utilise un processus de gestion des risques (qui comprend une politique de gestion des risques) examiné par le Dépositaire qui lui permet de surveiller et de mesurer aussi souvent que nécessaire les risques présentés par les positions d'un Fonds et leur contribution au profil général de risque du Fonds.

17.2 L'ACD doit communiquer à la FCA de manière régulière et au moins une fois par an les éléments d'information suivants concernant le processus de gestion des risques :

17.2.1 une présentation fidèle des types de produits dérivés et opérations à terme de gré à gré à utiliser au sein d'un Fonds, ainsi que de leurs risques sous-jacents et limites quantitatives applicables éventuelles ;

17.2.2 les méthodes d'évaluation des risques afférents aux opérations sur produits dérivés et contrats à terme de gré à gré.

L'ACD doit informer la FCA par avance de toute adjonction importante aux éléments d'information mentionnés aux alinéas 17.2.1 ou 17.2.2 ci-dessus.

18. **Investissement en dépôts**

- 18.1 Un Fonds peut effectuer des dépôts seulement auprès d'une Banque approuvée et si lesdits dépôts sont remboursables à vue ou peuvent faire l'objet de retraits, et s'ils n'ont pas une échéance supérieure à 12 mois.

19. **Influence significative**

- 19.1 La Société ne devra pas acquérir des valeurs mobilières émises par une personne morale et donnant le droit de vote (portant ou non sur tous les domaines) à une assemblée générale de cette personne morale si, immédiatement avant l'acquisition, la totalité de ces titres détenus par la Société lui donne un pouvoir propre à influencer de manière significative la conduite des affaires de cette personne morale ; ou si l'acquisition donne un pouvoir de même nature à la Société.
- 19.2 La Société doit être considérée comme ayant le pouvoir d'influencer de manière significative la conduite des affaires d'une personne morale si les valeurs mobilières que détient la Société lui donnent le pouvoir d'exercer ou de contrôler l'exercice d'au moins 20 pour cent des droits de vote de cette personne morale (sans tenir compte des suspensions provisoires des droits de vote attachés aux valeurs mobilières de cette personne morale).

20. **Concentration**

- 20.1 La Société ne doit pas acquérir de valeurs mobilières (autre que les titres obligataires) qui ne donnent pas de droit de vote, quel que soit le domaine, à une assemblée générale de la personne morale qui les a émises, et représentant plus de 10 pour cent des titres émis par cette personne morale. La Société ne doit pas acquérir plus de 10 pour cent des instruments du marché monétaire émis par une même personne morale. La Société ne doit pas acquérir plus de 25 pour cent des parts d'un fonds commun de placement. La Société ne doit pas acquérir plus de 10 pour cent des instruments du marché monétaire émis par une personne morale unique. La Société n'est pas tenue de se conformer aux limites ci-dessus si, au moment de l'acquisition, le montant net en circulation pour l'investissement correspondant ne peut pas être calculé.

21. **Exposition en instruments dérivés**

- 21.1 Un Fonds peut investir dans des instruments dérivés et des contrats à terme de gré à gré tant que l'exposition représentant l'engagement du Fonds dans cette opération est suffisamment couverte par ses actifs. L'exposition comprendra toute mise de fonds initiale dans cette transaction.

- 21.2 La couverture assure qu'un Fonds n'est pas exposé à un risque de perte d'actifs, y compris en numéraire, supérieure à la valeur nette des actifs. En conséquence, un Fonds doit détenir des actifs d'une valeur suffisante ou en quantité suffisante pour atteindre l'exposition résultant d'une obligation de dérivé à laquelle le Fonds est engagé. Le paragraphe 22 (Couverture de l'investissement dans des produits dérivés) énumère les conditions détaillées pour la couverture d'un Fonds.
- 21.3 Il faut voir un future comme une obligation à laquelle un Fonds est engagé (en ceci que, sauf s'il est clôturé, le future implique que quelque chose soit livré, ou accepté et payé) ; une option vendue, comme une obligation à laquelle un Fonds est engagé (en ceci qu'elle donne à une autre personne le droit d'exercice éventuel et crée ainsi une exposition) ; une option acquise, comme un droit (en ceci que l'acquéreur peut, à titre facultatif, exercer le droit d'exiger du souscripteur qu'il livre, accepte et règle quelque chose).
- 21.4 La couverture utilisée pour une opération d'instrument dérivé ou un contrat à terme ne doit pas être utilisée comme garantie pour une autre transaction en instruments dérivés ou un contrat à terme.

22. **Couverture de l'investissement dans des produits dérivés**

- 22.1 Un Fonds peut investir dans des produits dérivés et opérations à terme de gré à gré dans le cadre de cette politique d'investissement à condition que :
- 22.1.1 son exposition globale aux produits dérivés et opérations à terme de gré à gré détenus au sein du Fonds n'excède pas la valeur nette des actifs de placement ; et
- 22.1.2 son exposition globale aux actifs sous-jacents n'excède pas en tout les limites d'investissement définies à l'article 5 ci-dessus.

23. **Calcul quotidien de l'exposition globale**

- 23.1 L'ACD doit calculer au moins au quotidien l'exposition globale d'un Fonds.
- 23.2 À ces fins, le calcul de l'exposition doit tenir compte de la valeur courante des actifs sous-jacents, du risque de contrepartie, des fluctuations futures des marchés et du temps disponible pour liquider les positions.

24. **Calcul de l'exposition globale**

- 24.1 L'ACD doit calculer l'exposition globale des Fonds qu'il gère en termes de :
- 24.1.1 exposition et effet de levier progressifs générés par l'utilisation de produits dérivés et d'opérations à terme de gré à gré (y compris de

produits dérivés incorporés, tels que définis à l'article 10 (Dérivés : généralités), qui ne doivent pas dépasser 100 % de la valeur nette des actifs de placement d'un Fonds, selon la méthode d'engagement ; ou

- 24.1.2 risque du marché des actifs de placement d'un Fonds, selon la méthode de la valeur à risque.
- 24.2 L'ACD doit s'assurer que la méthode sélectionnée ci-dessus est appropriée compte tenu :
- 24.2.1 de la stratégie d'investissement suivie par le Fonds ;
 - 24.2.2 des types et complexités des produits dérivés et opérations à terme de gré à gré utilisés ; et
 - 24.2.3 de la proportion d'actifs de placement comprenant des produits dérivés et opérations à terme de gré à gré.
- 24.3 Si un Fonds a recours à des techniques et instruments comprenant des contrats de mise en pension de titres ou de Prêt de Titres conformément à l'article 26 (Prêt de Titres) afin de générer un effet de levier ou une exposition supplémentaire au risque de marché, l'ACD doit tenir compte de ces opérations dans le calcul de l'exposition globale.
- 24.4 Aux fins de ce paragraphe, la valeur à risque signifie une mesure de la perte maximale attendue à un niveau de confiance donné sur la période spécifique.

25. **Couverture et emprunt**

- 25.1 Les liquidités provenant des emprunts et les emprunts qui, de l'avis raisonnable de l'ACD, doivent être consentis par une Institution éligible ou une Banque approuvée, peuvent servir de couverture tant que les limites normales d'emprunt (voir ci-dessous) sont observées.
- 25.2 Lorsque, au titre du présent paragraphe, le Fonds emprunte un montant en devise auprès d'une Institution éligible ou d'une Banque approuvée et détient un montant dans une autre devise, au moins égal audit emprunt, au même moment placé en dépôt auprès du créancier (ou son agent ou représentant), alors cela est considéré comme si la devise empruntée, et non la devise déposée, faisait partie des actifs, et les limites normales sur les emprunts relevant du paragraphe 28 ne s'appliquent pas audit emprunt.

26. **Prêt de Titres**

- 26.1 L'ACD peut demander au Dépositaire de conclure des opérations de Prêt de Titres ou de contrats de pension livrée pour le compte du Fonds. La conclusion

d'opérations de Prêt de Titres pour le compte d'un Fonds est autorisée, pour générer des revenus supplémentaires au bénéfice du Fonds et donc de ses investisseurs.

- 26.2 La méthode spécifique de Prêt de Titres autorisée au titre de la présente section n'est pas en réalité une opération de prêt au sens habituel du terme. Il s'agit plutôt d'une disposition du type décrit en section 263B du Taxation of Chargeable Gains Act 1992, en vertu de laquelle le prêteur transfère des titres à l'emprunteur par un moyen autre que la vente, et l'emprunteur doit de nouveau transférer lesdits titres, ou des titres du même type et pour le même montant, au prêteur à une date ultérieure. Conformément à une bonne pratique de marché, une opération séparée consistant en un transfert d'actifs est aussi impliquée, aux fins de fournir un collatéral au prêteur pour le couvrir contre le risque que le futur transfert de titres ne soit pas réalisé de manière satisfaisante.
- 26.3 Le Prêt de Titres autorisé au titre de la présente section peut être exercé par un Fonds quand cela semble raisonnablement approprié à la Société, aux fins de générer un revenu supplémentaire pour le Fonds avec un degré de risque acceptable.
- 26.4 La Société, ou le Dépositaire à la demande de la Société, pourra souscrire un contrat de Prêt de Titres du type décrit en section 263B du Taxation of Chargeable Gains Act 1992 (sans extension par la section 263C), mais seulement si toutes les conditions du contrat par lequel les titres doivent être rachetés par le Dépositaire au nom de la Société ont une forme qui semble acceptable pour le Dépositaire et sont en conformité avec la bonne pratique de marché, si la contrepartie est une entité autorisée ou une entité autorisée par un régulateur du pays de la Société, et si un collatéral est obtenu en garantie de l'obligation de la contrepartie. Le Collatéral doit sembler acceptable au Dépositaire, adéquat et suffisamment immédiat.
- 26.5 Les contreparties aux opérations boursières seront des établissements financiers de premier ordre spécialisés dans ce genre d'opérations de prêt et approuvés par le Gestionnaire des Investissements. Les contreparties sont choisies en prenant en compte des critères tels que leur statut juridique, leur pays d'origine et leurs notations de crédit minimum. Normalement, les contreparties seront notées au minimum « A » par au moins une des agences suivantes : Fitch, Moody's et S&P. Les contreparties seront des entités dotées d'une personnalité juridique, généralement situées dans une juridiction de l'OCDE et étant des institutions financières de premier plan de grandes puissances économiques. Elles feront l'objet d'une surveillance continue menée par une autorité publique et seront financièrement saines. Les types de garanties éligibles sont approuvés par le Gestionnaire des Investissements et peuvent comprendre des Gilts britanniques, des certificats de dépôt, des bons du Trésor, de la dette souveraine, des actions

et obligations euro-sterling. Les valorisations sont effectuées quotidiennement et une marge est appliquée aux opérations de garantie de sorte que la valeur de la garantie nécessaire variera entre 102,5 % et 110 % de la valeur des titres prêtés, selon la combinaison des titres prêtés et le type de garanties reçues. La volatilité du marché accentue cependant le risque que la garantie reçue pour de telles opérations puisse avoir une valeur de marché inférieure à celle des titres prêtés. Si ce scénario coïncidait avec la défaillance d'une contrepartie, cela pourrait avoir pour conséquence une réduction de la valeur d'un fonds ; cependant dans des conditions normales, les indemnités de l'Agent des Prêts de Titres couvriraient tout manque à gagner.

- 26.6 Le Dépositaire doit assurer que la valeur du collatéral est à tout moment au moins égale à la valeur des titres transférés par le Dépositaire. Ladite obligation du dépositaire peut être considérée comme satisfaite, en ce qui concerne un collatéral dont la validité est sur le point d'arriver à échéance ou est arrivée à échéance, lorsque le Dépositaire exerce une due diligence pour déterminer qu'un collatéral suffisant sera de nouveau transféré au plus tard en fin de journée le jour de l'échéance.
- 26.7 Tout accord pour transférer des titres ou un collatéral (ou l'équivalent des titres ou du collatéral) à une date future peut être considéré, aux fins de l'appréciation relevant du chapitre 4 du COLL 46.3, comme un accord inconditionnel pour la vente ou le transfert des actifs, que les actifs soient ou non la propriété du Fonds.
- 26.8 La proportion maximum des actifs sous gestion de chacun des Fonds pouvant faire l'objet de Prêts de Titres est de 100 %.
- 26.9 La proportion maximum attendue des actifs sous gestion de chacun des Fonds pouvant, en pratique, faire l'objet de Prêts de Titres est de 50 %. Par ailleurs, la proportion maximum de tout titre détenu pouvant être prêté à un moment donné est de 80 %. Cela reflète la politique interne de l'ACD, une transparence totale étant assurée au moyen d'un compte-rendu quotidien effectué par l'Agent de Prêt de Titres.

27. **Liquidités et valeurs assimilées**

- 27.1 L'objectif et la politique d'investissement d'un Fonds peuvent impliquer qu'il est parfois approprié de ne pas investir la totalité des actifs mais de détenir des liquidités ou valeurs assimilées. Les liquidités et valeurs assimilées ne peuvent figurer dans le portefeuille que si cela est raisonnablement estimé nécessaire, aux fins de permettre :

27.1.1 la poursuite des objectifs d'investissement du Fonds ; ou

27.1.2 le rachat d'actions ; ou

- 27.1.3 une gestion efficace du Fonds, conformément à ses objectifs d'investissement ; ou
- 27.1.4 à d'autres fins estimées raisonnablement accessoires aux objectifs d'investissement du Fonds.
- 27.2 Pendant la période de l'offre initiale, les actifs du Fonds peuvent être constitués de liquidités et valeurs assimilées, sans limitation.
- 28. Capacité générale d'emprunt**
- 28.1 La Société peut, conformément au présent paragraphe, emprunter des sommes d'argent à l'usage d'un Fonds selon des modalités prévoyant que l'emprunt sera remboursable par prélèvement sur les actifs du Fonds. Cette capacité d'emprunter est soumise à la condition que le Fonds respecte toute restriction prévue par les Statuts du Fonds. La Société ne pourra emprunter de l'argent qu'à une Institution éligible ou à une Banque Approuvée. L'ACD doit s'assurer que tous les emprunts sont temporaires et ne perdurent pas, et l'ACD doit pour cela prêter une attention particulière à la durée de toutes les périodes d'emprunt et au nombre d'occasions auxquelles l'on a eu recours à l'emprunt dans n'importe quelle période. De plus, l'ACD doit s'assurer qu'aucune période d'emprunt n'excède trois mois, qu'il s'agisse d'une somme déterminée ou de la totalité des emprunts, sans l'accord préalable du Dépositaire ; le Dépositaire ne peut donner son accord qu'à des conditions qui lui semblent appropriées pour s'assurer que l'emprunt garde son caractère temporaire.
- 28.2 La Société ne doit pas émettre d'instrument de dette, sauf si elle reconnaît une dette ou crée un emprunt en conformité avec les dispositions ci-dessus.
- 28.3 L'ACD doit assurer que les emprunts du Fonds, lors de n'importe quel jour ouvrable, n'excèdent pas 10 pour cent de la valeur des actifs du Fonds. Les emprunts comprennent, outre les emprunts réalisés de manière conventionnelle, toute autre disposition (incluant une combinaison de dérivés) définie pour parvenir à une injection d'argent temporaire dans les actifs en attendant de pouvoir rembourser la somme. Pour une Société, les emprunts ne comprennent pas les accords par lesquels la Société a payé à une partie tierce (y compris l'ACD) les frais d'établissement que la Société est autorisée à amortir et qui ont été payés au nom de la Société par la partie tierce.
- 28.4 Aucune des sommes faisant partie des actifs d'un Fonds ne peut être prêtée et, au titre de cette interdiction, une somme d'argent est prêtée par un Fonds si elle est versée à une entité (« le bénéficiaire ») sur la base que ladite somme doit être remboursée, que ce soit ou non par le bénéficiaire. Acquérir une dette n'est pas prêter ; le placement d'argent en dépôt ou sur un compte courant n'est pas non plus un prêt. Les présentes règles n'interdisent pas à une Société de fournir

des fonds à un fondé de pouvoir de la Société pour faire face aux dépenses induites par lui-même pour servir la Société (ou pour lui permettre de répondre à ses obligations en tant que fondé de pouvoir de la Société), ou de prendre toutes mesures pour éviter à un fondé de pouvoir d'induire lesdites dépenses.

- 28.5 Les actifs d'un Fonds autres que les actifs monétaires ne doivent pas être prêtés au moyen d'un dépôt ou autre, sauf aux fins de Prêt de Titres tel que décrit ci-dessus.
- 28.6 Les opérations autorisées au titre du paragraphe 26 ne sont pas considérées comme des prêts à ce titre.
- 28.7 Les actifs d'un Fonds ne peuvent pas être hypothéqués.
- 28.8 Si des opérations sur produits dérivés ou contrats à terme de gré à gré sont effectuées pour le compte d'un Fonds conformément aux règles du COLL 5, rien dans ce paragraphe ne saurait empêcher le Fonds ou le Dépositaire, sur demande du Fonds, de :
- 28.8.1 prêter, déposer, nantir ou gager les actifs afin de répondre aux appels de marge ; ou
- 28.8.2 transférer les actifs aux termes d'un accord afférent aux appels de marge, à condition que l'ACD juge raisonnablement que l'accord et les appels de marge y afférents (y compris concernant le niveau de marge) offrent une protection appropriée aux Actionnaires.

29. **Capacité générale d'accepter ou de souscrire des placements**

- 29.1 Tout pouvoir d'investir dans des valeurs mobilières tel que défini au chapitre 5 du COLL peut être utilisé pour investir dans les valeurs mobilières sur lesquelles porte la présente section, sous réserve de toute restriction dans les Statuts. La présente section s'applique à tout contrat ou accord : qui consiste en un contrat de souscription ou de sous-souscription, ou qui considère que des titres seront ou peuvent être émis, souscrits ou acquis au nom du Fonds.
- 29.2 Cette capacité ne s'applique pas à une option, ou à l'achat d'une valeur mobilière conférant un droit de souscrire ou d'acquérir une valeur mobilière, ou de convertir une valeur mobilière en une autre.
- 29.3 L'exposition d'un Fonds aux contrats et accords exposés ci-dessus doit, chaque jour ouvrable, être couverte et remplir la condition que si toutes les obligations possibles au titre desdits contrats et accords devenaient entièrement exigibles, il n'y aurait aucune violation des limites relatives au présent chapitre.

30. **Garanties et indemnités**

- 30.1 La Société, ou le Dépositaire au nom de la Société, ne doit pas donner de garantie ou d'indemnité relative aux obligations d'une personne.
- 30.2 Aucun des actifs d'un Fonds ne peut être utilisé pour décharger d'une responsabilité au titre d'une garantie ou d'une indemnité relevant des obligations d'une personne.
- 30.3 Ces dispositions ne s'appliquent à aucune garantie ou indemnité donnée au titre d'une exigence de couverture, lorsque les opérations dérivées ou à terme sont utilisées conformément au chapitre 5 du COLL, ou pour ce qui est de la Société à aucune indemnité relevant des dispositions de la réglementation 62(3) (Exonérations de responsabilité) des règlements relatifs aux SICAV ; une indemnité (autre que contenant une disposition la rendant nulle et non avenue au titre de la réglementation 62 des règlements relatifs aux SICAV) donnée au Dépositaire au titre de toute responsabilité qu'il a induite en conséquence de la conservation d'un actif par lui-même ou par toute personne retenue par lui pour l'assister dans l'exercice de ladite fonction de conservation des actifs, et une indemnité donnée à une personne liquidant un fonds si l'indemnité est donnée au titre de dispositions par lesquelles tout ou partie des actifs de ce fonds deviennent la propriété première de la Société et si les détenteurs d'actions dudit fonds deviennent les premiers actionnaires de la Société.

ANNEXE IV

COMMISSION DE PERFORMANCE

1. Introduction

- 1.1 Concernant le Janus Henderson Credit Alpha Fund (le « Fonds »), outre la commission de gestion des investissements stipulée au paragraphe 7.6, le Gestionnaire des Investissements a droit à une commission supplémentaire, une commission basée sur la performance de gestion, payable à terme échu pour chaque trimestre de la période de comptabilité du fonds, pourvu que le fonds remplisse certains objectifs de performance, comme décrit ci-dessous.
- 1.2 La commission de performance ne sera perçue que lorsque, sur une période de trois mois, le fonds dépasse son repère donné et le « High Water Mark » (le niveau record), et lorsqu'elle équivaut à 20 % de l'appréciation de la valeur des actions au-dessus du repère de revenus pour ces actions et au cours du trimestre donné.
- 1.3 Le « trimestre » est la période de comptabilité du fonds divisée en période de trois mois ; c'est la période de calcul retenue pour déterminer la commission de performance.

2. Indice de référence

- 2.1 Afin de déterminer s'il y a lieu de retenir une commission de performance, le Gestionnaire des Investissements mesurera la performance par rapport au repère donné.
- 2.2 Le « repère » est la valeur au dernier jour ouvrable de chaque trimestre que le prix coté pour l'action ce même jour (le « Dernier prix coté ») doit dépasser pour que la commission de performance soit payée.
- 2.3 Si l'augmentation de la valeur du fonds depuis le début du trimestre est plus élevée que l'augmentation du repère depuis cette date, un cinquième (20 pour cent) de la différence de performance sera prélevé sur le fonds comme commission de performance (sous réserve de l'application de la « High Water Mark » décrite au paragraphe 3).
- 2.4 Le repère sera une somme égale au prix coté d'une action au dernier jour ouvrable du trimestre précédent (« premier prix coté ») multiplié par le revenu disponible si cette somme du prix coté avait été investie au LIBOR (ou, dans le cas du Janus Henderson Credit Alpha Fund, au LIBOR en sterling à trois mois) jusqu'au dernier jour de cotation du trimestre actuel. Le taux du LIBOR sera retenu au dernier jour ouvrable du trimestre précédent et sera fixé pour le trimestre en cours.

2.5 Si le dernier prix coté (avant la déduction de toute somme nécessaire au paiement d'une commission de performance) ne dépasse pas le repère, aucune commission de performance ne sera payée.

3. **High Water Mark**

3.1 Le Gestionnaire des Investissements peut également appliquer une « High Water Mark », ce qui signifie qu'il ne sera pas récompensé deux fois pour le même niveau de performance.

3.2 La « High Water Mark » pour le trimestre actuel et pour chaque action correspondra au dernier prix coté pour cette action (après déduction de la commission de performance), auquel une commission de performance devait être payée pour cette action.

4. **Trimestre**

4.1 Les trimestres sont définis comme suit :

- Du premier jour ouvrable suivant le 31 octobre au dernier jour ouvrable de la période se terminant le 31 janvier
- Du premier jour ouvrable suivant le 31 janvier au dernier jour ouvrable de la période se terminant le 30 avril
- Du premier jour ouvrable suivant le 30 avril au dernier jour ouvrable de la période se terminant le 31 juillet
- Du premier jour ouvrable suivant le 31 juillet au dernier jour ouvrable de la période se terminant le 31 octobre.

4.2 Le prix coté des Actions à leur lancement (décrit ci-dessous) sera retenu comme le prix initial pour le calcul de la commission de performance.

Capitalisation de Catégorie A du Janus Henderson Credit Alpha Fund : 50,00 pence

Capitalisation de Catégorie A couverte en EUR du Janus Henderson Credit Alpha Fund : 5 EUR

Capitalisation de Catégorie A couverte en USD du Janus Henderson Credit Alpha Fund : 5 USD

Capitalisation de Catégorie Y du Janus Henderson Credit Alpha Fund : 100,00 pence

Capitalisation de Catégorie Y couverte en EUR du Janus Henderson Credit Alpha Fund : 10 EUR

Capitalisation de Catégorie G du Janus Henderson Credit Alpha Fund : 50,00 pence

Capitalisation de Catégorie G couverte en EUR du Janus Henderson Credit Alpha Fund : 5 EUR

Capitalisation de Catégorie G couverte en USD du Janus Henderson Credit Alpha Fund : 5 USD

La première période de calcul commencera à la date de lancement de ladite catégorie et se terminera à la fin du dernier Jour ouvrable du trimestre suivant, comme décrit en 4.1.

5. **Calcul de la commission de performance**

5.1 La commission de performance sera calculée et ajoutée au fonds sur une base journalière.

5.2 Dans les cas où une commission de performance devra être payée, elle sera calculée de la façon suivante :

5.2.1 prendre le dernier prix coté d'une action (avant la déduction de toute somme nécessaire au paiement d'une commission de performance) et soustraire le repère ;

5.2.2 multiplier la différence par 20 pour cent ;

5.2.3 multiplier le résultat par le nombre moyen d'actions allouées durant ce trimestre pour cette catégorie à cette heure d'évaluation.

6. **Paiement de la commission de performance**

6.1 La commission de performance sera retenue et prise en compte pour le calcul du prix coté des actions chaque jour ouvrable.

6.2 Si des actions sont annulées par le Dépositaire, avant la fin d'un trimestre, toute commission de performance accumulée en rapport avec ces actions sera considérée comme étant réalisée et sera payable au Gestionnaire des Investissements comme décrit au paragraphe 6.4.

6.3 Il n'y a aucune limite à la valeur maximum de la commission de performance qui peut être réalisée au cours d'une période.

6.4 La commission de performance sera payée au Gestionnaire des Investissements à terme échu pour chaque trimestre et dans les 14 jours suivant la fin du trimestre.

6.5 La commission de performance est calculée sur la base des profits nets réalisés et non réalisés et des pertes à la fin de chaque période de calcul ; par conséquent, une commission peut être payée sur des profits non réalisés qui peuvent ne jamais se réaliser par la suite.

6.6 Une fois qu'une commission de performance est déduite du fonds, elle n'est pas remboursable au fonds, même si la performance du fonds par la suite est mauvaise.

7. **Vérification de la commission de performance**

7.1 Le Dépositaire sera chargé de vérifier le calcul de la commission de performance.

8. **Exemples de calculs**

Veillez noter que les exemples suivants sont donnés à titre purement indicatif.

Exemple 1 : aucune commission de performance n'est payée

En supposant que

1) le premier prix coté pour une action était de 1,00 GBP

2) le dernier prix coté pour cette même action à la fin du trimestre est de 1,02 GBP

3) si le Fonds avait été investi au LIBOR pour ce trimestre, il aurait gagné 4 pence (4 %)

Étape 1 : de combien le prix de l'action a-t-il augmenté ?

2 pence (puisque le prix de l'action a augmenté de 1,00 GBP à 1,02 GBP).

Étape 2 : l'augmentation a-t-elle dépassé la « High Water Mark » ?

Oui – car la High Water Mark était de 1,00 GBP.

Étape 3 : a-t-elle dépassé le repère ?

Non – car au cours des trois mois l'actionnaire aurait pu gagner 4 pence si l'argent avait été investi au LIBOR (le LIBOR en sterling à trois mois).

Cela représenterait un revenu de 4 pence pour un dépôt de 1,00 GBP mais l'augmentation de la valeur du fonds n'a été que de 2 pence.

Étape 4 : est-ce qu'une commission de performance est due ?

Non – le fonds n'a pas dépassé le repère dans cet exemple, donc aucune commission de performance ne serait due.

Étape 5 : quelle est la « High Water Mark » pour les futurs calculs ?

La « High Water Mark » de l'actionnaire continue d'être fixée à 1,00 GBP puisqu'aucune commission de performance n'a été payée à 1,02 GBP.

Exemple 2 : une commission de performance est payée

En supposant que

1) le premier prix coté pour une action était de 1,00 GBP.

2) le dernier prix coté pour cette même action à la fin du trimestre est de 1,12 GBP sans compter toute accumulation de commission de performance.

3) si le Fonds avait été investi au LIBOR pour ce trimestre, il aurait gagné 4 pence (4 %)

Étape 1 : de combien le prix de l'action a-t-il augmenté ?

12 pence (puisque le prix de l'action a augmenté de 1,00 GBP à 1,12 GBP).

Étape 2 : l'augmentation a-t-elle dépassé la « High Water Mark » ?

Oui – car la « High Water Mark » était de 1,00 GBP. Donc le fonds a dépassé la « High Water Mark » de 12 pence.

Étape 3 : a-t-elle dépassé le repère ?

Oui – car au cours des trois mois, l'actionnaire aurait pu gagner 4 pence si l'argent avait été investi au LIBOR (le LIBOR en sterling à trois mois).

Cela représenterait un revenu de 4 pence pour un dépôt de 1,00 GBP mais l'augmentation de la valeur n'a été que de 2 pence.

Donc le fonds a dépassé le repère de 8 pence.

Étape 4 : est-ce qu'une commission de performance est due ?

Oui – le fonds a dépassé le repère dans cet exemple, donc une commission de performance serait due. Le montant payé est de 20 % du montant dont le fonds a dépassé le repère. Dans ce cas, cela signifie que la commission est de 20 % de 8 pence, ce qui est égal à 1,6 pence.

Étape 5 : quelle est la « High Water Mark » pour les futurs calculs ?

La High Water Mark des Actionnaires est de 1,104 GBP (le prix coté final de clôture étant de 1,12 GBP moins 1,6 pence de commission de performance). Dans le futur, l'Actionnaire n'aura pas à payer une commission de performance tant que le prix de l'Action ne sera pas plus élevé que ce montant et que le fonds n'aura pas surpassé le rendement qu'un Actionnaire aurait reçu si le même montant avait été investi au LIBOR (LIBOR à trois mois en sterling).

ANNEXE V

LISTE DES FONDS POUR LESQUELS L'ACD EST AUSSI AUTORISÉ À ÊTRE DIRECTEUR OU GÉRANT DE LA SOCIÉTÉ

OEIC (SICAV Anglaises) Janus Henderson Global Funds

Janus Henderson Investment Fund OEIC

Janus Henderson Investment Funds Series I

Janus Henderson Investment Funds Series II

Janus Henderson Investment Funds Series III

Janus Henderson Investment Funds Series IV

Janus Henderson Multi-Manager Investment OEIC

Janus Henderson OEIC

Janus Henderson Secured Loans Funds OEIC

Janus Henderson Sustainable/Responsible Funds

Janus Henderson UK & Europe Funds

Janus Henderson UK Property PAIF

Fonds AUT (Authorised Unit Trusts)

Janus Henderson Asian Dividend Income Unit Trust

Janus Henderson Fixed Interest Monthly Income Fund

Janus Henderson Global Equity Fund

Janus Henderson Institutional Diversified Credit Fund

Janus Henderson Institutional Exempt North American Index Opportunities Fund

Janus Henderson Institutional Global (50/50) Index Opportunities Fund

Janus Henderson Institutional High Alpha Credit Fund

Janus Henderson Institutional High Alpha Gilt Fund

Janus Henderson Institutional High Alpha UK Equity Fund

Janus Henderson Institutional Mainstream UK Equity Trust

Janus Henderson Institutional UK Equity Tracker Trust

Janus Henderson Institutional UK Index Opportunities Trust

Janus Henderson Multi Asset Credit Fund

Janus Henderson Multi-Manager Distribution Fund

Janus Henderson Multi-Manager Diversified Fund

Janus Henderson Multi-Manager Global Select Fund

Janus Henderson Multi-Manager Income & Growth Fund

Janus Henderson Sterling Bond Unit Trust

Janus Henderson UK Property PAIF Feeder Fund

Des informations supplémentaires sur ces sociétés ou l'un de ces Fonds sont disponibles sur simple demande à l'ACD.

ANNEXE VI
PERFORMANCE PASSÉE

Dénomination	Croissance (%) 1 an jusqu'au 31/12/2018	Croissance (%) 1 an jusqu'au 31/12/2017	Croissance (%) 1 an jusqu'au 31/12/2016	Croissance (%) 1 an jusqu'au 31/12/2015	Croissance (%) 1 an jusqu'au 31/12/2014
Janus Henderson Institutional Asia Pacific ex Japan Index Opportunities Fund I Acc	-8,06	19,10	32,07	-3,59	4,69
<i>FTSE customised Developed Asia Pacific ex Japan Index</i>	<i>-7,66</i>	<i>20,23</i>	<i>31,75</i>	<i>-3,45</i>	<i>4,86</i>
<i>IA Asia Pacific ex Japan</i>	<i>-9,81</i>	<i>25,29</i>	<i>25,93</i>	<i>-2,93</i>	<i>9,58</i>
Janus Henderson Credit Alpha Fund Y Acc	0,47	-2,98	-1,78	-0,62	0,00
Janus Henderson Institutional European Index Opportunities Fund I Acc	-10,28	16,60	19,55	6,60	0,38
<i>FTSE customised Developed Europe ex UK Index</i>	<i>-9,63</i>	<i>16,53</i>	<i>18,87</i>	<i>5,39</i>	<i>-0,56</i>
<i>IA Europe ex UK</i>	<i>-12,16</i>	<i>17,44</i>	<i>17,01</i>	<i>9,25</i>	<i>-1,06</i>
Janus Henderson Institutional Japan Index Opportunities Fund I Acc	-8,61	13,71	22,23	17,46	2,40
<i>FTSE customised Japan Index</i>	<i>-7,78</i>	<i>14,20</i>	<i>22,41</i>	<i>17,36</i>	<i>2,52</i>
<i>IA Japan</i>	<i>-11,32</i>	<i>17,81</i>	<i>23,52</i>	<i>16,16</i>	<i>0,39</i>
Janus Henderson Institutional North American Index Opportunities Fund I Acc	-1,33	10,26	33,98	5,23	19,42
<i>FTSE customised North America Index</i>	<i>0,49</i>	<i>10,94</i>	<i>33,67</i>	<i>5,02</i>	<i>19,22</i>
<i>IA North America</i>	<i>-1,15</i>	<i>10,49</i>	<i>30,07</i>	<i>4,48</i>	<i>17,73</i>

La performance passée n'est pas une garantie de la performance future. La valeur de vos investissements et les revenus en découlant peuvent augmenter ou diminuer, et vous pourriez ne pas récupérer le montant investi à l'origine. Cela peut résulter de mouvements de

marché, et aussi de fluctuations dans les cours de change entre la livre sterling et la devise dans laquelle un investissement sous-jacent particulier est libellé.

(Source : Morningstar, sur la base des cours moyens, avec réinvestissement des revenus nets, nets des commissions, en livres sterling)

ANNEXE VII

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

LISTE DES DÉLÉGUÉS DÉPOSITAIRES

Pays	Nom de l'Agent	Lieu
AFRIQUE DU SUD	STANDARD BANK OF SOUTH AFRICA LIMITED	JOHANNESBOURG
ALLEMAGNE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	FRANCFORT
ARABIE SAOUDITE	SAUDI ARABIA BRITISH BANK (GROUPE HSBC)	RIYAD
ARGENTINE	EUROCLEAR BANK S.A - <i>Indirectement via HSBC Bank Argentina S.A. pour les actions</i>	BRUXELLES
AUSTRALIE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	SYDNEY
AUTRICHE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	FRANCFORT (À DISTANCE)
BAHREÏN	HSBC BANK MIDDLE EAST LTD	BAHREÏN
BANGLADESH	HONG KONG AND SHANGHAI BANKING CORP LIMITED	DHAKA
BELGIQUE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	PARIS (À DISTANCE) / BRUXELLES
BÉNIN	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE D'IVOIRE SA	ABIDJAN
BERMUDES	BANK OF BERMUDA (Groupe HSBC)	BERMUDES
BOSNIE-HERZÉGOVINE	UNICREDIT BANK AUSTRIA AG VIENNA - <i>Indirectement via UniCredit Bank d.d., Sarajevo</i>	VIENNE (HUB)
BOTSWANA	STANDARD CHARTERED BANK OF BOTSWANA LTD	GABORONE
BRÉSIL	BANCO BNP PARIBAS BRASIL SA**	SÃO PAULO
BULGARIE	UNICREDIT BULBANK A.D.	SOFIA
BURKINA FASO	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE D'IVOIRE SA	ABIDJAN
CANADA	ROYAL BANK OF CANADA (INVESTOR & TREASURY SERVICES)	TORONTO
CHILI	BANCO DE CHILE (CITIBANK N.A)	SANTIAGO DU CHILI
CHINE	HSBC BANK (CHINA) COMPANY LIMITED	SHANGHAI
COLOMBIE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES SOCIEDAD FIDUCIARIA BOGOTA**	BOGOTA
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE	HONG KONG AND SHANGHAI BANKING CORP LIMITED, SÉOUL	SÉOUL
COSTA RICA	BANCO BCT S.A.	SAN JOSÉ
CÔTE D'IVOIRE	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE D'IVOIRE SA	ABIDJAN

CROATIE	UNICREDIT BANK AUSTRIA AG VIENNA - <i>Indirectement via Zagrebacka Banka d.d., Zagreb</i>	VIENNE (HUB)
CHYPRE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	ATHÈNES (À DISTANCE)
DANEMARK	NORDEA BANK DANMARK A/S	COPENHAGUE
ÉGYPTE	CITIBANK N.A. Égypte	LE CAIRE
ÉMIRATS ARABES UNIS (Abu Dhabi)	HSBC BANK MIDDLE EAST LTD	DUBAÏ
ÉMIRATS ARABES UNIS (Dubai)	HSBC BANK MIDDLE EAST LTD	DUBAÏ
ÉQUATEUR	BANCO DE LA PRODUCCION SA-PRODUBANCO	QUITO
ESPAGNE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	MADRID
ESTONIE	AS SEB PANK	TALLINN
ÉTATS-UNIS	BNP PARIBAS, SUCCURSALE DE NEW YORK**	NEW YORK
FINLANDE	NORDEA BANK FINLAND PLC	HELSINKI
FRANCE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	PARIS
GHANA	STANDARD CHARTERED BANK OF GHANA LTD	ACCRA
GRÈCE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	ATHÈNES
GUINÉE- BISSAU	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE D'IVOIRE SA	ABIDJAN
RAS DE HONG KONG	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	HONG KONG
HONGRIE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	BUDAPEST
INDE	BNP PARIBAS**	BOMBAY
INDONÉSIE	HONG KONG AND SHANGHAI BANKING CORP LIMITED, JAKARTA	JAKARTA
DCT INTERNA- TIONAL	CLEARSTREAM BANKING SA	LUXEMBOURG
DCT INTERNA- TIONAL	EUROCLEAR BANK SA	BRUXELLES
IRLANDE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	LONDRES
ISLANDE	ISLANDSBANKI	REYKJAVÍK
ISRAËL	CITIBANK N.A. ISRAËL	TEL AVIV
ITALIE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	MILAN
JAPON	HONG KONG AND SHANGHAI BANKING CORP LIMITED, TOKYO	TOKYO
JORDANIE	STANDARD CHARTERED BANK, SUCCURSALE DE JORDANIE	AMMAN

KAZAKHSTAN	JSC CITIBANK KAZAKHSTAN	ALMATY
KENYA	STANDARD CHARTERED BANK PLC	NAIROBI
KOWEÏT	HSBC BANK MIDDLE EAST LTD	KOWEÏT
LETTONIE	AS SEB BANKA	RIGA
LIBAN	HSBC BANK MIDDLE EAST LTD	BEYROUTH
LITUANIE	AB SEB BANKAS	VILNIUS
MALAISIE	HSBC BANK MALAYSIA BERHAD, KUALA LUMPUR	KUALA LUMPUR
MALI	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE D'IVOIRE SA	ABIDJAN
MALTE	CLEARSTREAM BANKING SA	LUXEMBOURG
MAROC	BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE**	CASABLANCA
MAURICE	HONG KONG AND SHANGHAI BANKING CORP LIMITED, PORT-LOUIS	PORT-LOUIS
MEXIQUE	BANCO NACIONAL DE MEXICO (BANAMEX)	MEXICO
NAMIBIE	STANDARD BANK OF NAMIBIA LIMITED	WINDHOEK
NOUVELLE-ZÉLANDE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	SYDNEY
NIGER	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE D'IVOIRE SA	ABIDJAN
NIGÉRIA	STANBIC IBTC BANK	LAGOS
NORVÈGE	NORDEA BANK NORGE ASA	OSLO
OMAN	HSBC BANK OMAN SAOG	MASCATE
OUGANDA	STANDARD CHARTERED BANK UGANDA LIMITED	KAMPALA
PAKISTAN	CITIBANK N.A. KARACHI	KARACHI
PAYS-BAS	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	PARIS (À DISTANCE)
PÉROU	CITIBANK DEL PERU	LIMA
PHILIPPINES	HONG KONG AND SHANGHAI BANKING CORP LIMITED, MANILLE	MANILLE
POLOGNE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	VARSOVIE
PORTUGAL	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	PARIS (À DISTANCE) / LISBONNE
QATAR	HSBC BANK MIDDLE EAST LTD	DOHA
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	CITIBANK EUROPE PLC, SUCCURSALE DE BRATISLAVA	BRATISLAVA
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	CITIBANK EUROPE PLC, SUCCURSALE DE PRAGUE	PRAGUE
ROUMANIE	CITIBANK EUROPE PLC, SUCCURSALE DE BUCAREST	BUCAREST
ROYAUME-UNI	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	LONDRES
RUSSIE	AO CITIBANK (JOINT STOCK COMPANY COMMERCIAL BANK CITIBANK)	MOSCOU

Pays	Nom de l'Agent	Lieu
SÉNÉGAL	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE D'IVOIRE SA	ABIDJAN
SERBIE	UNICREDIT BANK AUSTRIA AG VIENNA - Indirectement via UniCredit Bank Srbija d.d., Belgrade	VIENNE (HUB)
SINGAPOUR	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	SINGAPOUR
SLOVÉNIE	UNICREDIT BANKA SLOVENIJA D.D. LJUBLJANA - Indirectement via UniCredit Bank Slovenija d.d., Ljubljana	LJUBLJANA
SRI LANKA	HONG KONG AND SHANGHAI BANKING CORP LIMITED, COLOMBO	COLOMBO
SUÈDE	SKANDINAVISKA ENSKILDA BANKEN AB (publ)	STOCKHOLM
SUISSE	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES S.C.A.**	ZURICH
SWAZILAND	STANDARD BANK OF SWAZILAND LIMITED	MBABANE
TAÏWAN, RDC	HSBC BANK (TAIWAN) LIMITED	TAIPEI
TANZANIE	STANBIC BANK TANZANIA LIMITED	DAR ES-SALAAM
THAÏLANDE	HONG KONG AND SHANGHAI BANKING CORP LIMITED, BANGKOK	BANGKOK
TOGO	STANDARD CHARTERED BANK CÔTE D'IVOIRE SA	ABIDJAN
TUNISIE	UNION INTERNATIONALE DES BANQUES (SGSS)	TUNIS
TURQUIE	TEB SECURITIES SERVICES**	ISTANBUL
UKRAINE	UNICREDIT BANK AUSTRIA AG VIENNA - Indirectement via PJSC Ukrsootsbank, Kiev	VIENNE (HUB)
URUGUAY	BANCO ITAU URUGUAY S.A.	MONTEVIDEO
VENEZUELA	CITIBANK N.A.	CARACAS
VIETNAM	HSBC BANK (VIETNAM) LTD	HÔ CHI MINH-VILLE
ZAMBIE	STANDARD CHARTERED BANK PLC	LUSAKA
ZIMBABWE	STANDARD CHARTERED BANK ZIMBABWE LIMITED	HARARE
**filiale de BNP Paribas Securities Services		

RÉPERTOIRE

Société et siège social :

Janus Henderson Strategic Investment Funds
201 Bishopsgate
Londres EC2M 3AE, Royaume-Uni

ACD :

Henderson Investment Funds Limited
201 Bishopsgate
Londres EC2M 3AE, Royaume-Uni

Dépositaire :

NatWest Trustee and Depositary Services Limited
250 Bishopsgate
Londres EC2M 4AA, Royaume-Uni

Gestionnaire des Investissements :

Henderson Global Investors Limited
201 Bishopsgate
Londres EC2M 3AE, Royaume-Uni

Administrateur de Fonds :

BNP Paribas Securities Services
55 Moorgate
Londres EC2R 6PA, Royaume-Uni

Agent d'administration et d'enregistrement des clients :

DST Financial Services International Limited et DST Financial Services Europe Limited
DST House
St Nicholas Lane
Basildon
Essex SS15 5FS, Royaume-Uni

Conseillers juridiques :

Eversheds Sutherland (International) LLP
One Wood Street
Londres EC2V 7WS, Royaume-Uni

Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers LLP
141 Bothwell Street
Glasgow G2 7EQ, Royaume-Uni

Publié par Henderson Investment Funds Limited

201 Bishopsgate
Londres EC2M 3AE, Royaume-Uni

Henderson Investment Funds Limited est agréée par la « Financial Conduct Authority » (« FCA ») et soumise à sa réglementation. Enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles. Filiale de Janus Henderson Group plc.